LE MONDE LIBERTAIRE

N°1834 DÉCEMBRE 2021 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

L'ASCENSEUR SOCIAL EST EN PANNE

PRIÈRE DE PRENDRE L'ESCALIER

HISTOIRE p. 14
SUR LA TRACE DES RECLUS À BRUXELLES

PASSE-PORTS p. 20
AUSTRALIE : SOUS-MARINS ET IMPÉRIALISME

RÉFLEXIONS p. 28
ÉLOGE ET URGENCE DE LA GRATUITÉ

SOMMAIRE

N° 1834 – DÉCEMBRE 2021

1 Couverture Marc Deotte, *Empreinte d'escalier*,
3 Édito Manque un truc…
3 Faits d'hiver Désolé !
3 Strip Monsieur Lhomme

TERRAINS DE LUTTES

4 le CSP 59 est en deuil, Hommage à Bertrand Deconinck
5 Une rentrée sociale chargée
6 Claude Jean-Pierre, Une justice à deux vitesses
7 Joyeuse (07) le 11 novembre
8 Occupation rond-point Gilets jaunes
9 Levez les brevets sur les vaccins anti-Covid !
10 Sans-papiers en Belgique
11 11 novembre à Metz | Massacre du 17 octobre 1961
12 L'affaire des 17 « syndicalistes, pas criminels »
13 En traversant la rue | Les mauvais jours finiront

HISTOIRE

14 Sur les traces d'Élie et Élisée Reclus à Bruxelles
17 Dans quel encrier tremper sa plume pour dessiner la Commune ?
18 Un militant pacifiste allemand au début du xx^e^ siècle

PASSE-PORTS

20 Australie Sous-marins et impérialisme
23 Nouvelle-Calédonie Qui jette le Caillou dans la mare ?
25 Le Gueteur Quelques petites infos glanées
26 Grèce Imaste dio, Imaste dio… Elmaste khilii déka tri
27 Le Gueteur Un petit tour du monde !

RÉFLEXIONS

28 Éloge et urgence de la gratuité
30 Du capitalisme triomphant au parasitisme tourmenté
32 La vérité et la raison
34 Tagore pour « Une n'autre école » ?
36 Zemmour : « La colonisation a apporté la lumière »
37 Wanted, dead or alive

CULTURES

38 Baracoa. Deux à Cuba
40 Un voyage sur les traces de Frida Kahlo
42 À la recherche de l'historiographie anarchiste en Belgique
44 Histoire d'une idée moderne, l'anarchiste
45 Communa da Luz
46 Questions à Fréderic Bories : Georges Brassens
48 À propos de… Georges Brassens
48 Loin du prêt à chanter : Pierre Perret
48 À propos de… Georges Brassens
49 Loin du prêt à chanter : Pierre Perret
50 Si tu croises le fer

FICHES DE LECTURE

51 Du côté des exclus | Mensonge

52 Souscription : L'histoire de Makhno
53 Annuaires des groupes et liasons de la Fédération anarchiste
54 BD Émile Pouget
56 Dessin de caroline carotidae

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 000800151423617–BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....

IBAN : ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐ **BIC** : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : ☐☐/☐☐/☐☐☐☐
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Manque un truc…

Surprise, pas de dossier ce mois-ci !… Nous en avions prévu un mais les articles ne sont pas arrivés. Faut dire, à voir l'importance de la rubrique « terrains de luttes », le temps a manqué.

Pour que tu puisses avoir ce Monde libertaire entre les mains, il a fallu que le comité de rédaction lance un « appel à plumes » pour les articles, « à crayons » pour les illustrations, « à déclic » pour les photos. Il a fallu ensuite que des compagnon.nes répondent à ces appels, que d'autres compagnons se lance dans la correction des textes reçus, que textes et illustrations soient envoyés à un autre compagnon pour la maquette qui sera ensuite validée par l'administrateur du ML (encore un compagnon). Tout a été fait bénévolement.

Toute cette explication pour amener discrètement à un article sur l'éloge de la gratuité… Bon, ok, tu l'as payé ce Monde libertaire… il y a un imprimeur et des services postaux. Mais chez nous, c'est bénévolat avec le sourire, en jonglant avec les autres actes de militance, de vie personnelle. Car oui, les scientifiques sont formel.les, il y a bien une vie en dehors de la Fédération anarchiste.

Une vie qui grince quand les prix flambent, quand l'horizon est recouvert d'une nappe de pollution, quand on nous prépare des lendemains qui déchantent. Frontière polono-biélorusse, des migrant.es pris.es en otage, manipulé.es, frappé.es. Afghanistan, des fous de dieu mettent une chappe de plomb sur le quotidien des gens. COP26 et l'urgence d'attendre, tout va très bien Madame la banquise…

Pendant ce temps, un drame existentiel se joue : Pourra-t-on remplir les temples de la consommation avant le 25 décembre ? Pénurie de papier, bateaux porte-containers bloqués, pénuries de semi-conducteurs indispensables en électronique. Pas de cadeaux sous les sapins abattus pour rien. Et tout ça, à cause d'un pangolin…

Alors comme dirait Christophe : « Joyeux ML et Bon.ne anar ! »

Bernard

FAITS D'HIVER DÉSOLÉ !

L'accord de Paris prévoyait de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

Selon l'ONU, cette organisation gauchiste catastrophiste bien connue, la planète se trouve actuellement sur une trajectoire de réchauffement de… 2,7°C.

Les 200 pays qui viennent de se réunir pendant 15 jours à Glasgow en ont donc tiré toutes les conclusions qui s'imposaient. Le compromis final n'assure pas le respect des objectifs de l'accord de Paris. Mais des efforts vont être entrepris pour peut-être…

Et quant à la promesse antérieure des pays riches d'aider les pays pauvres à lutter contre le réchauffement, les discussions ne sont pas rompues.

Aussi, c'est d'une voix émue et les larmes aux yeux que le président britannique de cette COP 26, Alok Sharma, a clos ces 15 jours de bla-bla en avouant qu'il « était profondément désolé ».

Ah, bon !

Jean-Marc Raynaud

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication : Dominique Lestrat

Maquette mise en page Philippe Camus (ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal : 1er trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire : 0624D80740

Numéro d'imprimeur : 19070146

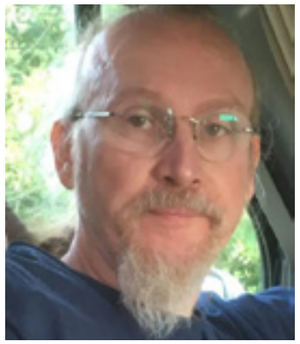
Imprimé par : Corlet Imprimeur ZI Rue Maximilien-Vox 14110 Condé-sur-Noireau

Ce numéro comporte pour les abonnés un exemplaire du catalogue Publico

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DES SANS-PAPIERS DU NORD (CSP 59)

LE CSP 59 EST EN DEUIL

Hommage à notre cher et regretté Bertrand Deconinck



La camarde n'est pas une camarade. Bertrand Deconinck, nous avions partagé son militantisme lorsqu'il était au groupe Humeurs noires de Lille puis au groupe GROMELIFA (GROupe de la MEtronome Lilloise de la FA).
Ce fut ensuite son engagement pour la lutte et la dignité des sans-papiers qui mobilisa toute sa vie militante.
Nous reproduisons ci-dessous l'hommage que lui rendent ses frères et sœurs de combat. Que la terre te soit douce.

La sale et terrible maladie vient de nous enlever notre cher camarade de combat Bertrand, militant anarchiste qui a été un des militants de la première heure de la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers et de la naissance du CSP59.

De 1996 aux années 2000, Bertrand a été une des chevilles ouvrières de toutes les occupations des sans-papiers.

> En 1996, c'est Bertrand qui monte au créneau et sort de son calme olympien pour exiger le respect par certains soutiens de la décision des 13 parents d'enfants français de poursuivre leur grève de la faim parce que la loi disait « carte de 10 ans aux parents d'enfants français » et non « carte d'un an » que le préfet avait accepté de leur remettre.

> C'est lui qui passe une nuit entière dans le local de la MNE (Maison de la nature et de l'environnement. ndlr) pour ouvrir à plus de 150 sans-papiers la porte sur le côté pendant que toutes les portes d'accès étaient barricadées par les CRS.

> C'est lui aussi qui pénètre dans les locaux de l'ex-mission locale de Lille Moulins pour que plus de 300 sans-papiers l'occupent avant d'être évacués manu militari par l'assaut des CRS le lendemain.

> C'est encore lui qui, de 1997 à 1999, au CHR - pavillon Denis Cordonnier, participe à l'organisation de toutes les actions militantes des sans-papiers y compris la logistique des grèves de la faim.

> C'est aussi lui qui organise des occupations militantes d'Air France, de locaux divers et variés sans les sans-papiers pour protester contre les arrestations, les expulsions ou les maltraitances des grévistes de la faim.

En lien avec les squatteurs, Bertrand participait à l'organisation de concerts de solidarité avec les sans-papiers en lutte.

Les sans-papiers en lutte sont redevables à Bertrand dont l'engagement dans leur combat a permis à des moments où beaucoup pensaient que c'était sans issue de sortir de l'impasse.

Bertrand aussi reçut des coups lors des répressions subies par les sans-papiers lors des évacuations musclées par les CRS. Bertrand a été pour les premières générations des sans-papiers en lutte, avec d'autres dont nous tairons les noms, la personnification même de l'antiraciste, de l'antifasciste, de l'internationaliste qui s'était entièrement mis au service du combat pour les papiers pour tous.

On peut le dire maintenant : Bertrand faisait partie d'une équipe restreinte de confiance de l'Assemblée générale du CSP59 que l'on peut qualifier de « Section des actions secrètes » chargée de préparer en amont les occupations des sans-papiers des locaux publics ou patronaux qui ont eu durant la période 1996 à 2000 la « visite » des sans-papiers.

Bertrand vient de nous quitter à 52 ans, ça fait mal, très mal à nos cœurs et à nos esprits, le CSP59 est en deuil. Il rejoint pour nous les Luc, Béatrice, Rudolph, Jean Marc, Suzanne, Raymonde, Lola qui ont été des militant(e)s du CSP59 dont le poète africain a dit « *les morts ne sont pas morts* » parce que tous les mercredis 18 h, place de la République, parvis des Droits de l'Homme, vous serez avec nous pour crier dans votre silence éternel : RÉGULARISEZ TOUS LES SANS PAPIERS !

À Anne sa compagne et ses deux enfants, le CSP59 présente ses condoléances les plus attristées.

À Bertrand, nous inclinons la banderole des papiers pour tous et le poing de la lutte qui continue !

30 octobre 2021

UNE RENTRÉE SOCIALE CHARGÉE

Pendant que les « grands médias » n'en finissent pas de donner la parole aux candidats et pas-encore candidats à l'élection présidentielle de 2022, pendant que les sondages se succèdent quotidiennement pour donner les intentions de vote des Français, pendant que l'enfumage électoraliste bat son plein, les luttes sociales battent son plein et ne connaissent pas de trêve. Dès la rentrée notre groupe Salvador-Seguí s'est impliqué à Paris ou sa région, dans un certain nombre de conflits sociaux, dans la mesure bien sûr de ses faibles moyens.

Ça avait d'ailleurs commencé juste avant l'été avec notre participation aux rassemblements et manifestations du Collectif Réquisitions, dans le but d'obtenir un hébergement pour des sans-logis et des migrants (nous avons ainsi pu réaliser un court film envoyé sur les réseaux. Puis nous avons enchaîné en juillet avec une grève à Monoprix République (164 rue du Temple) où 27 jours de lutte ont permis aux salarié-e-s de voir leurs revendications satisfaites. Grève qui portait non pas sur des augmentations de salaires, mais tout simplement sur l'amélioration de leurs conditions de travail (voir ML en ligne du 14 juillet 2021).

> **Le 1er septembre** nous participions aussi au rassemblement des retraités (et oui, il y a aussi quelques retraités dans notre groupe), sur le parvis de Bercy contre le projet de « réforme » des retraites et pour l'augmentation des pensions et du pouvoir d'achat. Rassemblement toutefois un peu décevant : moins de 400 participants pour toute l'Île de France, à l'appel de toutes les centrales syndicales, sauf CFDT bien évidemment ! (voir compte-rendu dans le ML en ligne du 20 septembre 2021).

> **Le 2 septembre**, nous étions à un rassemblement de soutien à des travailleurs grévistes CGT de Monoprix accusés « d'entrave au libre fonctionnement d'un

PHOTO D'ACHIVE. RAMON PINO

commerce ». Réunis Place du Châtelet nous les avons accompagnés au Palais de justice tout proche, où ils devaient comparaître. Jugement toujours en attente. (voir ML en ligne du 5/9/2021)

> **le 5 septembre**, pas découragés par la faible manifestation des retraités du 1er septembre, nous participions aussi à la manifestation inter-pro contre la politique gouvernementale et ses proj ets de « réformes » diverses et variées. Manifestation plus conséquente numériquement parlant, mais encadrée et nassée par les habituels robocops (ça devient une sale habitude). Là-aussi on peut en lire le compte-rendu sur le ML en ligne du 20 septembre).

> **Octobre**, c'était la manifestation commémorative des 60 ans du massacre des travailleurs algériens à Paris (17 octobre 1961). Tout en étant présents dans le cortège, nous l'avons filmé. Le montage est en cours et nous le diffuserons sur notre site. Beaucoup de monde (des milliers) et ô divine surprise, pas de robocops pour nous encercler (peur d'une bavure qui aurait été malvenue en cette date ?). Juste un barrage policier à la fin pour interdire l'accès aux berges de la Seine (peur qu'un manifestant tombe dedans ?) Là-aussi ça aurait été du plus mauvais effet en cette date commémorative (voir notre compte-rendu dans le ML en ligne du 24 octobre).

> **22 octobre**, c'était l'agence d'intérim RSI qui était occupée par une cinquantaine de travailleurs immigrés et sans papiers exigeant leur régularisation. Expulsés par la police et accusés de brutalités… envers les flics ; d'où convocation au commissariat. Pour les soutenir manif le mardi 26, transformée par ordre préfectoral en rassemblement statique place de la République. (voir ML en ligne du 24/10/2021)

> **Toujours au mois d'octobre**, ce sont les salarié-e-s de l'Hôtel Campanile au Bourget qui se mettaient en grève, comme précédemment les femmes de chambres de l'Hôtel Ibis Batignoles dont le combat victorieux avait duré… 23 mois. Pour l'Hôtel Campanile, l'affaire était pliée en… 4 jours, et les revendications satisfaites (voir ML en ligne du 24/10/2021).

> **Octobre toujours**, Monoprix encore : cette fois-ci c'est le magasin 133 rue de Belleville qui est en ébullition. Tous les livreurs (immigrés et sans papiers) ont cessé le travail pour obtenir leur régularisation, et ont rejoint la CGT. Un piquet de grève se tient devant leur magasin tous les jours à partir de 9 h30 (ML en ligne du 27/10/2021). Bien sûr on y est présents, et bien sûr on informera de la suite de ce mouvement de travailleurs sans-papiers.

Pour compléter ce panorama de quelques luttes, notre groupe n'oublie pas de poursuivre ses activités à notre librairie fédérale (Publico), en y assurant des permanences en semaine et le dimanche, et en y reprenant nos animations avec 2 présentations de livres en novembre :

Le 14, « La Commune au présent » avec la présence de son autrice, Ludivine Bantigny.

Et le 28, « Les Pétroleuses » avec la préfacière de l'ouvrage, Chloé Le Prince.

Puis en décembre, 2 projections de films/débats :

Le 5, « L'An 01 », et le 19, « Un pays qui se tient sage ».

Bref, une rentrée bien chargée, mais même peu nombreux nous essayons d'être présents là où nous pouvons, quand nous le pouvons (et bien sûr celles et ceux qui veulent rejoindre notre groupe sont les bienvenu-e-s)

Groupe anarchiste Salvador Seguí

UNE JUSTICE À DEUX VITESSES

Claude Jean-Pierre, décédé suite à un contrôle de gendarmerie

Une gifle au Président de la République, c'est la comparution immédiate.
Perdre la vie après un banal contrôle routier quand vous êtes une personne lambda et de surcroît antillais, la justice passera le petit braquet.

Ancien maçon, Claude est jeune retraité. Connu pour sa joie de vivre et sa bonne humeur, il vit sa retraite paisiblement, toujours prêt à dépanner les voisins et amis. La Guadeloupe, il y vit depuis toujours.

Le 21/11/2020 à Deshaies, Claude rentre de ses courses quand les gendarmes l'arrêtent pour un banal contrôle routier qui aurait été motivé par « *une conduite hésitante* », selon le procureur. En visionnant la vidéo filmée par une caméra de vidéosurveillance municipale, il ne faut pas sortir de Saint-Cyr pour se rendre compte qu'à aucun moment, Claude souhaite se soustraire du contrôle ou fait preuve de violence envers les gendarmes, bien au contraire, il exécute les consignes et avance son véhicule de quelques mètres, discutant même avec un des militaires.

Agression

Toujours selon le procureur, les gendarmes ont décidé d'extraire Claude du véhicule car, « *il y avait un risque de départ qui était susceptible d'être dangereux pour lui-même et pour les autres* ».

La question qui se pose est : finalement était-il plus dangereux pour lui de partir, ou de se laisser contrôler par les gendarmes ??? La suite peut nous laisser quelques doutes.

Mais voilà, Claude mesure 1,90 m et les gendarmes s'y reprennent à deux fois pour le sortir de sa voiture. Ils saisissent son bras et le tirent brutalement pour l'extraire du véhicule alors qu'il ne manifeste aucune résistance. Claude tombe au sol tel un poids mort, inerte, il est manifestement inconscient.

Trois minutes après, un des gendarmes tente de le relever mais le relâche sèchement, provoquant un violent choc à l'arrière de sa tête.

Ce qui est frappant en regardant ces images, c'est qu'aucun geste de premiers secours n'est entrepris. Ah si pardon, un seul, mais celui-là n'est pas franchement dans les manuels de secourisme. Dans un geste de bonté républicaine, l'un des gendarmes maintient à l'aide de son pied (délicatement chaussée de sa Rangers), un chapeau sur la tête de Claude, toujours inconscient à ce moment-là.

Inaction

Claude va rester plus de dix minutes inconscient sur le bitume brûlant de la Guadeloupe. Les gendarmes seraient-ils dispensés d'être formés aux premiers secours ??? Eh bien NON, les écrits sont là mais les gestes sont absents. Voici une information trouvée sur le site du ministère de l'Intérieur : « *Le secourisme est une technicité socle, il est enseigné dès la formation initiale à tous les personnels militaires, qu'ils soient gendarmes adjoints volontaires, sous-officiers ou officiers, d'active ou de réserve* ».

Claude est ensuite transporté au CHU de Pointe-à-Pitre où il sera placé en coma artificiel avec une double fracture des vertèbres, dont une qui compresse la moelle épinière.

Après 12 jours en réanimation son état se dégrade, Claude succombera le 03/12/2020.

Lors de l'autopsie, le médecin légiste précisera que ses blessures sont compatibles avec les conditions de l'extraction.

Réactions

Face à cette interpellation qui conduira au décès de Claude, Fatia sa fille et Christophe son gendre ne lâcheront rien, ils veulent que justice lui soit rendue. En Guadeloupe c'est l'incompréhension, de nombreuses personnes et associations se mobilisent pour dénoncer cette affaire.

Presque un an après, la lumière n'est toujours pas faite. Les gendarmes sont toujours en activité et aucune sanction disciplinaire n'a été prise à leur égard.

Cette justice, elle fait faux bon depuis bien longtemps dans cette petite île des Caraïbes, comme dans bon nombre de départements d'outre-mer.

Questions

L'État nous vend en permanence la justice, et dans justice il y a le mot JUSTE.
> **Est-ce juste** qu'en mai 1967 lors de mouvements sociaux ouvriers en Guadeloupe, les gendarmes fassent feu sur les manifestants ? Bilan officiel 87 morts. Pas le genre d'histoire enseignée à l'école.
> **Est-ce juste** que pendant 30 ans par le biais du BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer), l'État ait fait passer une politique coloniale pour une politique sociale, déracinant ainsi des milliers d'antillais et réunionnais ?
> **Est-ce juste** quand l'État submerge de Chlordécone (insecticide cancérigène) les terres antillaises jusqu'en 1993, alors que même les États-Unis l'ont interdit en 1976 ?

> **Est-ce juste** que l'État laisse la Guadeloupe avec un réseau d'eau continuellement en dysfonctionnement, avec des périodes privant d'eau potable la population pendant plusieurs semaines ?
> **Est-ce juste** que la plupart des richesses de ces îles appartiennent encore à une certaine bourgeoisie post-négrière ?
> **Est-ce juste** quand l'État pointe du doigt la méfiance vaccinale aux Antilles ? La méfiance envers l'État est naturelle, un passé colonial esclavagiste ne disparaît pas d'un coup de baguette magique.

Bref, en Guadeloupe la justice, elle est timide...

> **Est-ce JUSTE que le 03/12/2020, un paisible retraité, Claude Jean-Pierre, décède suite à un banal contrôle routier alors qu'il ne montre aucun signe de violence ???**

Justice doit être faite.

Reka
groupe Germinal - Marseille

JOYEUSE (07) LE 11 NOVEMBRE

11 novembre, retour au monument pacifiste de Joyeuse. En 2020, le préfet de l'Ardèche avait interdit le rassemblement pacifique pour cause de guerre contre le virus. 18e rassemblement, rien que ça, une fois encore à l'appel conjoint de la libre pensée 07/26 et de l'ARAC (anciens combattants d'obédience communiste). Pas foule...

En comptant large 40 à 50 personnes. Pas long, une consigne plus ou moins respectée limitait chaque intervention à 2 minutes.

Se sont succédés : La Libre pensée, l'ARAC, le comité de Tournon du mouvement pour la paix, La CNT, La CGT, le PC, Le groupe d'Aubenas de la FA, Ensemble, La France insoumise et le POI. Courte intervention du Groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste

Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste adresse un salut libertaire aux pacifistes et antimilitaristes une fois encore rassemblés contre toutes les guerres.

Antimilitaristes, nous sommes pour l'éradication de toutes les armées. Internationalistes, nous sommes pour la paix entre les peuples et pour la libre circulation des individus. Pacifistes, nous ne le sommes pas ou alors comment prétendre être pour la lutte des classes ?

CE QU'IL NOUS RESTE STATUE DE GASTON DINTRAT

Les combats, puisque combats il y a, doivent être non seulement pour la défense des acquis sociaux mais pour en obtenir de nouveaux. Nouveaux acquis qu'il faudra arracher au camp d'en face.

Les combats, puisque combats il y a et il y aura, doivent être pour la destruction du Service national universel. Et pas question de remplacer cette entreprise de formatage par quoi que ce soit. À ce propos, le leader d'un parti politique de gauche a déclaré le 20 novembre 2020 être favorable au retour du service militaire obligatoire... Jean-Luc, tu en feras quoi des insoumis ?

Le combat urgent doit être pour la destruction du capitalisme qu'il soit libéral ou d'État pour donner un futur aux humains à venir car si la planète n'est pas menacée il n'en est pas de même pour la vie sur Terre. Ne comptez pas sur Elon Musk ou Jeff Bezos pour le covoiturage spatial. Et cessons d'utiliser le slogan « partage du travail, partage des richesses » qui justifierait presque le pillage des ressources.

Ces combats, nous ne les mènerons pas avec n'importe qui : les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Soyons vigilants face aux dérives confusionnistes. Ne nous laissons pas entraîner par tous ces joueurs de flûte d'Hamelin pour qui le mot « liberté » n'est que du pipeau.

Pour choisir notre futur, pour un autre futur. Ni dieu ni maître.

Groupe d'Aubenas

LEVEZ LES BREVETS SUR LES VACCINS ANTI-COVID !

Le samedi 30 octobre, le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste participait à un rassemblement du collectif de lutte contre les brevets sur les vaccins anti-Covid.
Nous ne pouvons tolérer que certains s'enrichissent de façon éhontée, en commercialisant des vaccins qui ont été élaborés grâce à l'argent public déversé à milliards par les États. Et maintenant, ces derniers les leur achètent au prix fort ! On paie les vaccins 2 fois ! En France, c'est la Sécu qui régale avec nos cotisations !
Et par delà cette revendication de levée des brevets qui peut être vue somme toute comme pas forcément révolutionnaire, nous savons que ces actions ne seront pas suffisantes, et que, même si elles aboutissent, il nous faudra organiser la société autrement et de façon plus horizontale et sans domination. Dans ce domaine comme dans d'autres : socialisation des moyens de production, expulsion des patrons, autogestion de toutes les activités. Dégageons les chefs d'État et tous les pouvoirs politiques et économiques, sans rien mettre à la place… en dehors de nous toutes et tous.

Le groupe FA de Rouen était donc signataire du tract d'appel dont voici le contenu :

10 000 morts par jour en moyenne depuis le refus de lever les brevets sur les vaccins anti-Covid !
2 % des habitants des pays pauvres seulement sont vaccinés !
50 milliards de revenus pour les Big Pharma avec les vaccins anti-Covid ! Mais Sanofi licencie ou externalise comme à Saint-Aubin-lès-Elbeuf[1]…
Honte à Macron, honte à l'Union européenne, honte aux brevets !

Plus de 10 000 personnes meurent en moyenne chaque jour dans le monde du Covid-19, depuis le refus de la demande de levée des brevets sur les vaccins anti-Covid à l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC) par l'Inde et l'Afrique du Sud, le 2 octobre 2020. Pourtant les vaccins existent. Ils ont montré une efficacité de plus de 90 % contre les formes graves, et de 98 % contre la mortalité. Mais les brevets des capitalistes de Big Pharma privent les pays les plus pauvres de vaccins anti-Covid. Trop chers ! Pas assez de vaccins ! Seulement 2 % des habitants des pays à faible revenu sont complètement vaccinés.

Apartheid vaccinal !

La recherche vaccinale a été financée par les subventions publiques, 15 milliards de dollars de la Barda étatsunienne, 1,5 milliards de l'UE, 1,3 milliards du gouvernement anglais. Mais les profits sont privatisés, même si cela veut dire priver les pays pauvres de vaccins. 50 milliards de revenus pour Big Pharma et ses vaccins en 2021. Neuf nouveaux milliardaires en dollars ont accumulé leurs richesse en 2021 grâce à cet apartheid vaccinal.

La levée des brevets, les transferts de technologie ouvriraient la possibilité de monter rapidement des chaînes de production dans de nombreux pays.

Si nous n'imposons pas la levée les brevets, non seulement les morts du

Covid vont se multiplier, mais le risque d'apparition de variants qui échapperont aux vaccins va se multiplier. Ruinant tous les efforts de vaccination. La pandémie ne connaît pas de frontières, nous sommes tous solidaires.

Le gouvernement français d'Emmanuel Macron, comme l'Union européenne, s'oppose à la levée des brevets. Le 30 octobre, lors du G20 à Rome, les 30 novembre-1er décembre lors de la réunion de l'OMC, partout dans le monde, journée de la honte pour ceux qui défendent l'apartheid vaccinal et les brevets.

Collectif Brevets sur les vaccins anti-Covid, stop. Réquisitions !

1. Ville proche de la métropole rouennaise. L'établissement va prochainement quitter le groupe pharmaceutique pour en devenir une filiale, EuroAPI. Les syndicats Sud et CGT réclament dès maintenant des garanties pour assurer la pérennité du site. Ils craignent de perdre à terme tous les avantages liés au géant du médicament. Ils souhaitent également que Sanofi participe à la modernisation de l'outil de travail avant d'externaliser le site.

SANS-PAPIERS EN BELGIQUE : comme un arrière-goût de trahison

En Belgique, ils et elles sont 100 000 environ, estime-t-on. Ils et elles vivent, travaillent, consomment, ont des enfants qui vont à l'école. Des gens comme vous et moi, en somme. Sauf qu'ils et elles sont sans-papiers.

KRASNYI COLLECTIVE

C'est un des plus délirants pouvoir des États que celui de détenir le droit de décider de la légalité ou non de l'existence d'êtres humains. Dans cette lutte, les anarchistes ne peuvent que constater et déplorer combien les gouvernements se valent tous dans l'application systématique d'un racisme d'État. Le groupe Ici & Maintenant s'était joint aux voix issues des corps intermédiaires du pays, politiques, syndicats, associations, pour réclamer un examen selon des critères justes et humains des dossiers des sans-papier, lors de la grève de la faim que ces derniers avaient entamée du 23 mai au 21 juillet 2021.

Dans la discrétion, quatre négociateurs avaient représenté les sans-papiers : les avocats Marie-Pierre de Buisseret et Alexis Deswaef, le coordinateur de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés Mehdi Kassou et le père Daniel Alliet, curé de l'église du Béguinage, l'un des lieux, avec l'ULB et la VUB[1], où les grévistes s'étaient installés. Le 3 novembre dernier, ils ont fait part de leur sentiment d'avoir été trahi par le secrétaire d'État à l'Asile.

Ces négociateurs avaient eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le secrétaire d'État à l'asile, le CD&V (Centre-droit chrétien) Sammy Mahdi, et obtenu, pensaient-ils, moyennant l'interruption de la grève de la faim, que les dossiers soient examinés en tenant compte de certains critères déterminants, comme la durée du séjour, l'intégration ainsi que l'occupation et/ou la perspective d'un emploi.

Aux beaux jours, nous chantions de bon cœur : « *So-so-so-solidarité, avec les sans-papiers* ». Et nous avions reçu avec soulagement l'annonce de l'ouverture de négociations. Quelques mois plus tard, quand la bise fut venue, le ton s'est à nouveau durci. « Vous chantiez, semble nous dire aujourd'hui Sammy Mahdi, le secrétaire d'État à l'Asile, j'en suis fort aise… Eh bien déchantez maintenant ! »

Les premières décisions de l'Office des Étrangers sont en effet tombées fin octobre et le résultat est consternant. Pourquoi parler, à cet égard, de trahison ? Parce que sur quinze dossiers passés au crible, seul un reçoit un avis positif. Une seule régularisation sur quinze dossiers, le ratio est sévère. Autant dire qu'en acceptant de mettre un terme à la grève de la faim, les sans-papiers et leurs soutiens s'attendaient à une plus grande souplesse. Cela doit représenter quelques dix-sept personnes régularisées sur un peu plus de 400 demandes régularisations introduites.

« *Les refus ne sont pas motivés et sont accompagnés d'un ordre de quitter le territoire* », explique l'un des porte-parole de l'Union des Sans-Papiers pour la Régularisation. « *Les personnes concernées ont un ancrage durable, des casiers vierges et la plupart ont des promesses d'embauche. Selon l'accord des 20 et 21 juillet avec les négociateurs, on s'attendait à un traitement assoupli qui prendrait en considération l'ancrage durable, les liens familiaux… On a le sentiment que les autorités manquent à leur parole* ».

Aucune marge de négociation possible, refus de tenir compte des critères sur lesquels les sans-papiers réclamaient que leurs dossiers soient traités : c'est ce dont font état les négociateurs et porte-paroles suite à leurs dernières entrevues avec le directeur de l'Office des Étrangers et Sammy Mahdi. Mieux… pardon ! Pire : le Secrétaire d'État a spécifiquement exigé que soient bannis les termes de négociations et de critères. Il préfère parler de *discussion* et de *ligne directrice*.

Merveille de la langue de bois et de l'art de l'enfumage des politicards !… Selon Freddy Roosemont, le directeur de l'Office des Étrangers, il n'y a en fait eu aucune promesse faite par le Secrétaire d'État et donc… aucun engagement à tenir ! Il ajoute que ces dossiers seront pour la plupart refusés car il ne s'agit pas de cas de figure tels la demande d'asile ou le regroupement familial, dans la majorité des dossiers présentés. Subitement, ça sent abominablement mauvais car sous la semelle du bon citoyen, on s'aperçoit qu'on a marché dans un truc un peu immonde. Parmi les sans-papiers, il y aurait les « bons » et… les autres. Les « bons », ce sont celles et ceux qui sont dignes de notre pitié parce qu'ils et elles fuient les guerres et l'oppression. Les autres se sont « seulement » des personnes issues de cette migration qu'on appelle économique.

Du coup, on s'empresse de nettoyer sa semelle, sans se demander ce qui a conduit ces gens à ficher le camp de chez eux pour trouver de quoi subsister. Alors comme ça, il paraît qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ? En effet, on ne le peut pas. On en a le devoir.

Christophe
groupe Ici & Maintenan

1. ULB : Université libre de Bruxelles. VUB : La *Vrije Universiteit Brussel*, université de langue néerlandaise (ndlr)

RASSEMBLEMENT ANTIMILITARISTE ET SOUPE POPULAIRE POUR CE 11 NOVEMBRE À METZ !

Nous remercions toutes les personnes qui sont passées goûter notre superbe soupe végan, écouter les prises de parole, discuter avec nous…

Nous rappelons que Le collectif contre le SNU 57 organise depuis plusieurs années, a chaque 11 novembre un rassemblement. Nous luttons contre le militarisme, le SNU, l'impérialisme, le nationalisme, et exigeons la réhabilitation des fusillés pour l'exemple !

Donc chaque 11 novembre nous améliorons notre rassemblement pour qu'il occupe de plus en plus de place et pour sensibiliser les gens aux problématiques du militarisme, du SNU… et pour cette année, la nouveauté était la soupe populaire qui a super bien marchée d'ailleurs !

Donc rendez-vous l'année prochaine pour un rassemblement encore mieux ! Mais d'ici là, le collectif organisera d'autre évènements comme des projections, débats, rassemblements… donc rester attentifs !

A bas l'armée !
Vive la sociale !

Le collectif contre le SNU 57

MASSACRE DU 17 OCTOBRE 1961

Une page sombre de notre histoire (une de plus) : il y a 60 ans une manifestation pacifique des Algériens en France était organisée pour protester contre le couvre-feu qui leur était imposé. Manifestation à l'appel du FLN quelques mois avant les Accords d'Évian et la fin de la Guerre d'Algérie. Manifestation réprimée avec une violence inouïe de la part des forces policières, débouchant sur un véritable massacre.

60 ans après, ce dimanche 17 octobre 2021 une manifestation était organisée dans Paris à l'appel d'une flopée d'organisations politiques, syndicales et associatives. Pour notre part, le groupe Salvador Seguí avait choisi d'y participer en se joignant au cortège parti du métro Bonne Nouvelle jusqu'à la Place du Châtelet, parcours bloqué sur sa fin par la police juste avant les quais de la Seine. Sans doute peur que nous tombions dedans par inadvertance ? À noter que contrairement à toutes les manifestations parisiennes de ces derniers mois, celle-ci n'était pas « encadrée, accompagnée, dirigée et nassée » par les habituels robocops de service. Sans doute peur aussi d'une éventuelle bavure policière, qui aurait été plutôt malvenue au lendemain du discours de Macron évoquant ce massacre du 17 octobre 1961 et « *les crimes inexcusables pour la République* » ?

Comme pour toute manifestation, la bataille des chiffres a fait rage suivant les sources et les médias : quelques centaines de participants suivant les uns, quelques milliers suivant les autres. Pour y avoir été présent, notre groupe penche plutôt pour la seconde hypothèse.

Et toujours la même bataille des chiffres quant au nombre d'assassinés le 17 octobre 1961 : 3 (ah, ah), 50, 100, 150, 300, 400 ? Une solution simple (trop) serait évidemment l'ouverture des archives (le délai des sacro-saints 50 ans est pourtant largement dépassé). Ça permettrait aussi dans la foulée de ne pas évoquer seulement la responsabilité (réelle) du sinistre préfet Papon dans ce massacre, mais également celle de toute la hiérarchie gouvernementale de l'époque qui a couvert ces assassinats : Roger Frey, ministre de l'Intérieur, Michel Debré, Premier ministre, Charles De Gaulle, Président de la République, accessoirement grrrrand libérateur de la France pendant la Seconde Guerre mondiale.

Mais là bien sûr, on déboucherait sur la notion de « crime d'État », une des revendications des associations d'Algériens en France, qui considèrent que le discours de Macron utilisant la formule de « *crimes inexcusables pour la République* », ne représente qu'un demi-pas vers la vérité.

Le combat mémoriel continue donc pour obtenir qu'un pas entier soit franchi par la plus haute autorité de notre République (censée nous représenter), quitte à reconsidérer cette page plus que sombre de son histoire.

Groupe anarchiste Salvador Seguí

L'AFFAIRE DES 17 « syndicalistes, pas criminels »

Belgique. Le 19 octobre 2015, lors d'une grève générale contre les mesures d'austérité du Gouvernement Michel (droite libérale), un barrage routier, agrémenté de quelques feux avait bloqué la circulation sur l'autoroute E40, à proximité du viaduc de Cheratte (Liège). Ce blocage, survenu en marge du mouvement de grève, avait réussi à provoquer un embouteillage assez considérable (on parle de 400 km de file). Inutile de dire que ces événements avaient été le prétexte à déclencher une vaste propagande antigrève, dans les rangs des politicards de droite et de la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique, organe de représentation patronal), mais aussi malheureusement, à susciter la grogne des usagères et usagers mécontents.

> **« Cette décision est un frein à l'exercice de droits démocratiques, pas uniquement pour les syndicats mais pour tous les mouvements de contestation. »**

Le 23 novembre 2020, le tribunal correctionnel de Liège avait condamné six dirigeants de la FGTB, à des peines d'un mois de prison avec sursis et de 600 euros d'amende pour avoir commis une « entrave méchante à la circulation ». Onze autres affiliés avaient écopé de 15 jours de prison avec sursis. Les peines les plus lourdes étaient donc retombées sur les individus considérés comme les organisateurs. D'emblée, on appréciera la bonne vieille stratégie néolibérale, consistant à personnaliser les conflits, en s'efforçant de fragmenter, donc de fragiliser le collectif. Quant à la justice bourgeoise, elle s'est contentée de condamner des individus qui avaient été « vus sur les lieux », sans pouvoir préciser leur degré d'implication dans les faits.

La première substitute au Parquet de Liège avait obtenu gain de cause en imposant son interprétation des faits. Selon elle, un gréviste n'a pas le droit d'enfreindre la loi et la sécurité, et la liberté des citoyens ne peut pas être bafouée sans limites par le droit de grève (liberté d'entreprise, liberté de travail, liberté de circulation). La FGTB avait aussitôt allégué que le droit de grève était, par principe, une entrave, et avait dénoncé un jugement politique et fait appel.

Le 19 octobre 2021, six ans jour pour jour après les faits, la Cour d'appel de Liège a rendu sa décision et confirmé le jugement rendu en première instance. Cette décision est inacceptable. Il s'agit ni plus ni moins d'intimider les responsables syndicaux en faisant planer sur eux la menace de sanctions sévères en cas d'actions réalisées dans le cadre de l'exercice du droit de grève. « *Entrave méchante à la liberté d'expression et au droit de grève* », rétorquent à présent les syndicats, en jouant sur les termes du verdict qualifiant les faits commis. La FGTB a confirmé son intention de se pourvoir en Cassation, et d'aller, au besoin, jusqu'à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Indubitablement, cette décision est un frein à l'exercice de droits démocratiques (grève, manifestation). Pas uniquement pour les syndicats mais pour tous les mouvements de contestation. C'est l'expression d'une justice bourgeoise qui est à l'œuvre ici et tente de peser à plusieurs titres. D'abord tout simplement en jouant sur l'intimidation, comme déjà exprimé plus haut. Mais aussi, de manière à préparer le terrain en vue d'une éventuelle « révision » du droit de grève… dans le sens, comme on s'en doute, d'une atténuation de ce dernier. Comment la doxa libérale intitule-t-elle cela ? « Moderniser » le droit de grève… Eh oui, rien de neuf sous le soleil : la défense des droits sociaux, les partis de droite tentent par l'usage d'une phraséologie réactionnaire de la faire passer pour le comble du *has been*…!

Moderniser le droit de grève, autant dire réduire au maximum les moyens de pression qui permettent aux exploité·e·s de se faire entendre. Ce sont deux visions qui s'opposent : pour le patronat, il s'agirait d'établir une ligne délimitant clairement ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. De son point de vue, la grève est avant tout une suspension du contrat de travail. Les blocages, par exemple, ou les piquets non-filtrants, seraient dès lors considérés comme des dérives. Mais cela pourrait s'étendre à toute manifestation organisée sans autorisation administrative de la police. En revanche, nous, anarchistes, nous rallions à l'idée que le droit de grève couvre l'arrêt de travail, mais aussi les actions qui l'accompagnent (piquets de grève, même bloquants, occupation d'entreprise, blocage de la circulation).

Moderniser le droit de grève ? Le contrôler ? Le limiter ? Cela reviendrait définitivement à revenir des décennies en arrière ! Reconnaître une forme de légitimité à l'exploitation économique et à l'oppression politique. Et tant qu'à revenir des décennies en arrière, nous pourrions avoir recours à des remèdes qui n'ont pas pris une ride, depuis que les anarchistes les ont énoncés et pratiqués : le sabotage et l'action directe. Ce serait également l'occasion de secouer les puces du bureaucratisme syndical !

Christophe,
groupe Ici & Maintenant

En traversant la rue

J'ai 43 ans. Je suis jardinier et chômeur de longue durée.

En fait j'ai fait toute sorte de boulots mais c'est dans les espaces verts que j'ai une petite formation et, par ailleurs et pour plusieurs raisons, je suis au chômage depuis déjà 8 ans.

Fin 2015, en fin de droits, je comptabilisais 5 ans de taf sur les 10 années précédentes et j'ai donc été admis bénéficiaire de l'allocation spécifique de solidarité A.S.S. pour 500 balles par mois et donc pas au revenu de solidarité active R.S.A. puisque la CAF demande une notification de refus de l'A.S.S. pour l'accorder. D'ailleurs le Pôle Emploi demande aussi une notification de refus du R.S.A. pour accorder l'A.S.S.

J'ai toujours fait des petits boulots à côté parce qu'on ne vit pas bien avec 500 balles par mois et aussi parce que c'est tout ce que je trouve. Des jardins de particuliers payés en chèques emploi service CESU à hauteur de quelques heures par trimestres. Jusque-là ça restait cumulable avec L'A.S.S.

En 2017 un décret a modifié la règle de calcul des droits à L'A.S.S. Hyper compliqué, je n'y ai jamais rien compris mais jusque-là ça n'avait rien changé pour moi Je cumulais A.S.S. et mes petits jardins en CESU.

Aujourd'hui c'est devenu très concret. J'ai fait 10 h de jardinage pour 150 balles en juin, 8 h de charpente pour 80 balles en août et 8 h de jardinage pour 120 balles fin octobre. Je déclare tout ça lors de mes pointages mensuels au Pôle emploi.

Ce mois-ci, surpris de ne pas voir arriver mes 500 balles de l'A.S.S, je finis par appeler le Pôle emploi. On m'a expliqué la « nouvelle » règle de calcul en me précisant que c'était vraiment alambiqué et effectivement je n'y ai toujours rien compris mais concrètement je n'ai pas droit à mon A.S.S. ce mois-ci.

Je dois me contenter des 120 balles que j'ai touchées fin octobre. Si je ne bosse pas « du tout » ce mois-ci je toucherai l'A.S.S. le mois prochain et si je ne bosse pas « du tout » pendant 3 mois je réinitialiserai mes droits à l' A.S.S.

Je n'y comprends toujours rien à part que je dois bien me garder d'aller tafer déclaré en CESU et donc revenir au « bon vieux » travail au noir avec zéro cotisation et les risques du jardinage (tronçonneuse, tondeuse, taille haie, lumbago…).

J'ai envie d'aller élaguer Macron.

Federico
un chômeur en rogne

LES MAUVAIS JOURS FINIRONT !

Relier passé et futur constitue le moyen de redonner du sens au présent.

JUAN CHICA VENTURA

Quelle bonne idée ont eue le groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste et la CNT région parisienne d'organiser les 16 et 17 octobre le Colloque Il y a 150 ans, la Commune de Paris dans les locaux du Lycée autogéré de Paris ! Ainsi, toutes les générations ont pu échanger autour de cette « brèche de l'Histoire » qui n'en finit pas de nourrir nos espoirs d'émancipation et d'alimenter les peurs des Versaillais d'hier et d'aujourd'hui.

Les débats ont été diffusés en direct sur Radio Libertaire et sont accessibles à la rubrique Événements spéciaux. Il aurait été dommage de réserver aux seuls présents les divers éclairages illustrant l'importance de cette fulgurante irruption de la « canaille », qui a ébranlé le monde des possédants, de la bourgeoisie et des intellectuels à leur service. Pour les anti-autoritaires de la Commune l'anti-étatisme, le fédéralisme, la solidarité et l'association libre qui en émanaient devaient mener à une révolution sociale.

> Les thèmes abordés ont bien montré son retentissement aussi bien géographiquement qu'historiquement :
> Les Communes de Marseille, Lyon, Limoges, Grenoble, Périgueux, Narbonne et… Thiers
> La Commune et la Première Internationale
> Le rôle des femmes
> Les projets et réalisations dans l'éducation, le monde du travail

Les locaux du LAP ont offert des lieux favorisant les multiples discussions :
> Grande salle ornée d'une fresque réalisée par Natacha, élève du LAP, dans laquelle communards et barricade semblent inséparables, et de celle de notre compagnon Juan Chica Ventura, très remarquée à l'occasion de la montée de 15 000 personnes au Père Lachaise le 29 mai.
> Pièce des tables de presse, dont celle de la Librairie du Monde Libertaire.
> Bar, côté jardin, où l'on refaisait le monde en dégustant… un communard.
> Salle de restauration, dont les repas étaient confectionnés par élèves et professeurs du LAP.
> Concert de Serge Utgé-Royo et ses complices, Léo au piano, Jean-Mi à la batterie.

DESSIN NATACHA

Et gare à la revanche !

Élan Noir

Le livre des « Actes du Colloque » : Commune de Paris 1871 – Toujours debout ! 2021

Sur les traces d'Élie et Élisée Reclus à Bruxelles

Il y a quelques mois, le Monde Libertaire faisait paraître sous forme de feuilleton une série d'articles relatant les péripéties qui conduisirent Élie et Élisée Reclus à s'installer en Belgique, du côté de Bruxelles (à Ixelles pour être précis). Le récit s'attardait en partie sur un événement assez considérable : l'annonce de l'arrivée du géographe anarchiste au sein de l'Université Libre de Bruxelles eut en effet pour conséquences une série de troubles et de conflits, au sein du milieu académique, qui aboutit à la fondation, en 1894, d'une université dissidente : l'Université nouvelle (École Libre d'Enseignement Supérieur). C'est là qu'Élie et Élisée Reclus, parmi d'autres enseignants, donnèrent plusieurs cours et conférences jusqu'à leurs décès respectifs, à une année d'intervalle.

Pour faire écho à cette série d'articles, nous nous proposons de revenir, en images, sur les traces d'Élie et Élisée Reclus à Bruxelles. Un peu de tourisme libertaire, d'une certaine façon !... Car c'est durant pas moins de dix années que les deux frères demeurèrent sur le territoire belge, avec de fréquents séjours à l'étranger, et y exercèrent une grande partie de leur activité.

ÉLIE RECLUS PHOTO : NADAR

ÉLISÉE RECLUS PHOTO : NADAR

Élisée résida essentiellement à Ixelles, actuellement l'une des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Ixelles, à y regarder d'un peu près, c'est une sorte d'aimant à révolutionnaires de tout poil, version triple XL ! À commencer par Karl Marx, qui y vécut d'octobre 1846 à février 1848 (au n° 50 de la rue Jean d'Ardenne) avec son épouse Jenny et leurs deux filles. Leur fils Edgard naquit d'ailleurs à Ixelles en 1847. Au rayon marxiste (bien que pas encore léniniste), le camarade Lénine passa quelques mois sur le territoire de la commune, durant l'année 1914.

CHISTOPHE

Si l'auteur de *Misère de la philosophie* vécut à Ixelles, on ne s'étonnera pas d'apprendre que celui de *Philosophie de la misère* y demeura à son tour plusieurs années !... Eh oui... Pierre-Jospeh Proudhon, en exil, séjourna rue du Conseil n° 8 (1), de 1858 à 1862. Les mauvaises langues racontent qu'il rentra à Paris pour avoir déclaré dans la presse être favorable à l'annexion de la Belgique à la France et s'être ainsi rendu indésirable aux yeux de la population belge... Ce qui est un raccourci assez peu véridique par rapport aux propos tenus réellement par le philosophe anarchiste et illustre polémiste ! Voulant fustiger les menées annexionnistes garibaldiennes, Proudhon joua la carte de la provocation, en appelant dans la presse à l'annexion du territoire belge à la France. L'ironie de la chose passa mal. « *Les Belges*, écrit-il le 12 septembre 1862, q*uand on prononce devant eux le mot d'annexion, sont comme des taureaux, ils voient rouge.* » (A) Il y eut quelques rassemblements au pied de son immeuble, il fut pris à parti par deux ou trois personnes. Proudhon, jugeant impossible de « *travailler dans une alerte perpétuelle* » prit donc la résolution de rentrer à Paris.

> **« Ixelles, à y regarder d'un peu près, c'est une sorte d'aimant à révolutionnaires de tout poil, version triple XL ! »**

Victor Kibaltchiche, Victor Serge, habita au 37 de la rue Goffard et fréquenta le siège des Jeunes Gardes Socialistes d'Ixelles. Raymond Callemin, le « Raymond la science » de la bande à Bonnot, est natif d'Ixelles (28 mars 1890).

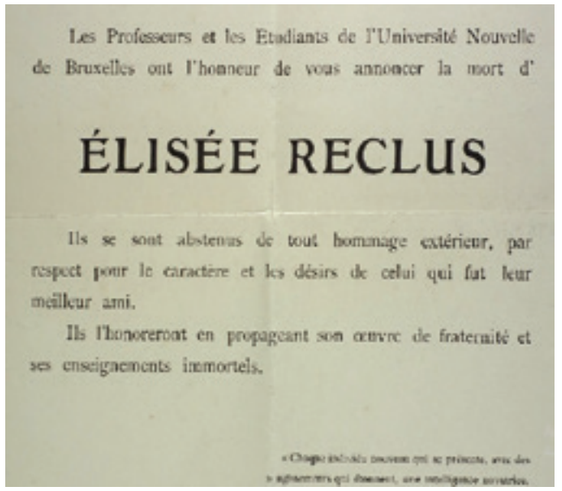
Enfin, dans un autre registre, c'est dans cette commune belge que le général Boulanger se suicida, sur la tombe de sa maîtresse, au cimetière d'Ixelles... où lui-même est inhumé.

Quant à Élisée Reclus, notre géographe, ancien de la Commune de Paris, anarchiste déclaré et savant reconnu, il résida successivement au 38 de la rue de la Croix (2), au 22 de la rue Vilain XIIII (Quatorze) (3), puis au 27 de la rue du Lac (4), et enfin à nouveau rue Vilain XIIII, mais cette fois au n° 26 (5). Louise Dumesnil, veuve d'Alfred Dumesnil, et sœur d'Élisée et d'Élie, avait également rejoint les deux frères dans leur bastion ixellois. Noémi, la femme d'Elie, était bien-sûr présente également. Les trois foyers ne demeurèrent jamais éloignés les uns des autres que de quelques rues.

ARCHIVES ULB

Le bâti de la rue de la Croix a totalement disparu, laissant place à un établissement scolaire. On retrouve néanmoins, dans la cour de l'école, une sorte de bas-relief, « allégorie de la géographie », qui lance un clin d'œil en direction du souvenir d'Élisée Reclus !... Rue Vilain XIIII, c'est une autre déconvenue, puisque, selon nos informations, il ne s'agit pas des lieux d'habitation qui accueillirent le géographe. La construction des bâtiments visibles actuellement remonte en effet à 1902 ou 1903. Pour autant, la demeure de la rue du Lac semble, elle, avoir été préservée.

Les tout premiers cours et conférences organisés par l'Université Nouvelle furent accueillis au siège du temple des Amis Philanthropes, loge maçonnique de tradition libre-exaministe.



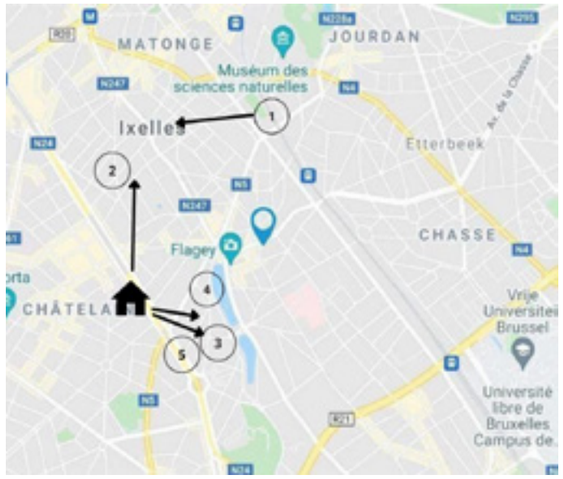
Les Professeurs et les Etudiants de l'Université Nouvelle de Bruxelles ont l'honneur de vous annoncer la mort d'

ÉLISÉE RECLUS

Ils se sont abstenus de tout hommage extérieur, par respect pour le caractère et les désirs de celui qui fut leur meilleur ami.

Ils l'honoreront en propageant son œuvre de fraternité et ses enseignements immortels.

ÉRIC AUDOUBERT



CHISTOPHE

C'est là que se déroula la première leçon d'Élisée, le 2 mars 1894. C'est là également qu'il prononça une conférence à l'intitulé sobre : *L'anarchie*, le 18 juin 1894. Le texte fut publié sous forme de brochure, par *Les Temps Nouveaux*, à Paris, en 1896. Très récemment, le texte a été réédité chez Nada éditions (Paris, 2021), avec une excellente préface de notre compagnon (géographe et anarchiste lui aussi) Philippe Pelletier.

> **« Les tout premiers cours et conférences organisées par l'Université Nouvelle furent accueillies au siège du temple des Amis Philanthropes, loge maçonnique de tradition libre-exaministe. »**

L'Université Nouvelle, où enseignèrent Élie (cours de mythologie et ethnographie religieuse) et Élisée, eut plusieurs sièges. Le premier connu se situait au 21 de la rue des Minimes, dans la maison qui appartint à Théodore Verhaegen, le fondateur de l'Université Libre de Bruxelles !... C'est à cet emplacement que se situe l'actuel Musée Juif de Bruxelles. Il est fort probable que le bâtiment ait été reconstruit aux environs de 1900. Certaines archives font état du 13 rue des Minimes comme siège de l'Université Nouvelle : on peut émettre l'hypothèse d'une erreur de communication dans l'adresse, puisque lorsque les cours commencèrent réellement, l'adresse mentionnée est bien celle du 21 rue des Minimes. Aux alentours de 1901, l'Université Nouvelle déménage rue Ruysbroeck 28 (où elle avait déjà des instituts et laboratoires), puis en 1908, pour s'installer au 67 rue de la Concorde.

À sa fondation en 1898, l'Institut de Géographie était quant à lui situé rue Ernest Allard, au 35. On le retrouve, en 1904, ●●●

27 RUE DU LAC ÉRIC AUDOUBERT

●●● avenue Longchamp, au 23a (l'actuelle avenue Winston Churchill) et déménage en 1908 dans le nouveau bâtiment de l'Université Nouvelle, 67 rue la Concorde. À la mort d'Élisée en 1905, c'est son neveu Paul Reclus, qui reprend l'Institut de Géographie à l'Université Nouvelle jusqu'en 1919.

La dernière demeure, selon l'expression consacrée, qui accueillit Élie (décédé le 11 février 1904) puis Élisée (décédé le 4 juillet 1905), se situe au cimetière d'Ixelles. La dépouille mortelle d'Élisée fut rapportée de Torhout (Flandre occidentale), où ce dernier poussa son dernier soupir, dans les bras, dit-on, de sa compagne Florence de Brouckère (B), grande bourgeoise qui possédait là-bas une résidence campagnarde.

Il nous a fallu mener une brève enquête afin d'éclaircir le mystère de la sépulture des frères Reclus. En effet, selon le site même de la ville d'Ixelles, Élisée Reclus « *fut, conformément à sa volonté, enterré dans la fosse commune du cimetière d'Ixelles. Une simple plaque commémorative se trouve encore dans l'allée longeant le mur séparant le cimetière de l'avenue de la Couronne.* » (C) Dans la plupart des autres versions, une même sépulture accueillit successivement Élie, Élisée et enfin Noémi (décédée le 14 juillet 1905).

> **“Actuellement, une pierre où figurent les noms d'Élisée et d'Élie se trouve bien au cimetière d'Ixelles. Sépulture ou pierre commémorative ?”**

La lettre de Paul Reclus à Kropotkine (6 juillet 1905) au sujet de l'inhumation de son oncle ne mentionne pas que le choix de la fosse commune figurât parmi les dernières volontés du géographe, mais bien qu'il n'y ait pas de convoi funéraire ni de cérémonie. Ce vœu fut respecté. Actuellement, une pierre où figurent les noms d'Élisée et d'Élie se trouve bien au cimetière d'Ixelles. Alors ? Sépulture ou pierre commémorative ?

Le fin mot de l'histoire se trouve dans les registres du cimetière : « *Jacques Élisée Reclus, décédé à 75 ans le 4 juillet 1905 à Thourout (Torhout en flamand) a été inhumé le 4 juillet 1905 au cimetière d'Ixelles en fosse ordinaire. Exhumé le 15 février 1906 et transféré dans la concession 1717 - Avenue 12 – borne 1 – tombe 44 où il repose depuis. Par contre, son frère Reclus, Jean Pierre (dit Élie) décédé le 11 février 1904 a été inhumé en fosse ordinaire mais n'a pas été exhumé et transféré. Sa tombe a donc été désaffectée au 31 décembre 1909 et a disparu. Son nom est néanmoins repris sur la stèle du tombeau de son frère Élisée.* » Certaines, certains nous diront avec raison que nous autres anarchistes n'avons pas le culte de la personnalité. Et que fosse commune ou mausolée, ça ne change pas grand-chose au résultat !... Nous en convenons volontiers. Notre but n'avait d'autre prétention que de clarifier un point d'histoire. Pas de sanctifier des reliques, fussent-elles celles d'Élisée Reclus !

Au terme de cette petite escapade, nos remerciements s'adressent à Frédérique Bianchi à qui nous devons une grande partie des renseignements qu'elle a pris la peine de collecter, afin d'organiser *in situ* cette promenade que nous vous proposons virtuellement. Remerciements également à Eric Audoubert, autre exilé de nationalité française sur le territoire belge, à qui nous devons une partie des photos et dessins illustrant l'article. Emmanuel Bolsée, du Département citoyenneté (Cellule bureau cimetière) de la Commune d'Ixelles a pris le temps de nous aiguiller sur la question de la sépulture d'Élisée Reclus. Enfin, Margot Elmer, chercheuse en histoire, autrice d'une thèse sur l'Université Nouvelle, nous a aimablement éclairés sur les différents sièges de ladite université et de l'Institut de Géographie.

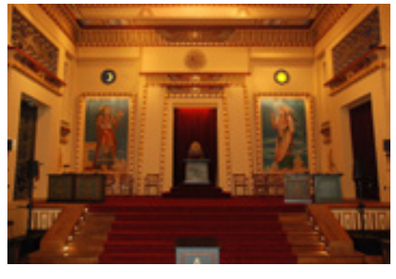
Christophe
Groupe Ici & Maintenant (Belgique)

Les chiffres renvoyant au plan, pour les notes nous faisons appel aux lettres.

A. Correspondance. Tome XII / de P.-J. Proudhon, p. 183, Lettre à M. Félix Dlehasse, 12 septembre 1862.
B. Paul Vidal de la Blache, *Élisée Reclus*, Paris, l'Harmattan, 2009, p. 14 : « *Un jour, Ermance (Trigant-Beaumont) s'éloigne, peu avant la mort d'Élisée. Florence de Brouckère la remplace. Liaison de vieillesse. C'est dans les bras de cette ultime amante qu'Élisée expira* ». Cité in Wikipedia art. Élisée Reclus
C. http://www.ixelles.be/site/409-Ixellois-celebres

FRÉDÉRIC BIANCHI

UCM



ARCHIVES ULB

Dans quel encrier tremper sa plume pour dessiner la Commune ?

Éloi Valat est l'auteur de quatre ouvrages sur la Commune, parus aux Éditions Bleu autour : *Journal de la Commune* (2007), *L'enterrement de Jules Vallès* (2010), *La semaine sanglante* (2013), *Louises, les femmes de la Commune* (2019). Pour chacun de ces albums graphiques, Éloi Valat choisit des textes d'époque et fait surgir des planches de dessins au trait net et sombre, avec des à-plats aux couleurs éclatantes. Textes et dessins nous enchantent, nous déstabilisent. L'auteur déforme les visages, les mains, les corps du *petit peuple*. Ni les femmes, ni les hommes ne sont belles ou beaux, tant le graphiste souligne qu'elles et ils souffrent dans ce Paris assiégé, tant il faut s'affairer à œuvrer pour animer l'insurrection et pour survivre. Des gros plans apportent une émotion politique et suggèrent la violence subie. En refermant ces ouvrages, la révolte, qui se répand sur les pages, continue à nous pénétrer, à nous saisir. Pas de commémoration des vaincu.es, malgré la semaine sanglante, les fusillades, les emprisonnements, les déportations, les bagnes, l'exil : non, une force se dégage des personnages croqués.

ÉLOI VALAT

Dessiner la Commune, un livre et une exposition à Paris

Dans le dernier ouvrage, *Dessiner la Commune* (2021), cette fois l'auteur aborde toute une série de questions pour analyser sa production jusqu'à une autocritique de la fonction de l'image dans l'appréhension de l'Histoire.

Dans quel encrier tremper ma plume pour dessiner la Commune ? Celui où se déversèrent l'encre rouge d'une révolte tragique, l'encre noire d'une nuit tendue sur l'agonie des morts enterrés sans linceul ? Cet autre, empli de vase pestilentielle ? Quelle représentation donner de cette révolution apothéotique d'il y a 150 ans ? Des traits griffés, parfois mal - mais alors pourquoi ? Des dessins tendres ou violents ? Des sillons creusés sans esquisses préalables ? Des semblances de vérités arrachées, fracassées, criées, insensées ? Des stigmates aux boursouflures vaniteuses ? Des caricatures tressant des trognes en chapelets d'ordures ?

En écho à ce livre, une exposition a été montée à la mairie du XXe arrondissement de Paris : elle présente 30 dessins originaux encadrés en bois naturel. Ces dessins sont exposés en l'état de leur réalisation, premier jet à la plume et à l'encre de chine, sans esquisse préalable avant colorisation et mise en page. Les cadres sont ainsi accrochés sur une frise réalisée à partir de l'agrandissement de détails des dessins dans leur version couleur. Éloi Valat évoque que « *le principe de réalisation des dessins en une seule jetée est à l'amorce d'une réflexion sur les images et la représentation, et les images de l'Histoire* ». En outre, un film montage de dessins et de propos de 18 minutes donne à voir la réalisation des quatre livres consacrés à la Commune.

Vous…
toutes, tous, petit peuple, ouvrier.es, journalier.es, vivandières, basse classe, barricadier.es, journalistes, élus de la Commune, citoyennes, marmailles et pupilles, grands déboulonneurs et francs-parleurs, damnés de l'histoire, faubouriens et bons à rien, voleurs, voyous, tarés obsidionaux, fédérés pochards… parmi d'autres je vous tire au hasard de mes cartons, masques mortuaires sur nos utopies vivantes.

La mairie du XXe avait déjà organisé, au printemps 2021, une exposition en plein air, *Les Damnés de la Commune*, sur les traces d'une révolution, sur les murs extérieurs du Pavillon Carré de Baudouin. Ainsi au détour d'une promenade, l'exposition, tirée de l'œuvre de l'artiste Raphaël Meyssan diffusée sur Arte, retraçait les moments forts de l'insurrection, en les associant à des lieux emblématiques de la commune de Paris.

L'exposition *Dessiner la Commune* d'Éloi Valat s'inscrit dans la Saison Communarde et du Programme des 150 ans de la Commune. La mairie du XXe a ainsi développé un programme à plusieurs facettes d'autant qu'un jardin public a aussi pris le nom de Paule Minck, rue Saint-Fargeau, communarde féministe prônant « *l'instruction civile, intégrale et identique pour toutes et pour tous* » selon le dictionnaire biographique Le Maitron.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Exposition du 6 novembre au 18 décembre
Salon d'Honneur de la mairie du XXe, place Gambetta, 75020 Paris.
Entrée gratuite
Les deux extraits sont tirés de : Éloi Valat, *Dessiner la Commune*, Bleu autour, 2021.

Un militant pacifiste allemand au début du xx^e siècle

Né à Rostock le 3 avril 1881, fils de l'économiste colonial et membre national-libéral au Reichstag (1903-1909 et 1912-1918 en tant que vice-président du Reichstag) Prof. Dr Hermann Paasche et de la publiciste Elise Paasche. Enfance à Rostock, Marbourg, Berlin et au domaine de Waldfrieden. En 1899 Paasche abandonne l'école avant d'obtenir son baccalauréat et devient cadet de la marine, en 1901 il est enseigne et en 1902 lieutenant de vaisseau.

1904 Promu entre-temps premier lieutenant, Hans Paasche est affecté comme officier marinier sur le croiseur *Bussard* au large des côtes de l'Afrique orientale allemande (aujourd'hui Tanzanie). Il s'était notamment préparé à son séjour en Afrique en apprenant le kiswahili à l'avance et en demandant au musée ethnologique de Berlin de lui fournir un phonographe. Plusieurs voyages de chasse et d'exploration à l'intérieur du pays. Paasche a été le premier à photographier le grand gibier de jour à quelques mètres de distance.

1905 Soulèvement des Maji-maji dans la colonie. Paasche est transféré à la *Schutztruppe* (force de protection) et devient en août commandant militaire du district de Rufiji. Il commande des batailles décisives, mais s'efforce de conclure rapidement la paix, installant les personnes pacifiques et vaincues dans sa station Mtanza pour les protéger. Décoré de l'Ordre de la Couronne avec épées, mais en même temps rappelé pour avoir mené arbitrairement des négociations de paix. L'expérience du soulèvement et les sentiments de culpabilité qui y sont associés déterminent la vie future de Hans Paasche.

1906 Un autre déploiement sur le *Bussard.* Congé de convalescence dans la région du Kilimandjaro pour cause de malaria, poursuite de la chasse et des safaris photo. Publications (ses premiers sujets sont les expériences de chasse et la conservation du gibier) dans les journaux de la colonie, premiers enregistrements phonographiques (conservés) de chants africains. Retour en Allemagne.

1907 Paasche recherche des membres de l'état-major et critique la conduite de la guerre pendant le soulèvement, donne des conférences publiques. Premières attaques journalistiques contre le gouvernement de la colonie. Fiançailles avec Gabriele (Ellen, née en 1889) Witting, fille du banquier et ancien maire de Posen (Poznan) Richard Witting. Paasche publie son premier livre *Im Morgenlicht* (*Dans la lumière du matin*), description des expériences de guerre et de chasse, mais aussi de précieuses informations ethnographiques.

1908 Officier de marine sur le paquebot *Schlesien* à Kiel. Participation active aux mouvements de réforme de la vie. Fondateur de l' »Association des officiers abstinents de la marine impériale ». Mariage avec Ellen Witting.

1909 Paasche est réformé de la marine en tant que capitaine de corvette ; il justifie sa démission en disant qu'il veut entreprendre un voyage de recherche en Afrique orientale. Avec sa femme, il atteint Mombasa en novembre et se tourne vers l'île d'Ukerewe dans le lac Victoria, puis vers la rive occidentale jusqu'au territoire des États actuels du Rwanda et du Burundi.

1910 Les Paasche voyagent à travers le Rwanda, le Burundi et la campagne et les montagnes autour du lac Kivu, pour faire des recherches, cueillir et chasser. En juin, Ellen est le/la premier (e) Européen (ne) à se tenir à la source du Nil blanc, le plus éloigné de son embouchure. Outre de vastes collections, elle réalise des enregistrements phonographiques et — avec de nombreuses photographies — des notes pour le manuscrit *Voyage de noces aux sources du Nil*, qui est malheureusement perdu. Retour en Allemagne en août.

1911 Hans Paasche travaille d'abord comme directeur général de la compagnie maritime allemande Nyanza et s'occupe de questions coloniales, mais il doit rapidement se rendre compte que ses vues sont incompatibles avec les préoccupations de ses clients. Il joue un rôle de premier plan dans le mouvement de tempérance et, à partir de là, établit des relations étroites avec les mouvements de paix, de réforme de la vie, de protection de la nature et de jeunesse. Nombreuses conférences et publications, également à l'étranger. Avec Hermann Popert, Paasche fonde le magazine de réforme de la vie *Der Vortrupp* (*L'avant-garde*) et en devient le coéditeur.

1912 Paasche acquiert de son père le domaine Waldfrieden situé à Wiesental (Przesieki) dans la province de Posen et s'y installe définitivement. Ses articles dans Der Vortrupp sont consacrés à la *Lebensreform*, au mouvement des

femmes et à la protection de la nature. En mai, le premier épisode du *Voyage de recherche de l'Africain Lukanga Mukara dans l'Allemagne profonde*, ostensiblement écrit par un Africain, y paraît : une satire critique de la culture, dirigée contre l'illusion du pouvoir, la croyance au progrès et le mode de vie de la société allemande. Hans Paasche devient un représentant résolu et populaire du mouvement pacifiste, recherchant, par exemple, le général Keim, le fondateur du Wehrverein, et le Generalfeldmarschall du Jungdeutschlandbund, et défendant le programme du mouvement pacifiste.

1913 Paasche est traduit devant un tribunal d'honneur militaire pour des apparitions pacifistes en uniforme. Il est devenu une idole du mouvement des jeunes et est l'un des orateurs de la « première journée de la jeunesse allemande libre » sur le Hohe Meißner (Hesse). Il met en garde contre le danger de guerre et les « sabreurs affairés » dans toute l'Europe.

1914 Comme presque tous les Allemands, Paasche croit au mensonge de la propagande selon lequel l'Allemagne est menacée et se porte volontaire pour la marine. Là, compte tenu de son passé pacifiste, il est affecté à des postes subalternes - comme observateur sur un phare et comme officier de garde sur un chasseur de mines. Dès la fin de l'automne, il reconnaît la fausseté du raisonnement de guerre.

1915 Paasche tente d'améliorer les conditions de vie des marins en concevant - maintes fois interdites - des programmes culturels et de réforme de la vie pour ses subordonnés, en organisant des cours de formation et en publiant un magazine consacré à ces objectifs. Il organise également des réunions secrètes pour discuter des idées du mouvement pacifiste et des sociaux-démocrates de gauche.

1916 En raison de son refus de participer à une cour martiale, il est réformé de la marine en janvier. Il se retire dans sa propriété, publie le livre *Fremdenlegionär Kirsch* (*Légionnaire étranger Kirsch*), qu'il a commencé alors qu'il était encore sous les drapeaux, dont les tendances anti-nationalistes ne sont pas reconnues par la censure et qui est traduit en plusieurs langues. Membre du conseil d'administration de l'organisation pacifiste interdite « Bund Neues Vaterland », membre fondateur de la « Zentralstelle Völkerrecht », démissionne de la rédaction de *Vortrupp* parce que le magazine prône la guerre. Paasche envoie des cartes et des lettres - toujours signées de son nom — à des officiers et à des personnalités connues de lui, dans lesquelles il s'exprime contre la poursuite de la guerre et contre les obligations de guerre.

1917 Activité clandestine : Hans Paasche envoie de la littérature et des tracts appelant à la fin de la guerre et à la grève dans les usines de munitions. Les envois, qu'il a à la fois obtenus auprès de pacifistes réfugiés en Suisse et produits lui-même, sont réalisés avec l'aide de sa femme, de son secrétaire Max Koch et de prisonniers de guerre français employés sur le domaine de Waldfrieden. En septembre, il est arrêté et accusé d'incitation à la haute trahison et de tentative de trahison. Placé en détention provisoire à Schneidemühl (Nom actuel, Pila).

1918 Afin de préparer une « expertise sur son état d'esprit », Paasche est interné au « centre d'observation des aliénés » de la prison de Berlin-Moabit. Le tribunal militaire de Bromberg, qui était effectivement chargé de son cas, s'abstient donc d'appliquer la loi martiale (et de faire abattre le fils du vice-président du Reichstag). Il est détenu comme soi-disant prisonnier de conscience dans un sanatorium de Berlin, libéré par des marins rebelles en novembre et nommé au conseil exécutif des conseils des ouvriers et des soldats. Il est élu chef du département « Commission des affaires étrangères et de l'armistice », mais ses efforts pour élucider les crimes de guerre allemands et instaurer un tribunal populaire sur les bellicistes restent vains. Après l'échec de la révolution et la mort prématurée d'Ellen Paasche en décembre, Paasche vit à nouveau à Gut Waldfrieden avec ses quatre enfants.

1919 Publication de ses principaux écrits politiques *Meine Mitschuld am Weltkriege* (*Ma complicité dans la guerre mondiale*) et *Das verlorene Afrika* (*L'Afrique perdue*). Après l'assassinat de Rosa Luxemburg (Paasche assiste à ses funérailles) et de Karl Liebknecht, il doit rester caché pendant une longue période. Ses amis l'avertissent que son nom figure sur les listes de meurtres des Freikorps. Néanmoins, il participe - avec Albert Einstein et Heinrich Mann, entre autres - aux efforts nationaux et internationaux pour la paix et la compréhension internationale. Son domaine de Waldfrieden est un refuge pour les membres en fuite de la république soviétique de Munich et d'autres révolutionnaires persécutés.

1920 Le 21 mai, près de soixante soldats du régiment de protection de la Reichswehr 4 de Deutsch-Krone (Walz) encerclent le domaine de Waldfrieden, prétendument pour le fouiller. Hans Paasche est abattu d'une balle dans le dos alors qu'il se dirige vers le manoir après un bain en haute mer (Glebokie). Sa fille Helga entend les meurtriers brailler dans la cour : « *Croix gammée sur le casque d'acier / Noir-blanc-rouge le ruban / La Brigade Ehrhardt / On nous appelle.* » L'enquête est abandonnée car, selon le procureur général, il s'agit d'un « enchaînement de circonstances malheureuses ». Des centaines de personnes des environs assistent aux funérailles à Waldfrieden ; l'un des orateurs du mémorial est Kurt Tucholsky.

Sylvain Boulouque

Origine : hanspaaschede.wordpress.com

AUSTRALIE

Sous-marins et impérialisme

Un ami australien m'a récemment questionné sur l'affaire des sous-marins qui a défrayé la chronique dans les médias français. L'échange que nous avons eu pourrait intéresser les lecteurs et lectrices du Monde Libertaire.
R.B.

Daniel Rachid :

J'étais curieux de savoir si l'on avait beaucoup parlé du traité AUKUS en France et de la réaction diplomatique qu'il a suscitée. En Australie, la couverture médiatique donne l'impression que la France a paniqué à cause de l'accord sur les sous-marins nucléaires - l'ambassadeur a été retiré de Canberra pour revenir en France pour la toute première fois, je pense, et Macron essaie maintenant de pousser à nouveau l'idée d'une armée européenne.

La population française s'en soucie-t-elle beaucoup ou est-ce seulement la classe politique qui s'énerve ?

Réponse de René Berthier :

Il y a effectivement eu une forte médiatisation en France de la « trahison » du gouvernement australien, un peu moins maintenant. Il est certain que pour les médias cela représente une manne incroyable, qui leur permet de rajouter de la sauce à volonté et de gagner de l'audience.

Cependant, d'après ce que j'ai pu voir, la population ne semble pas traumatisée et les personnes de mon entourage que j'ai pu interroger (pas tous les militants politiques, loin de là) restent indifférentes. C'est une question d'argent, et si la France avait remporté le contrat des sous-marins, la population n'en aurait de toute façon pas vu grand-chose. C'est, me semble-t-il, l'opinion répandue. En bref, tout le monde s'en fout.

Cela affectera-t-il les relations entre les Français (le peuple, pas le gouvernement) et les Australiens ? Comme je l'ai dit, la plupart des gens s'en fichent, et d'ailleurs, l'Australie est un pays qui attire beaucoup de Français, à la grande surprise des Australiens eux-mêmes, si j'en crois certains Français que je connais (à commencer par ma fille) et qui y ont passé plusieurs mois ou un an.

Dans l'ensemble, il me semble que les Français sont parfaitement capables de faire la distinction entre le gouvernement d'un pays et son peuple. Bien sûr, tous les Français ne sont pas comme ça, mais beaucoup le sont. C'est pourquoi ils ne se sentiraient pas offensés si un étranger critiquait la politique d'un gouvernement français dont ils n'approuvent pas la politique. Cela me rappelle une phrase de Bakounine : « *Les peuples sont responsables de leurs gouvernements, jusqu'à ce qu'ils les renversent*. »

D'ailleurs, je pense que la plupart des Français ont compris que le Premier ministre australien n'est qu'un accessoire dans cette affaire et que c'est l'administration américaine qui est derrière tout ça. Évidemment, il y a ceux pour qui l'indignation, surtout l'indignation anti-américaine, est une seconde nature, voire un métier. Mais contrairement à ce que certains disent, les Français ne sont pas anti-américains. Chaque fois qu'il y a un événement culturel américain quelconque dans le pays, il attire les foules. L'anti-américanisme s'applique à la *politique* du gouvernement américain, mais de nombreux citoyens américains ne semblent pas le comprendre.

Il doit y avoir un référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Il y en a déjà eu deux, avec une majorité en faveur du maintien du lien avec la France. L'idée qu'un pays qui est devenu une colonie de peuplement pour un autre peuple devienne indépendant (c'était précisément le cas de l'Australie et des États-Unis, d'ailleurs) est bien sûr plaisante. Mais dans le cas de la Nouvelle-Calédonie (comme pour l'Australie et les États-Unis), il ne s'agit pas de rendre le pays à sa population d'origine. Il s'agit de créer une entité qui détermine sa propre place dans l'équilibre international des forces. Il me semble évident qu'une Nouvelle-Calédonie indépendante n'aura pas la capacité de s'imposer comme indépendante de l'influence des États-Unis, de la Chine ou même de l'Australie.

Et si les Calédoniens rompent leurs liens avec la France, ils rompront aussi les liens avec les institutions que la classe ouvrière et les mouvements populaires français ont progressivement créées, notamment en matière de santé. Par exemple, en France, si vous avez un cancer, du diabète ou une autre maladie grave, les soins et la chirurgie sont gratuits. Les Calédoniens accepteront-ils un système dans lequel on leur refuse l'accès à un hôpital et aux soins parce qu'ils ne peuvent pas payer

S'est-on éloigné de l'affaire des sous-marins ?

Pas tellement, car cette crise a révélé que le sort de la population du Pacifique est l'otage d'enjeux stratégiques qui la dépassent largement. Je crois que pour comprendre ce qui se passe, il faut se souvenir d'une phrase, passée inaperçue en France, prononcée par Joe Biden immédiatement après son élection. Je l'ai vu et entendu prononcer cette phrase à la télévision : *« L'Amérique va diriger le monde de nouveau »*. Curieusement, cette phrase n'a pas été traduite lors de la diffusion du discours.

Tout est dans cette phrase. En d'autres termes, les États-Unis reprennent le cours normal des événements qui ont été interrompus sous le mandat de Trump. Ils ne voient pas leurs relations avec leurs « alliés » en termes de collaboration mais en termes de vassalité. C'est pourquoi ils

ARTWORKIDS

détestaient tant De Gaulle (et il les détestait en retour).

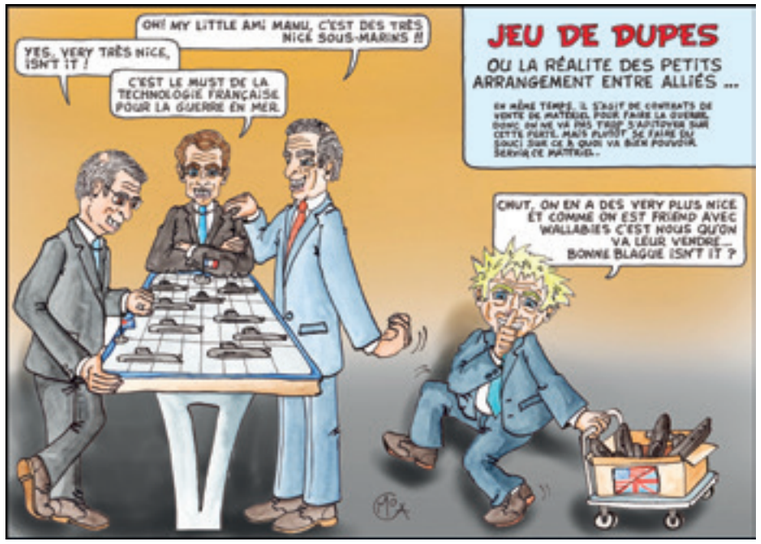
La France est un acteur clé dans le Pacifique, puisqu'elle possède la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française. Qu'on le veuille ou non, elle est une puissance nucléaire, qui dispose de sous-marins atomiques. *Du point de vue de ce qu'on peut bien continuer à appeler l'impérialisme américain*, la France aurait pu être associée sous une forme ou une autre à la stratégie américaine dans le Pacifique pour stopper la menace chinoise, mais les Américains n'ont pas l'habitude de partager et de collaborer : ils prennent et commandent. C'est pourquoi le gouvernement américain était si fâché contre le président Chirac lorsqu'il a refusé d'engager la France dans la deuxième guerre du Golfe, car il était évident pour tout étudiant de première année en politique internationale que c'était une impasse. Nous payons toujours les conséquences de la politique américaine.

Mais peut-être que la stratégie américaine dans le Pacifique n'est pas tant de contenir la Chine que la perspective de profits sur la vente d'armes à l'Australie, ainsi que dans l'espoir de contrôler la politique étrangère australienne et de mettre la main sur la Nouvelle-Calédonie. (Mais je serais surpris que l'Australie elle-même n'ait pas également des intentions sur cette île…) Il s'agirait d'un cas où deux escrocs s'entendent pour en escroquer un troisième, quitte à régler les comptes plus tard.

Il me semble que l'Australie se trouve dans une situation paradoxale :

1. Dans le contexte international actuel, avoir des sous-marins conventionnels diesels/électriques, alors qu'il y a beaucoup de sous-marins nucléaires, c'est comme avoir une Ford T de 1910 qui fait la course contre une Ferrari.

2. Mais l'acquisition de sous-marins nucléaires implique une logistique énorme que l'Australie ne pourra probablement pas se permettre, ce qui signifie qu'elle dépendra de la logistique proposée par le vendeur, et au prix du vendeur. C'est mettre la main dans l'engrenage et ne pas pouvoir l'enlever.



C. MoA

3. J'ai le sentiment que les Australiens attendront longtemps, très longtemps, que les États-Unis livrent des sous-marins atomiques, et que ce sera très, très cher.

4. Enfin, si, comme cela a été rapporté récemment, c'est maintenant la Grande-Bretagne qui propose de livrer des sous-marins nucléaires à l'Australie, alors nous revenons à la formule des trois escrocs que j'ai mentionnée, mais les rôles sont simplement changés et la Grande-Bretagne se pose en concurrent des États-Unis sur un marché stratégique, et on ne sait pas comment les États-Unis vont réagir.

Pour conclure, le gouvernement français n'est guère en mesure de s'indigner de la « trahison » de l'Australie et des États-Unis, car lorsqu'il s'agit de « raison d'État », personne n'est sentimental.

Au début des années 1970, un accord secret a été signé entre la France et la Libye sur la vente de plus de 100 chasseurs Mirage, à livrer progressivement jusqu'en 1974. Cet accord fut considéré comme une trahison par les Américains et les Israéliens, car au même moment, la France bloquait la livraison de Mirages à Israël en application de l'embargo sur la vente d'armes à l'État hébreu, décidé par le général de Gaulle à l'issue de la guerre des Six Jours.

Georges Pompidou, le président français qui avait succédé au général de Gaulle, effectua une visite officielle aux États-Unis un mois après la révélation par les services secrets israéliens du contrat avec la Libye. Cette visite fut houleuse : sur le campus de Stanford, à Chicago et à New York, des milliers de manifestants, en majorité juifs, attaquèrent le président français pour avoir vendu des Mirages à la Libye et non à Israël.

Ce qui motivait le gouvernement français, c'était la « raison d'État », comme c'est le cas pour les États-Unis aujourd'hui. Ce qui était en jeu dans les années 70, c'était simplement la livraison de pétrole. Israël n'avait pas de pétrole, mais la Libye en avait. Et quand il s'agit de pétrole, on ne fait pas de sentiment.

Ce ne sont pas les États-Unis qui me contrediront.

René

Post-scriptum

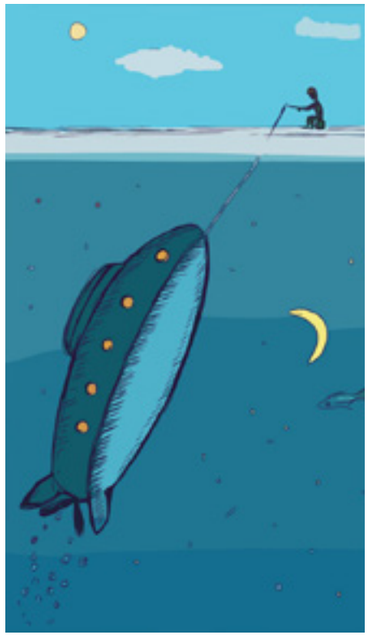
Quant à la possibilité de créer une force armée européenne, souhaitée par Emmanuel Macron, je pense que c'est une chimère : un tel projet suppose un minimum d'unité dans les projets des États composant l'union, et cette unité est loin d'exister. Tout au plus (à mon avis) y aura-t-il des interventions occasionnelles d'un ou de plusieurs États formant l'Union pour des opérations ponctuelles.

L'influence américaine reste prépondérante. Par exemple, la Pologne, bien que membre de l'Union européenne, achète pour des milliards de dollars d'armes américaines. Cela dit, cette attitude est tout à fait rationnelle : étant donné la proximité de la Pologne avec la Russie, la protection américaine contre une éventuelle agression doit sembler plus fiable aux dirigeants polonais que la protection d'une Europe qui n'a pas d'armée. Là encore, les Polonais ne sont pas des sentimentaux.

Il est peu probable que les autres États européens interviennent au Mali et au Sahel, par exemple, pour soutenir ●●●

AUSTRALE

Sous-marins et impérialisme



KIRILLSLOV

●●● la France, sauf de façon très marginale. La France n'intervient pas au Mali pour soutenir la démocratie ou combattre l'islamisme, mais pour protéger ses approvisionnements en minerais, notamment l'uranium dont ses 59 réacteurs nucléaires ont besoin. Et dans cette région, les impérialismes français et américain s'affrontent fortement

Commentaire de Daniel Rachid :

Je trouve intéressant que tu ais mentionné le cas de la Nouvelle-Calédonie, les référendums successifs sur l'indépendance n'ont reçu aucune couverture en Australie – peut-être une brève mention dans les nouvelles internationales, mais presque personne n'en sait rien.

Officiellement, la position de notre gouvernement est que nous soutenons les décisions des Calédoniens, quelles qu'elles soient, mais implicitement, nous sommes favorables à ce que la Nouvelle-Calédonie reste une partie de la France. L'attitude est que si les Français partent, la Nouvelle-Calédonie deviendra instable, et nous serons « forcés » d'y intervenir comme nous l'avons fait dans les îles Salomon ou à Bougainville - nous ne voulons pas que ce soit notre responsabilité si les choses deviennent incontrôlables. La situation est raisonnablement stable sous le régime français, et personne ne sait si elle le sera sous le régime calédonien indépendant, de sorte que le gouvernement australien prend ses précautions et s'en tient au régime français.

Une Nouvelle-Calédonie éventuellement indépendante pourrait être comparée à d'autres nations insulaires du Pacifique, comme Samoa ou Fidji. Tu as raison de dire qu'elles sont effectivement incapables d'exercer une indépendance significative ; la plupart de leurs dirigeants (souvent corrompus) fonctionnent en faisant volte-face entre la Chine et l'Australie/les États-Unis afin d'obtenir des investissements, une aide au développement, etc. En fait, ils se vendent à la puissance impériale qui fait l'offre la plus élevée…

Par exemple, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a joué l'Australie contre la Chine pour obtenir le plus grand nombre possible de doses de vaccin : au final, l'Australie fournit 600 000 doses d'AstraZeneca (surplus de notre programme) contre 300 000 doses de Sinopharm de la Chine. Ou encore, vous pouvez prendre l'exemple des îles Fidji : l'Australie et la Chine ont toutes deux proposé d'y construire une base militaire. Finalement, les Fidji ont signé un accord avec l'Australie parce qu'ils ont ajouté des « adoucissants » à l'accord, car ils avaient peur que l'offre de la Chine l'emporte. Il en va de même pour les propositions de traité concurrentes avec le Vanuatu, les offres d'infrastructure dans les îles Salomon, etc…

C'est un champ de mines.

Quelque indépendance politique qu'ils pourraient potentiellement avoir est perdue, et les diverses tentatives de formation de blocs de pouvoir régionaux comme le Melanesian Spearhead Group ou le Polynesian Leadership Forum sont inefficaces. Les populations de ces pays dépendent d'une agriculture de subsistance (de plus en plus réduite), d'un travail très mal payé, du tourisme et, surtout, des transferts de fonds de parents travaillant en Australie et en Nouvelle-Zélande. Le changement climatique va littéralement noyer nombre de ces îles. C'est une situation bien sombre.

J'ai fait quelques recherches sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les conflits de classe qui y sévissent, et c'est assez déprimant…

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'idée que les États-Unis cherchent à contrôler la politique étrangère australienne. En réalité, il s'agit de la classe dirigeante australienne qui cherche à se projeter au mieux dans sa propre voie impériale. Cette tendance remonte à plus de cent ans - l'une des principales motivations de l'indépendance de l'Australie vis-à-vis des Britanniques en 1901 est que les gens siégeant à Londres étaient mal placés pour maintenir l'Asie sous la domination des Blancs, par rapport aux Australiens, qui se trouvaient juste aux portes de l'Asie. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, nous avons formalisé notre trajectoire en nous éloignant du Royaume-Uni et en nous rapprochant des États-Unis, puisque ces derniers se développaient en Asie là où le Royaume-Uni régressait. C'est pourquoi l'Australie était si disposée à rejoindre les États-Unis pour envahir le Vietnam.

Ce n'est donc pas une question de vassalité pour l'Australie, je ne pense pas. C'est que l'Australie est une puissance impériale à part entière, même si elle est beaucoup plus petite que les États-Unis. Les entreprises australiennes ont d'énormes investissements dans toute la région. Les classes politiques, militaires et policières d'endroits comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont élevées en Australie, et l'Australie prend la tête des efforts visant à pousser ces gouvernements à mettre sur le marché d'énormes étendues de terres coutumières en tant que propriété privée, ce qui exproprierait un nombre incalculable de personnes. Lorsque ces personnes résistent, nous soutenons l'intervention des policiers régionaux qui les brutalisent.

Pour les dirigeants australiens, la question était donc de savoir comment protéger au mieux nos intérêts : maintenir un accord avec la France et économiser un peu d'argent, ou saisir l'occasion de faire de la lèche aux États-Unis, qui sont l'énorme puissance dominante dans la région, avec des bases partout ? Nous avons opté pour la seconde solution et envoyé la France se faire foutre. En fait, nous voulions un pacte AUKUS plus fort que celui qui a été conclu : nous voulions essentiellement qu'il soit une copie conforme de l'OTAN.

Qu'ils aillent tous se faire foutre !

Danie Rachid

NOUVELLE-CALÉDONIE

Qui jette le Caillou dans la mare ?

À moins de deux mois du troisième référendum que l'État français a décidé d'organiser le 12 décembre, l'ambiance sur le Caillou est à la crispation entre l'ensemble du mouvement indépendantiste réclamant son report en 2022 et les forces dites « loyalistes » réclamant son maintien sur fond d'une position gouvernementale pour l'instant inchangée quant à l'échéance. Mais qu'en est-il des tenants et aboutissants de cette situation ?

PHOTO MINA KHERFI

Après dix-huit mois de situation « Covid-free » sur l'ensemble du Territoire au prix de mesures très strictes acceptées par tous (isolement de la Grande Terre et des îles, restriction de circulation inter-îles et des entrées, quatorzaine obligatoire…), le variant Delta de la pandémie s'est récemment et subrepticement invité sur le Territoire déclenchant une terrible vague de contamination. À ce jour plus de 260 décès en quelques semaines (ce qui équivaudrait à plusieurs dizaines de milliers de morts pour la France hexagonale !) dont plus de 50 % concernant la communauté kanak et plus de 25 % la communauté océanienne, sur fond de comorbidités assez répandues (surpoids, diabète, conditions de vie précaires).

Vague pandémique, mesures sanitaires et coutume de deuil

Face à cette catastrophe sanitaire touchant très inégalement les différentes populations du Territoire, le gouvernement actuel dirigé par Louis Mapou, figure importante de la tendance UNI-Palika du FLNKS (ancien représentant du FLNKS en France dans les années 80-90 après Jimmy Ounei, aujourd'hui décédé, et Hnalaine Ureguei) a pris des mesures à la fois raisonnées et très fortes (gestes barrières, port du masque, pass sanitaire, mesures de confinement ciblées, obligation vaccinale dans un proche avenir…) montrant par là tout le sens des responsabilités de la part des dirigeants indépendantistes, et obtenant l'accord quasi unanime de tous les courants politiques, y compris opposés, au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs les communautés mélanésiennes et polynésiennes dans la douleur font preuve, elles aussi, de leur parfaite obéissance aux restrictions des enterrements notamment en acceptant des sépultures provisoires près de Nouméa sans pouvoir accompagner leurs proches à leur tertre et/ou île d'origine, et de ne pas pouvoir provisoirement respecter leurs rituels de deuil coutumier longs et compliqués nécessitant le déplacement de tribus entières impossible en ces temps de restriction de circulation et de gestes barrières. Il en résulte bien humainement une quasi-impossibilité d'avoir la tête, le temps et l'énergie à l'organisation d'une campagne électorale référendaire ; d'où l'unanimité du camp indépendantiste (toutes les tendances du FLNKS, ainsi que toutes les autres composantes - MNSK, PT, USTKE, Dynamic Sud -) réclamant un report du référendum en 2022, la date limite prévue par les Accords de Nouméa étant avant octobre 2022.

Dans le même temps, les forces attachées au maintien du Territoire dans la République française, rassemblées dans « les Voix du Non », s'arc-boutent quasi unanimement (sauf Calédonie Ensemble qui accepte d'envisager un report éventuel en cas de pandémie incontrôlée) sur la date initialement prévue ayant parfaitement compris que, pour elles, la campagne référendaire se fait quasi toute seule tout simplement en mettant l'accent sur toutes les mesures sanitaires exceptionnelles - et réelles ! - que le gouvernement français met en place pour faire face localement à la pandémie et à ses conséquences (réserve sanitaire massive venue de métropole, transfert de malades, aides aux entreprises et aux personnels) prouvant par avance tout l'intérêt de rester « dans la France » pour le futur. Et certains de leurs leaders en rajoutent sur la nécessité d'enfin « purger » les Accords de Nouméa qui n'ont que trop duré, tout comme le sénateur Pierre Frogier, ancien compagnon de Pierre Maresca, ancien pied-noir pro-OAS (aujourd'hui décédé), de sinistre mémoire au temps des milices Lafleur, réclamant récemment plus d'engagement de l'État français. Ce même Frogier est l'un des tenants d'une proposition de donner une autonomie accrue aux 3 Provinces actuelles en cas de victoire du Non à l'indépendance comme gage donné aux indépendantistes, tout en peinant à cacher le dangereux projet de partition qui en découlerait avec une Province Sud rassemblant 75 % de la population du Territoire (et la plus importante population kanak aussi !) ainsi que 75 % de l'économie locale ! Et, il y

NOUVELLE-CALÉDONIE

Qui jette le Caillou dans la mare ?

PHOTO ALBERT HUBER

a quelques mois, un autre des anciens lieutenants de Jacques Lafleur, Pierre Brétegnier, d'une famille rapatriée du Maroc (quand il est devenu indépendant) en Nouvelle-Calédonie, qui fut l'un des signataires des Accords de Matignon de 1988 au titre du RPCR, l'une des principales têtes pensantes de la droite coloniale déclarait au moment où elle venait de perdre la majorité au Congrès en avril 2021 : « *En route vers l'indépendance kanak ? C'est naturel de discuter avec les leaders indépendantistes mais ils gagnent à chaque fois du terrain. Systématiquement, chacune de leur revendication touchant à l'avenir institutionnel du pays ou à la politique d'exploitation du nickel commence sous la pression violente du FLNKS et, au final, quand ils n'ont pas tout obtenu - ce que les négociateurs loyalistes annoncent comme une victoire - ils ont, à chaque fois, fait avancer d'un pas la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance kanak et socialiste [...] D'où la Calédonie ressort à chaque fois un peu moins française. Il faudra un jour se donner les moyens de stopper ce processus, sinon de l'inverser.* » Ce qui résume l'état d'esprit actuel revanchard des « loyalistes » !

Et le gouvernement français, garant des Accords passés, s'en tient-il à la neutralité ?

Tout en affirmant s'en tenir à sa soi-disant neutralité dans l'application stricte des Accords de Nouméa de 1998, faisant suite aux Accords de Matignon de 1988, en fait, le gouvernement français s'affirme clairement partisan du maintien dans la France : *« La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie ! », dixit* Macron ; ou la récente intervention du Premier ministre Castex à l'Assemblée nationale : *« Nous avons réaffirmé notre souhait fort que le choix des Calédoniens soit celui de la France. ».* Ce qui rend cette campagne référendaire totalement inéquitable et faussée, d'autant qu'il a récemment produit le document sur les « conséquences du Oui et du Non », totalement déséquilibré entre les avantages du Non et les risques du Oui ! Et par ailleurs dans le grand projet d'Axe indo-pacifique cher à Macron depuis 2017, et récemment ridiculisé par le choix australien des sous-marins nucléaires étatsuniens, la Nouvelle-Calédonie est une pièce maîtresse ; ce qui peut d'ailleurs s'entendre - sans pour autant l'accepter - sur fond d'avancée de la Chine dans nombre de nouveaux États indépendants du Pacifique.

Paul Néaoutyne, signataire des accords de Nouméa, ancien bras-droit de Jean-Marie Tjibaou et actuel président de la Province Nord, a raison d'invoquer le respect de la parole donnée car, lors du dernier Comité des signataires avec Édouard Philippe en 2019, celui-ci avait aussi lui-même fait la proposition d'un référendum en septembre 2022, après les échéances présidentielle et législatives nationales pour éviter toute collusion. Rappelons-nous l'attaque de la grotte d'Ouvéa en 1988 dans le cadre d'un bras de fer Chirac - Mitterrand dans l'entre- deux tours de la présidentielle ! Mais le gouvernement Castex a changé la donne préférant demander à son ministre des Outre-Mer, Sébastien Lecornu, d'organiser des « rencontres Léprédour » (du nom d'un îlot calédonien en face de Boulouparis, propriété du Haut- Commissariat, surnommée « l'île du Haussaire »), en vase clos avec des invités sélectionnés plutôt que de rester fidèle aux Comités des signataires réguliers à Matignon. Certes il en va de la prérogative du gouvernement de fixer la date du référendum, mais, depuis des mois et bien avant la vague virale, le camp indépendantiste a fait connaître sa préférence pour 2022. Et aujourd'hui, déjà 25 communes indépendantistes refusent d'organiser le scrutin du 12 décembre.

Par ailleurs, internationalisant le problème, l'ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'ONU vient solennellement, au nom du groupe Fer de lance rassemblant les États mélanésiens du Pacifique et le FLNKS comme membre à part entière, de demander au gouvernement français un report au nom de la situation sanitaire exceptionnelle actuelle sur le Territoire.

Qui sont les fauteurs d'éventuels troubles à venir ?

Oui, les boycotts anciens décidés par les Kanak rappellent des moments douloureux, mais à chaque fois avaient-ils le choix devant des trahisons successives de la parole donnée et des projets authentiquement néocoloniaux ? Les « loyalistes » ont beau jeu de tenter de faire peur à l'évocation de ces boycotts, tout en prédisant déjà de funestes lendemains en cas de résultats faussés par la « non-participation » kanak (mot d'ordre unitaire actuel), allant même jusqu'à demander l'application des résultats du 2e référendum du fait de l'impossibilité de tenir le 3e par la faute des Kanak ! Mais qu'elles étaient les situations qui avaient poussé les Kanak au boycott, y compris actif ; qui en étaient responsables à l'origine ?

Alors ceux et celles qui risquent de provoquer des troubles à venir sont ceux et celles, gouvernement français compris, qui refusent de reporter le référendum en 2022, ne serait-ce que par respect pour la coutume de deuil du peuple kanak si durement touché par la pandémie (avec le décès de nombreux cadres du mouvement indépendantiste dans la fleur de l'âge, sans pour autant oublier tous et toutes les anonymes de tous âges).

Puissent l'humanité et la raison prendre le pas sur les calculs bassement politiciens ; il en va du destin commun dans le Pays ! Soutenons le peuple kanak, encore aujourd'hui dans une nouvelle et terrible épreuve, dans sa revendication d'une Kanaky - Nouvelle-Calédonie souveraine et indépendante dans le respect de toutes les composantes de sa population !

Daniel Guerrier,
ancien co-président de l'AISDPK
(Association Information et soutien aux droits du peuple kanak)
en compagnie de Jean Chesneaux, Jean-Jacques De Felice et Alban Bensa dans les années 80, aujourd'hui tous trois disparusAlban venant de nous quitter ce 10 octobre, et je tiens à saluer ici sa mémoire -.

LE GUETTEUR

Quelques petites infos glanées le long de lectures diverses et variées

Une histoire de fauteuil roulant

Glasgow, COP 26 : une ministre israélienne ne peut entrer dans le palais du congrès, elle est en chaise roulante et il n'y a pas d'accès handicapés. Scandale !

En Israël, les handicapés manifestent, ils réclament depuis des années une augmentation des indemnités ; les manifestations se poursuivront si « *les demandes ne sont pas satisfaites* » Normal ?

Glasgow toujours

Selon Greta Thunberg, tout cela n'est que du bla bla bla. Elle exagère ! En France, l'organisme chargé du suivi du Plan national d'adaptation au changement climatique compte SIX permanents... pas du bla bla bla...

Quelques remarques sur les étiquettes politiques.

L'inculture académique, ou pas, en ce qui concerne les groupes politiques à la gauche du Parti communiste illustre l'efficacité de la machine stalinienne pour effacer de la mémoire tout ce qui la contestait. On apprend ainsi à la lecture d'une interview d'un philosophe, Nicola Lebourg, parue dans le Monde « *que si vous parlez à un militant d'ultra-gauche, il répond que c'est un terme de la police qui ne veut rien dire, alors qu'il s'agissait du nom d'un groupe de dissidents libertaires de la IVe Internationale trotskiste* ». Fermez le ban. Encore une couche et nous passerons à autre chose.

J'ai appris sur un site d'intellectuels se revendiquant marxistes, révolutionnaires évidemment, que « *Les travailleurs russes demandaient en 1917 "le pain et la paix" et qu'ils ont eu en retour les coups de fusil des armées blanches et de leurs multiples alliés...* » Qu'est-ce que Emma Goldmann a pu se tromper...

J'allais oublier Yvonne et Roger Hagnauer. Ils sont les héros du film ***Goéland, Pingouin et leurs 500 petits*** qui retrace la saga de la Maison de Sèvres qui accueillit et cacha des enfants juifs dans la banlieue parisienne pendant la guerre. Ils sont présentés comme des anarchistes, sympathique mais faux. Ils étaient syndicalistes révolutionnaires et collaborateurs de la Révolution prolétarienne. Mais au fond tout cela est bien compliqué, encore aujourd'hui pour certains hors du « parti » pas de salut.

Et pendant ce temps-là sur Netflix.

Difficile de qualifier cette pieuvre qui est au cinéma ce que le télétravail est au travail « normal ». Pourtant deux perles, deux séries, sont passées entre les pattes d'éventuels censeurs ou volontairement laissés comme pour donner une justification politique : ***Squid*** **Game** et ***Coup pour coup***. Le premier est coréen, l'autre espagnol. Tous les deux traitent du capitalisme chacun d'un côté de la barricade. Le premier fait payer la dette aux endettés qui ne sont pas assez riches pour emprunter sans avoir à rembourser. Le prix de la dette, c'est la mort. Pour le second, la mort est le prix pour rester en haut de la pyramide. Si la première est sanglante et illustre, à travers les jeux, la lutte de tous contre tous, la seconde, presque plus propre de ce point de vue, est plus efficace, à mon avis. Il s'agit en outre d'une adaptation d'un roman éponyme de Jack London.

Racisé, sexisées, autogynéphilie...

Si je comprends bien le premier de ces termes, j'ai plus de mal avec le deuxième. Je l'ai croisé sur les murs de Nantes. Une affiche appelait à une manif contre les violences faites aux personnes sexisées le 27 novembre. Ce qui m'a amené à m'intéresser au cas d'une enseignante britannique lesbienne, Kathleen Stock, qui aurait critiqué le troisième terme dans son livre *Material Girls* et qui devant les critiques acerbes encourues jusque sur les murs de son université du Sussex aurait démissionné. Ce mot inventé en 1980 décrit l'excitation sexuelle que certains hommes éprouvent à se penser ou s'imager en femmes. Un acronyme pour finir, **LGBTQQI2SAA+**, j'avoue me demander où je pourrais bien me situer ?

Des abeilles, des Palestiniennes et Jérusalem

Sur les toits de cette ville, dans la partie orientale depuis quelques temps, des jardins partagés ont fait leur apparition. Les jardiniers sont essentiellement des Palestiniennes qui occupent les toits plats de leurs habitations. En 2019, ces femmes ont participé à une formation à l'apiculture. Depuis, des ruches ont été distribuées. Voici ce que l'on peut lire sur leur site web Muslala.org/sinsila « *non seulement ce cours a contribué à rendre la ville plus verte, mais il a également été un outil d'autonomisation économique et de renforcement de la communauté, puisque certains participants au cours ont vendu du miel et qu'un solide groupe de femmes en est issu.* »

A bientôt ! ***Le Guetteur***

GRÈCE

Imaste dio, Imaste dio… EImaste khilii déka tris*

* « *Nous sommes deux, nous sommes deux… Nous sommes mille vingt et trois* » extrait de *Imaste dio* de Mikis Théodorakis sur la torture en prison, sous le régime fasciste des colonels.

« La fin justifie les moyens ! » C'est un peu ce que pensait Kyriakos Mitsotakis, le Premier ministre grec. Lui qui avait promis d'en finir « par tous les moyens » avec les « anarchistes d'Exarcheia » doit s'en mordre les doigts. « Par tous les moyens »… jusqu'à une machination d'État. Yannis Youlountas, sur son blog blogyy.net a relaté de ce que l'on peut appeler une affaire d'État. De A comme Athènes à Z comme le film de Costa Gavras. Merci à Yannis… l'article ci-dessous étant constitué d'extraits des différents articles relatifs au procès de Giorgos Kalaitzidis et Nikos Mataragkas.

[…] Les faits : le 7 juin 2016, un trafiquant de drogue est exécuté à Athènes, dans le quartier d'Exarcheia. Cette exécution est revendiquée par un collectif d'autodéfense appelé « Milice du peuple armé » qui déclare que le trafiquant de drogue avait un comportement violent, menaçant et dangereux à Exarcheia, à la fois envers les membres du mouvement social et les habitants du quartier.

Trois années passent. Aucun membre de Rouvikonas n'est visé par l'enquête. En juillet 2019, Kyriakos Mitsotakis arrive au pouvoir en Grèce et promet, entre autres, d'en finir « par tous les moyens » avec le groupe anarchiste Rouvikonas, réputé dans tout le pays pour ses actions de solidarité et sa résistance sans aucun rapport avec ce genre de procédés. Au bout de quelques mois, en mars 2020, un juge d'instruction reprend le dossier et inculpe deux militants de Rouvikonas : Nikos Mataragkas et Giorgos Kalaitzidis, respectivement pour homicide et pour incitation au meurtre.

Mais en juin 2020, après leurs auditions au parquet, ils sont tous deux libérés sans caution et les poursuites sont logiquement abandonnées.

Coup de théâtre en avril 2021 : bien que le dossier soit vide contre les membres de Rouvikonas, l'État et les mécanismes de répression décident subitement de poursuivre Giorgos et Nikos en s'appuyant sur de fausses accusations et leur procès est programmé le 13 octobre 2021 ! […][1]

Premier jour d'un procès kafkaïen !

[…] Malgré des filtrages policiers tout autour du palais de Justice, de plus en plus de gens parviennent à passer et à rejoindre le rassemblement. Devant nous, 3 cars de MAT (CRS). De l'autre côté, d'autres compagnons et camarades sont également bloqués face à 5 cars de MAT. Dans les ruelles alentours, on signale la présence des voltigeurs Drasi (ex Delta) qui harcèlent les passants et multiplient les contrôles musclés.

Tout est fait pour essayer d'intimider les soutiens (dont certains sont venus de loin) et dissuader leur progression jusqu'au lieu du rendez-vous, mais ça ne marche pas. Au fil des minutes, les banderoles parviennent à passer, ainsi que des pancartes et documents dans plusieurs langues (grec, français, italien, portugais, espagnol, kurde, anglais).

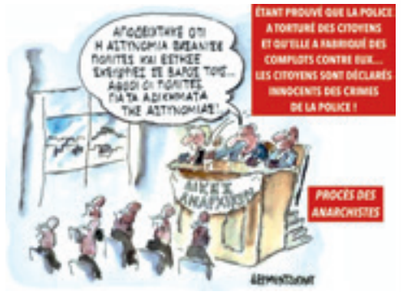
[…] À l'intérieur, la procédure a commencé : les noms des témoins ont été lus, ainsi que les informations relatives aux accusés. Au bout de quelques minutes, alors que les slogans sont de plus en plus bruyants à l'extérieur, le report du procès est envisagé. L'ambiance est tendue. Les représentants de l'État se regardent. Pause d'une demi-heure. Ça discute beaucoup. Finalement, à leur retour, on apprend que **le procès va bien avoir lieu**. […][2]

Les témoins à charge lors du procès dévoilent la machination de l'État contre les anarchistes !

[…] le premier témoin à charge était une habitante du quartier de Kifissia qui fréquentait autrefois Exarcheia « dans le camp des trafiquants de drogue » (sic), non loin du dealer assassiné en 2016. Mais, coup de théâtre, au lieu d'accuser Giorgos et Nikos, elle a subitement démasqué la police. Elle a tout d'abord dévoilé qu'elle n'était pas du tout à Exarcheia le jour du meurtre et que ce qu'elle devait dire dans ce procès lui avait été dicté. Elle a précisé que la police lui avait promis de l'aider dans ses affaires personnelles (poursuites pour trafic de drogue) si elle témoignait contre les deux accusés. Elle a ajouté qu'elle n'avait jamais vu les deux anarchistes. Dès lors, le procès est apparu comme fabriqué de toutes pièces — ce que nous vous avions annoncé depuis plusieurs semaines…

[…] Après ce témoignage accablant sur la façon dont le complot a été organisé par la police grecque, les deux autres témoins à charge ont abondé dans le même sens que l'intervenante précédente, en enfonçant le clou, l'un après l'autre. Tout d'abord, une infirmière d'EKAB (le Samu grec) a dit qu'elle ne savait absolument rien. Puis, le troisième témoin a fait savoir qu'il ne reconnaissait ni Giorgos ni Nikos, alors qu'il était sur les lieux du crime : le principal témoin oculaire !

Après cette première étape calamiteuse, le procès a été ajourné au vendredi 29 octobre à 11 h 00. D'ici là, les débats vont aller bon train sur l'origine de cette machination et sur la responsabilité du gouvernement, ennemi juré de Rouvikonas et du puissant mouvement anarchiste en Grèce. […][3]



VENDREDI 29 OCTOBRE.

La parole est maintenant aux accusés

Après une série de témoignages assez rapides, c'est maintenant aux accusés de passer à la barre. Nikos commence actuellement. Ce sera ensuite le tour de Giorgos (photo). À l'extérieur, la foule attend l'issue et des slogans sont scandés. Des prises de paroles se succèdent au micro, ainsi qu'une surprise musicale venue de France…[4]

Les accusés ont été éloquents, comme les témoins auparavant. Les charges ne cessent de s'effondrer et la machination policière d'apparaître au grand jour.

La grande question que beaucoup se posent est de savoir qui a organisé cette tentative d'enfermer à vie deux militants anarchistes innocents ?

Le procès est à nouveau interrompu, alors que la vérité du complot ne cesse d'éclater : l'acte 3 du procès de Giorgos et Nikos se déroulera le 25 novembre. Ce sera probablement l'acte final, tant les langues se délient, les unes après les autres !

Un feu d'artifice à la gueule des ministres et des flics impliqués dans cette affaire monstrueuse ? (à suivre)[5]

Yannis Youlountas

1. http://blogyy.net/2021/09/22/deux-membres-de-rouvikonas-menaces-de-prison-a-vie/
2. http://blogyy.net/2021/10/13/le-rassemblement-pour-giorgos-et-nikos-commence/
3. http://blogyy.net/2021/10/13/les-temoins-devoilent-la-machination-de-letat/
4. http://blogyy.net/2021/10/29/la-parole-est-maintenant-aux-accuses/
5. http://blogyy.net/2021/10/29/lacte-3-du-proces-de-giorgos-et-nikos-aura-lieu-le-25-novembre/

LE GUETTEUR

Je vous invite à un petit tour du monde !

Inde. Il advint donc un beau jour, pas si beau, qu'un convoi officiel écrasa des manifestants, paysans, qui voulaient simplement le bloquer. Quelques morts, 9, rien d'inhabituel dans un pays où on a arrêté de les compter. Si ce n'est que dans ce pays, il y a un conflit qui dure, dure, et que le pouvoir, réactionnaire, hindouiste, du Premier ministre Modi n'est pas en mesure de régler. Ce dernier a décidé de moderniser l'agriculture indienne et comme la plupart du temps, là comme ailleurs, il s'agit de la privatiser au profit de grands groupes financiers. Ce qui ne plaît pas aux paysans du sous-continent indien. On se demande pourquoi !

Donc ces derniers se sont fermement mobilisés dans tout le pays depuis plus d'un an. Tous les trois jours, ils bloquent les autoroutes qui mènent à la capitale, New Delhi. Leur mouvement rassemble des fermiers aussi bien hindous que musulmans, ce qui ne plaît pas au parti au pouvoir, le BJP qui, hindouiste intégriste, est ouvertement raciste. Quarante syndicats agricoles (le pays compte 1,2 milliard d'habitants) se sont rassemblés pour former en 2020 le Samyukt Kisan Morcha afin de coordonner le satyagragha, c'est- à- dire la résistance non-violente. Pour casser leur résistance, Modi vient de baisser les droits de douane sur les huiles comestibles afin de rendre la production locale non-compétitive.

États Unis. Une drôle de maladie a atteint ce pays dans la foulée du Covid. Un ancien ministre de Clinton se demande, dans les colonnes du *Guardian*, journal britsh de gôche, si l'Amérique ne subirait pas en ce moment une grève générale souterraine sous forme d'un refus d'aller travailler. Voici un extrait de son propos : « *Les travailleurs américains font jouer leurs muscles pour la première fois depuis des décennies. On pourrait dire que les travailleurs ont déclaré une grève générale nationale jusqu'à ce qu'ils obtiennent de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.* »

Personne n'appelle cela une grève générale. Mais, à sa manière, elle est liée aux grèves organisées qui éclatent dans tout le pays - les équipes de télévision et de cinéma d'Hollywood, les travailleurs de John Deere, les mineurs de charbon de l'Alabama, les travailleurs de Nabisco, les travailleurs de Kellogg, les infirmières en Californie, les travailleurs de la santé à Buffalo.

Israël. Un officier a été sanctionné pour avoir maltraité un militant israélien manifestant contre les actions de son gouvernement en Palestine, près de Hébron. Ce soldat ne sera pas admissible à une promotion pendant les trois prochaines années et, pendant cette période, ne sera pas non plus autorisé à suivre un cours de commandement, un programme militaire destiné à préparer les officiers à des postes plus avancés. Le journaliste du *Times of Israël* qui rapporte cela, a l'honnêteté d'ajouter : « *Cependant, comme cet officier n'a été promu que récemment à son grade actuel, il est peu probable qu'il reçoive une promotion dans les trois prochaines années, ce qui rend négligeable la signification pratique de la punition !* ».

Cette information est l'occasion de rappeler que nombre de militants sont mobilisés contre la situation faite aux Palestiniens. Celui dont le sort est évoqué plus haut, fait partie des Combattants pour la paix (*Combatants For Peace)* qui « *œuvrent en faveur d'une solution à deux États dans les frontières de 1967, OU toute autre solution convenue mutuellement qui permettra aux Israéliens et aux Palestiniens de vivre dans la liberté, la sécurité, la démocratie et la dignité dans leur patrie* ». D'autres groupes, sous d'autres noms, sont engagés dans le même combat. Le PCFF, le Cercle des Parents, qui déclare rassembler plus de 600 familles des deux côtés et travailler « *pour mettre fin au cycle de l'effusion de sang et pour parvenir à un arrangement diplomatique accepté par les deux parties* ». Le Centre des droits de l'homme B'Tselem, *Breaking the silence* qui rassemble des anciens combattants « *qui ont servi dans l'armée israélienne depuis le début de la deuxième Intifada et qui ont pris l'initiative d'exposer au public israélien la réalité de la vie quotidienne dans les territoires occupés.* » Adalah plus centré sur les droits humains concernant la minorité arabe en Israël. Ce ne sont que quelques-uns des groupes qui des deux côtés luttent pour autre chose qu'une haine permanente.

Le Guetteur

Éloge et urgence de la gratuité

Pour une fois, les calotins s'y sont mis avant les anarchistes. Pardon ?
Mais oui, même pour eux, la gratuité c'est mieux : la grâce de Dieu constitue un don gratuit (Trésor de la langue française : « qui est fait sans compensation »).
Bon, oublions les violeurs de 200 000 enfants et revenons-en à la gratuité.

Il y a deux grands remèdes à la pauvreté : l'abolition du capitalisme bien sûr. Puis, en attendant et pour commencer, la gratuité. Le capitalisme, c'est croire et faire croire qu'on ne rend un service à autrui que si autrui vous le rend, et de préférence de telle façon que vous, le vendeur, receviez plus que ne reçoit l'acheteur (oui, après la grâce de Dieu, nous parlons de profit : *sic transit gloria mundi*). Donc la gratuité, voilà le ver dans le fruit, le pissat dans la soupe. Ou plutôt le levain dans la pâte. Bref, l'espoir. En dépit de l'appétit sans limites du capitalisme, la gratuité a toujours existé. Partout. Et elle perdure. Ne serait-ce qu'au sein de la famille, et toutes les sociétés sans exception ont toujours jugé peu élégante l'interruption de la gratuité au sein de la famille (les notaires demanderont un droit de réponse au sujet de cette phrase). Quels charmes possède donc la gratuité, pour qu'elle demeure l'une des dernières beautés de la société humaine à résister au capitalisme ?

Tordons d'abord le cou à l'un des plus vieux arguments que les riches emploient contre la gratuité : « *nul ne respecte ce qui est gratuit* ». En d'autres termes, ce que l'on donne gratis sera 1/ vandalisé, souillé, détruit, car, pourquoi prendre soin de ce qui ne vous a rien coûté ? 2/ abusé et donc gaspillé.

Ô hommes de peu de foi ! Paul Ariès, dans *Gratuité vs Capitalisme, des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, montre que partout où l'on a instauré la gratuité des transports en commun, quelque chose baisse, et quelque chose monte. La fréquentation monte, et les dégâts, les incivilités, les agressions, etc. diminuent. Un métro, un bus payant appartiennent à « eux », à « ils ». « Ils » font payer la foule, l'attente, le retard. Mais un métro, un bus gratuit sont très clairement la propriété, donc la responsabilité, voire la fierté, de tous et de chacun. Quant au gaspillage, demandez aux Restos du Cœur quelle quantité de nourriture on y gaspille…

ROBERT VENEZIA, PHOTOGRAPHE ET FAISEUR D'IMAGES

mais n'espérez pas d'autre réponse qu'un éclat de rire. Alors que supermarchés et restaurants jettent d'énormes quantités de nourriture parfaitement consommable, et que certains de leurs dirigeants ont si peu d'humanité qu'au lieu de donner ces surplus, ils y répandent de l'eau de Javel pour qu'aucun être humain ne puisse les manger, gratuitement.

Un autre argument aussi stupide que peu fondé ? « la gratuité coûte cher ». Reprenons les transports en commun. Des transports publics qui rapportent, cela n'existe pas. Tous les transports publics, partout sont subventionnés. A hauteur de 70, 80 %. La réalité a montré que l'achat de billets par l'usager ne finance que le contrôle de cet achat.

Le capitalisme confond, à dessein, effort et rareté. De ce que l'action humaine vienne toujours d'un effort, le capitalisme déduit à tort que : 1, ses résultats sont toujours rares ; 2, il serait toujours immoral d'en jouir sans les rémunérer. Qu'*Homo sapiens sapiens* ait 300 000 ans, mais que la monnaie n'ait même pas 3000 ans, et qu'en conséquence le capitalisme ne soit qu'une fraude aussi récente qu'artificielle ne le dérange guère. Mais, comme toutes les religions, celle de l'argent ne s'encombre pas de ces désagréments appelés des « faits ».

Dans son livre, Ariès pose quatre excellents principes du combat pour la gratuité :

1. La gratuité ne doit pas se limiter à ce qu'il est impossible de marchandiser.
2. La gratuité ne doit pas se limiter à la fourniture de ce qui est vital ou basique.
3. La gratuité ne doit pas être une exception.
4. La gratuité ne doit pas se limiter à la simple fourniture d'un service sans exiger de contrepartie monétaire.

Pourquoi ? Bien entendu, pour permettre à la gratuité de devenir ce qu'il faut qu'elle devienne : d'abord une arme contre la pauvreté et le capitalisme, puis ce qui les remplacera.

Principe 1 le danger est que le capitalisme veut marchandiser à peu près tout. Si l'on pense que le domaine de la gratuité se limite à ce qu'il semble impossible de vendre, gare aux déceptions. N'oublions pas, après tout, que même la gratuité du soleil peut disparaître : demandez aux détenus…

Principe 2 la définition de « vital » ou « basique » s'avère, de notoriété publique, élastique. En particulier aux mains du capitalisme qui veut vous persuader qu'acheter un iPhone 2615 est vital, mais que l'électricité, pour qui ne peut pas la payer, reste du domaine du superflu, de l'optionnel. Mais surtout, il faut étendre le domaine de la gratuité. Décider que le métro, bon, d'accord, peut être gratuit, mais que tout le reste doit se payer, signifie demeurer englué dans l'illusion, la très coûteuse illusion capitaliste.

ROBERT VENEZIA, PHOTOGRAPHE ET FAISEUR D'IMAGES

Principe 3 idem ! Considérer que la gratuité ne peut être qu'exceptionnelle revient à considérer que la réalité, la nature des choses, l'état social par défaut, la norme, c'est le capitalisme (aussi appelé égoïsme, rapacité, brutalité, sociopathie, etc.)

Principe 4 ici Ariès prend un exemple qui fera sursauter tous ceux qui, comme moi fils et filles de petits (ou grands) bourgeois, ont des souvenirs, disons mitigés, des cantines scolaires. Les cantines scolaires, qui devraient toutes être gratuites, devraient aussi devenir les troupes de choc du combat contre la malbouffe. Chaque cantine devrait suivre l'exemple des AMAP. Éduquer au goût, au respect de l'environnement, au partage, quelle belle mission pour les cantines !

Allez, encore un peu de rab ? C'est gratuit !

Nestor Potkine

Du capitalisme triomphant au parasitisme tourmenté

À consulter la presse officielle, on pourrait penser qu'une euphorie contagieuse s'est emparée des classes dirigeantes, qu'une utopie lumineuse les guide dans leur quête d'idéal : assurer la transition écologique, décarboner l'économie, surfer sur les énergies vertes, généraliser la haute qualité environnementale, rénover les pistes cyclables, végétaliser les façades, promouvoir la voiture électrique, exercer une bonne gouvernance, peaufiner le monde d'après… Bref, une maîtrise absolue.

La réalité est moins glorieuse : les problèmes apparaissent plus vite qu'ils ne sont résolus, les clignotants passent au rouge. Tétanisés par la perspective d'un avenir qu'ils pressentent difficile, les dirigeants s'acharnent surtout à tenter de sauver ce qu'ils peuvent, à se maintenir à la surface d'un océan de plus en plus tumultueux. Quand on en est réduit à lutter contre le gaspillage alimentaire… dans un système précisément fondé sur le gaspillage des ressources, la scène devient pitoyable. Ou ils relancent l'économie, et la planète se dégrade davantage, ou ils tentent de la « préserver », et l'économie s'effondre. Un dilemme on ne peut plus cruel. Une fuite en avant qui ne saurait durer très longtemps. Un point de basculement où le système non seulement s'empêtre dans ses propres contradictions, mais se heurte aux limites externes, celles de la biosphère.

Des menaces diffuses et multiples répandent l'inquiétude et même le blues jusque dans les salons douillets de la bourgeoisie : peur de la question écologique et des bouleversements qu'elle va susciter, évidence de l'essoufflement d'un modèle moribond, inégalités de plus en plus criantes, âpreté des luttes à venir, désarroi des jeunes potentiellement subversif, perte de confiance dans ses propres capacités à faire face, poursuites en justice, tensions géopolitiques, cyberattaques… Parce que le système qu'ils défendent sape les bases sur lesquelles il repose, de plus en plus de dirigeants perdent de leur sérénité. Une ambiance plus morose qu'on ne croit qui pourrait un jour virer à la panique. Ce qui n'empêche ni une arrogance de façade ni une agressivité débridée. Au contraire,

Il serait facile de le démontrer en examinant plusieurs domaines. L'agriculture est sans doute le plus significatif. La panique des dirigeants les conduit à poursuivre deux voies, qui peuvent sembler contradictoires, mais qui ne le sont pas. D'une part, casser ce qui subsiste d'agriculture paysanne ; d'autre part, récupérer les expériences menées dans le respect des écosystèmes et des sols.

Ceux qui ne possèdent que quelques hectares, qui connaissent la fatigue et l'angoisse, mais ni les dimanches ni les congés, ceux qui sont en permanence à la merci d'un problème sanitaire, d'un aléa climatique ou d'un accident. Ceux-là ne représentent pas une menace directe pour les requins de l'agro-business. Et cependant, dans le contexte d'un désir croissant de quitter les espaces métropolitains, de la multiplication d'initiatives micro-collectives et de manières alternatives d'habiter, d'un engouement nouveau pour le travail de la terre et la ruralité, le risque de contagion est jugé suffisamment important.

Mise aux normes, mise au pas

C'est sur eux que s'acharnent l'administration, les multinationales et le système bancaire. Pratique millénaire depuis l'apparition de l'agriculture, la conservation et la réutilisation des semences paysannes devient une activité criminelle et subit des attaques incessantes. Il faut un combat permanent pour que des recettes naturelles, à l'image du purin d'ortie, ne soient pas soumises à une autorisation de mise sur le marché au même titre que les pesticides. Conçues pour les grosses exploitations et souvent inapplicables dans les petits élevages, de multiples normes en évolution constante exigent des investissements trop lourds, écrasent les plus vulnérables sous la logique industrielle. Avec des sanctions auxquelles échappent les prédateurs de primes européennes.

Parallèlement, l'alliance mafieuse entre le pouvoir politique et la FNSEA s'acharne à diaboliser et disqualifier les opposants à l'actuel système agricole intensif en les accusant d'agribashing. Avec des menaces juridiques lourdes visant les associations ou les journalistes d'investigation. Une

cellule de renseignement officiellement dédiée au « *suivi des atteintes au monde agricole* » (Demeter) a été créée, animée conjointement par la gendarmerie nationale et des organismes privés.

La récupération : stratégie de puissance ou aveu de faiblesse ?

Et dans le même temps où il s'acharne sur ceux qui travaillent dans le respect du vivant, le pouvoir récupère les théories qui le prônent, notamment la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie. Étonnant ?

Comme le rappelle S. Perez-Vitoria (*Nature et Progrès* avril-mai 2021) : la souveraineté alimentaire est définie par Via Campesina, mouvement paysan international, comme « *le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles* ». Elle s'appuie sur la production d'aliments, les cultures vivrières, les systèmes locaux, la préservation des savoirs et savoir-faire paysans, le travail avec la nature.

Face au désastre engendré par le complexe agro-industriel mondialisé et sa fureur prédatrice sur les ressources finies de la planète, le pouvoir politique et, en France, la FNSEA, tentent de se réapproprier cette notion. Mais évidemment dans un sens fort différent, et même opposé. Il s'agit, pour les pays industrialisés, de renforcer leur compétitivité internationale (recherche et innovation, réduction des importations, augmentation de la production et des exportations). En feignant de ne pas voir que la volonté d'exporter vers les pays pauvres (ou plutôt appauvris) les prive de cette souveraineté !

Le concept d'agro-écologie, lui, s'est surtout développé en Amérique du Sud, grâce au travail réalisé par des scientifiques et des militants ; l'enjeu étant de démontrer la pertinence et l'ingéniosité des « agro-écosystèmes » traditionnels face à la domination technique et industrielle du Nord. L'agro-écologie s'appuie sur une approche globale, systémique, sur des pratiques fondées sur la connaissance fine des différents milieux. Elle prend en compte les conditions économiques, sociales, culturelles et politiques, et prône une gestion collective des biens communs (semences, biodiversité, terre, eau et savoirs). Elle vise à maximiser la productivité de l'agro-écosystème dans son ensemble, et non les rendements de quelques cultures à vocation commerciale. Si elle favorise la biodiversité et maintient les sols vivants, elle contribue aussi à renforcer l'autonomie des paysans, réduit les coûts liés à l'achat des intrants, fournit une nourriture saine dans un environnement non pollué.

Devant l'échec flagrant de l'agriculture capitaliste, l'agro-écologie est devenue un thème omniprésent dans les débats. Loin de la volonté de constituer une alternative à la logique agro-industrielle, les acteurs institutionnels s'approprient cette notion. Le capitalisme étant rigoureusement incompatible avec cette approche, il ne peut s'agir que d'en récupérer certains éléments pour verdir l'image d'un système aux abois, et donc acculé à ne proposer que de fausses solutions, à restreindre la question à quelques pratiques agricoles, dans la plus grande incohérence.

Pour verrouiller plus sûrement le système, un outil s'avérait indispensable, la nouvelle PAC. S'inscrivant dans le logique « ultralibérale » et faisant le pari d'une agriculture 2.0, elle passe, selon B. Biteau, à côté des enjeux de la décennie. Elle continuera à encourager l'agrandissement des exploitations, à multiplier les élevages concentrationnaires, à ruiner les petits paysans, à nier le travail des femmes et à ignorer les contraintes écologiques… Jusqu'à ce que la corde lâche.

Quelle société voulons-nous construire ?

Osons regarder la réalité en face. Pour avoir considéré la planète comme un terrain de jeu, pour avoir voulu dominer le vivant – et finalement l'avoir partiellement détruit, pour avoir créé des situations parfois irréversibles, pour avoir pratiqué le déni collectif – même à responsabilité variable, le scénario le plus probable aujourd'hui est l'effondrement civilisationnel. Un sursaut massif des populations ne l'empêchera pas de se produire, mais augmentera les chances d'un futur désirable. Il devra s'orienter selon deux axes : l'utilité sociale du travail et la soutenabilité écologique des productions. Donc hors capitalisme.

On peut raisonnablement estimer que la moitié des tâches aujourd'hui remplies peuvent être qualifiées de dangereuses ou inutiles, seulement propices à la reproduction du système. Compte tenu des « externalités » négatives qu'il génère, le modèle existant n'a qu'une très faible espérance de vie. Pour avoir surexploité, surproduit, surconsommé… il va falloir décroître, désurbaniser, décomplexifier… Les périodes révolutionnaires ont très souvent permis de se recentrer sur l'essentiel : l'alimentation, la santé, l'éducation. L'avenir réside dans l'édification d'une société paysanne. Construire un mode de vie autonome basé sur l'agriculture, la solidarité, une organisation collective égalitaire, de petites unités de production agro-alimentaires, un potentiel d'innovation et de créativité, c'est précisément ce qui guide les zapatistes. Une camarade du groupe Gaston Couté s'interroge à juste titre, dans le ML d'octobre : « *Comment se fait-il qu'aujourd'hui la paysannerie ne soit pas un sujet majeur de réflexion au sein de la Fédération anarchiste* ? » La fascination par le mythe du progrès et le clinquant de la société industrielle pourraient-ils en être la cause ?

Jean-Pierre Tertrais
Novembre 2021

La vérité et la raison

Ces deux grandes et nobles notions que sont la vérité et la raison, se sont toujours retrouvées cuisinées à toutes les sauces, et le sont encore aujourd'hui. Chacun.es les triturant et les dénaturant afin de se les approprier et de les utiliser pour justifier ses propres idées et croyances. Tentons, quant à nous, de les analyser le plus logiquement et le plus rationnellement possible, afin d'en extraire leur essence la plus pure et la plus juste. Et point ici question de philosopher de manière classique ou seulement pour philosopher. Et ni encore d'élaborer théories et thèses car, à l'instar de Ludwig Wittgenstein[1], je ne conçois la philosophie de telle sorte qu'elle est une *activité de clarification logique des pensées.*

La vérité

Dans son usage le plus courant, la vérité est le caractère de ce qui est vrai et conforme à la réalité. Par exemple, dire la vérité, revient à dire ce qui s'est réellement et vraiment passé, et sans rien inventer. Dans cet usage, on considère la vérité comme une notion rationnelle et concrète, dont le contraire est la fausseté ou le mensonge.

Dans son usage plus philosophique, la vérité est, de manière très générale, la conformité de l'idée avec son objet ou la croyance en un système. Par exemple, croire en l'existence d'un dieu est pour le croyant une vérité. Dans cet usage, on considère la vérité comme une notion plus irrationnelle et abstraite, dont le contraire est le doute ou l'erreur.

Nous sommes nombreux et nombreuses à rechercher « la » vérité. Mais existe-t-elle vraiment ? Je dirais oui et peut-être ou non.

Oui lorsque sa nature est le vrai et la réalité car elle s'oppose alors à la fausseté ou au mensonge, et se veut ainsi une notion rationnelle et concrète, et peut-être ou non lorsque sa nature est la conformité d'une idée ou la croyance en un système car elle s'oppose alors au doute ou à l'erreur, et se veut ainsi une notion plus irrationnelle et abstraite.

Selon les cas et le contexte, il existe donc une vérité bien réelle ou immuable, qu'on ne peut réfuter, et une autre plus confuse ou variable, sujette à discussion.

Mais réduire le concept de vérité à cette dichotomie, bien qu'effective, serait une erreur. Mis à part ce que l'on appellera ici les vérités vraies, réelles et irréfutables, on peut avancer que chacun.e peut avoir, ou se forger, sa propre conception de la vérité. Chacun.e est donc en mesure de se l'accaparer ou d'en créer une, et de la présenter comme une vérité. Cette vérité n'en serait alors plus une.

De même que la vérité peut se définir de mille façons. On peut aussi la voir de mille façons. La penser de mille façons. Ou l'interpréter de mille façons. Personne ne peut donc prétendre détenir, « la » vérité.

Dès lors, il apparaît comme illogique et illusoire de croire en une seule vérité, qu'elle nous soit propre ou non. Certes, il existe bien des vérités, ou des notions qui s'en approchent, mais il n'en existe pas une seule, mais une multitude, et aussi bien qu'il existe des contrevérités, et ce, quel que soit le domaine.

Par exemple, lorsque les « experts » des plateaux télé inféodés au système dominant prétendent comme une vérité que la croissance économique et que la démocratie représentative sont les seules façons de faire, nous devons nous méfier car il s'agit de « vérités » n'en reconnaissant aucune autre, sinon des pires.

PREMIÈRE PAGE DE LA PRAVDA (LA VÉRITÉ) DU 16 MARS 1917

Российская Социал-Демократическая Рабочая Партия

ПРАВДА

ОРГАНЪ Центральнаго Комитета и Петербургскаго Комитета Р. С.-Д. Р. П.

№ 10. Четвергъ. ЕЖЕДНЕВНАЯ ГАЗЕТА. 16-го марта

ПРИВѢТЪ ПОЛЬСКОМУ НАРОДУ.

НАРОДУ ПОЛЬСКОМУ.

La raison

Dans son acceptation générale, la raison est considérée comme une faculté intellectuelle par laquelle l'homme connaît, juge et se conduit, dont la mise en œuvre lui permet de créer des critères de vérité et d'erreur, et d'atteindre ses objectifs. Ainsi, la raison est censée guider l'être humain en se basant sur son intelligence, ses perceptions et sa mémoire, tout en faisant abstraction de ses préjugés, ses émotions et ses pulsions. Par exemple, s'il est prouvé et entendu que le salariat est une forme d'esclavage moderne, alors la raison nous conduirait d'y mettre fin immédiatement. Dans son acceptation générale, la raison est par conséquent une notion basée sur un raisonnement logique et rationnel, dont le contraire est la bêtise ou l'intuition.

Dans son sens philosophique, la raison est un ensemble de principes directeurs de la connaissance et de l'action. Par exemple, selon Aristote[2], *une même chose ne peut pas, en même temps et sous le même rapport, être et ne pas être dans un même sujet*. Ce qui nous permet de déduire que A est différent de non A. Il est admis que le sens philosophique de la raison se confond avec son sens général puisque basé sur le même raisonnement logique et rationnel qui reconnaît le même contraire dans la bêtise ou l'intuition.

Beaucoup pensent avoir raison. Certain.es d'entre nous, même. Et d'autres qui pensent autrement aussi, pensent avoir raison. Alors, comment savoir qui a raison ?

Pour tenter de répondre à cette question complexe, nous pouvons dans un premier temps reprendre les réflexions énoncées dans le paragraphe précédent, car nombre d'entre elles, valables pour la vérité, le sont aussi pour la raison. De même que personne ne peut prétendre détenir « la » vérité, personne ne peut prétendre détenir « la » raison.

Je dirais ensuite que nous devons bien comprendre qu'il n'existe pas forcément qu'une seule raison admise et valable. Ce qui est raisonnable pour une personne ou un domaine ne l'est pas forcément pour une ou un autre. Et puis, qu'est-ce-qui est raisonnable ou ne l'est pas ? Et encore, est-il toujours bon de l'être, raisonnable ?

Je dirais enfin qu'il nous appartient de nous baser sur la connaissance et l'expérience, mais surtout et là aussi à l'instar de la vérité, sur la logique et la rationalité. Et en allant plus loin encore, en prenant en compte ce qui est plus logique ou plus rationnel que quelque chose de seulement logique ou rationnel.

Ne dissertons pas ici sur ce qui est évident ou admis, mais attachons-nous à ce qui fait dissensus ou désaccord.

Pour cela, prenons un exemple. Nous savons aujourd'hui que l'extractivisme et le productivisme nuisent fortement, à long terme, à la Terre et à ses habitants, et qu'en adoptant une vie plus simple et débarrassée des maux de la consommation de masse nous pourrions aisément nous en passer. La raison nous indique donc de cesser sur le champ ces pratiques destructrices. Cependant, les partisans de l'extractivisme et du productivisme rétorquent que l'humanité en a besoin si elle ne veut pas péricliter ou retourner à l'Âge de pierre, ne lorgnant surtout que sur les bénéfices à court terme tout en niant les effets négatifs sur notre planète et le vivant. La raison nous indique alors de n'extraire de la Terre que les ressources nécessaires à notre existence et de ne produire que ce que nous avons réellement besoin.

Prenons un autre exemple. Nous savons aujourd'hui que les systèmes hiérarchiques créent des tensions et des inégalités, elles-mêmes nuisibles à la bonne vie en société. La raison serait donc de supprimer les hiérarchies pour les remplacer par l'autogestion par exemple. Néanmoins, les partisans des hiérarchies objectent que sans chef, c'est le bordel. La raison serait alors de remplacer les chefs, par exemple par des mandatés révocables qui n'auraient aucun pouvoir de subordination.

Derrière ces deux exemples volontairement réducteurs se cache la volonté de démontrer qu'en raisonnant de manière logique et rationnelle, l'on peut atteindre une certaine raison en faisant tout simplement appel au bon sens. Il est évident que ce n'est pas si simple en réalité car tout un tas de paramètres entrent en compte, mais il est largement possible, et même souhaitable, pour la survie de l'humanité, de parvenir à mettre en œuvre ce qui se rapproche le plus de la raison.

LÉGENDE

La vérité et la raison guident toute mon action philosophique, politique et au-delà. Pour ma part, j'essaye toujours de tendre le plus possible vers une certaine vérité pluridimensionnelle et vers une certaine raison consensuelle, en m'appuyant principalement sur la logique et la rationalité. Et pour cela, nul besoin d'être un « expert » ou un « intellectuel ».

Les anarchistes et les libertaires ne détiennent pas plus que les autres « la » vérité et « la » raison. Pourtant, bien souvent, par les valeurs qu'ils défendent, telles l'égalité et la justice pour n'en citer que deux, ils et elles s'en approchent de manière significative.[3]

Frédéric Pussé
Fédération anarchiste
Moselle/Luxembourg

1. Ludwig Wittgenstein : 1889-1951, philosophe et mathématicien autrichien, puis britannique.
2. Aristote : 384-322 avant notre ère, philosophe et polymathe grec de l'Antiquité.
3. Sources et inspirations pour cet article : *Wiktionnaire* et *Wikipédia*.

Tagore pour « Une n'autre école »?

> « L'unique désir que l'on a cultivé dans le cœur des enfants a été l'ambition de réussir dans le monde et pas celui d'atteindre un certain degré intérieur de perfection et de parvenir à la liberté. »
>
> Rabindranàth Tagore

« J'ai tenté de fonder une école où les enfants pourraient être libres malgré l'école ».

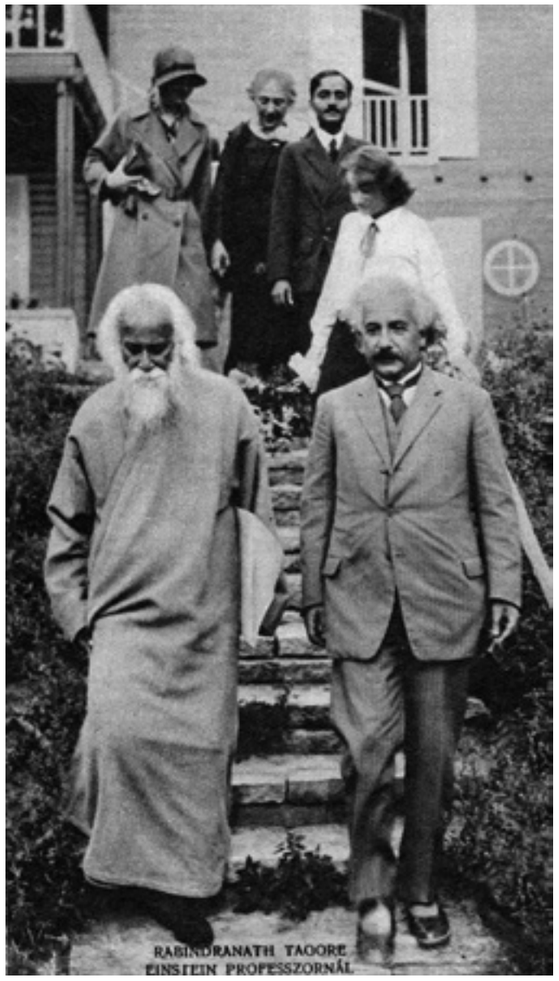
Il s'agit d'une anthologie de textes sur l'éducation, du philosophe et poète indien Rabindranath Tagore, peu connu en Europe tant pour son œuvre que pour ses textes sur l'éducation, écrits entre 1892 et 1930. Elle a été réalisée par N. Baillargeon et C. Santerre sous le titre *Une école sans mur* qui n'est pas sans rappeler *Une société sans école* Yvan Illitch. Tagore ne se contenta pas de « théoriser » l'école mais grâce à sa fortune en créa une en 1901 : « La demeure de paix » à Santiniketan à 160 km de Calcutta, bientôt suivie d'une université. Tagore sans être libertaire était, selon les auteurs « proche de certains courants [...] qui favorisent l'autogestion et les coopératives ». Abolitionniste en matière de castes, il apparaît donc, toute mesure gardée, comme un Tolstoï indien y compris dans sa dimension spiritualiste.

Les chemins de la liberté

Néanmoins, par bien des aspects, sa conception de l'éducation rejoint celle des libertaires, son texte *Mon école* (1919) en témoigne. Pour lui aussi l'école « *est une machine spécialement conçue pour fabriquer des individus pareils les uns aux autres* ». Il poursuit : « *c'est pourquoi ce formatage m'est apparu absolument intolérable* ». De fait, l'école traditionnelle éloigne l'enfant de la nature, elle « *vole à l'enfant sa terre pour lui apprendre la géographie, sa langue pour lui apprendre la grammaire* ». De plus, comme en pédagogie Freinet ou avec Korczak, les enfants ont « *leur place et leur rôle à jouer dans la gestion de l'école et, en ce qui concerne les punitions, nous nous en remettons essentiellement à leur propre cour de justice* ». Enfin tout comme les anarchistes, il préconise une école de la liberté par la liberté. « *Je crois*, écrit-t-il, *que l'objet et la fin de l'éducation est la liberté de l'esprit qui ne peut s'atteindre que par les chemins de la liberté, et cela même si la liberté, comme la vie elle-même, comporte des risques et des responsabilités* ».

Des enfants, pas des robots

Dans *De l'éducation et de ses problèmes*, il dénonce un peu à la manière Oury/Pain, les écoles casernes du colonialisme britannique. Pour lui, « *ce que nous appelons une école dans ce pays est en réalité une usine* [... d'où les élèves rapportent le soir] *quelques pages de savoirs manufacturés* » En d'autres termes, « *les écoles ne sont guère mieux que des usines à produire des robots* » où les enfants sont coupés de leur lien avec la nature. Comme Roorda, il dénonce la maltraitance scolaire des corps et des esprits. « *Comme nous faisons souffrir la jeunesse*, écrit-il, *en enfermant l'éducation derrière des murailles et en la barricadant derrière des grilles sous l'œil d'un gardien* »! Et tout comme Faure à la Ruche, il prône l'autosuffisance de chaque



TAGORE ET EINSTEINEN JUIN 1930

école. Pour Tagore « i*l devrait y avoir une petite étendue de terre que les élèves aideraient à cultiver et qui fournirait de la nourriture à l'école* ». Ailleurs dans *Vicissitudes de l'éducation*, il dénonce l'inutilité du « par cœur » en particulier pour les jeunes Bengalis en matière d'apprentissage de l'anglais. « *Nous ne pouvons*, écrit-il, *assimiler le texte qu'en apprenant par cœur, par routine, sans comprendre, ce qui revient à avaler de la nourriture sans la mâcher* ». Tout comme Guillaume, il considère aussi qu'il faudra dire à l'enfant « *de ne pas toujours s'en remettre à sa mémoire et lui fournir de nombreuses occasions de penser par lui-même et de se servir de son imagination* ».

Apprendre en mouvement

Un autre texte *L'école d'un poète* précise la pensée de Tagore en matière de pédagogie. Texte où il condamne l'école colonialiste en ces termes : son but « *était la continuelle conversion des non-civilisés* ». Ne retrouve-t-on pas le même esprit chez Falloux et son projet de moraliser la classe ouvrière ou encore celui de Ferry visant à transformer l'enfant en petit soldat de la République bourgeoise? Tagore crée une école hors les murs, donnant aux enfants « *l'occasion de trouver leur liberté dans la nature* [...]. Parmi les sujets enseignés en plein air, à l'ombre des arbres, étaient la musique et la peinture » : des modalités pédagogiques parallèles aux sorties organisées par Robin et Freinet. On y retrouve aussi la même préoccupation que chez Faure, par exemple, de développer autant la main que le cerveau. Il souhaite qu'une éducation : « *tenant compte de l'unité organique de l'individu et nécessitant un stimulant de toutes les facultés, corporelles aussi bien que mentales* ». Autre parallèle avec les penseurs de l'école de la liberté, Tagore dénonce, tout comme Ferrer les pratiques de décervelage, en l'espèce celle des missionnaires. « *Animés d'une fierté sectaire*, écrit-il, *tout en professant une fraternité universelle, ils emploient des textes d'école qui empoisonnent les jeunes esprits influençables. J'ai cherché à protéger nos enfants de ses aberrations* ». Ainsi, déplore-t-il en 1924, dans *Aux enseignants* que l'enfant « *soit assujetti à la fabrique de l'éducation, sans vie, sans couleur, dissocié du contexte de l'univers, entre les murs blancs et nus, fixes comme les yeux des morts* ». Il met alors en garde les éducateurs « *qui croi*[ent] *aux leçons préfabriquées plutôt qu'aux leçons de vie, ce qui non seulement nuit au développement de l'esprit de l'enfant, mais le gâche forcément* ». Il souligne dans *L'art du mouvement en éducation* combien le corps est essentiel aux apprentissages en particulier pour tout ce qui touche à l'expression et à la réflexion. « *C'est en allant à l'école que nous commettons nos premiers faux pas. Là, nous sommes obligés de penser assis* ». Roorda partageait ce point de vue. Il ajoute « q*ue si le corps était actif dans toutes ses fonctions, nous pourrions apprendre d'autant plus* ».

Pour une éducation émancipatrice

Le regard de Tagore ne concerne pas seulement l'enseignement primaire. Sa critique porte aussi sur l'Université coloniale qui ne visait qu'à « *produire les porteurs du fardeau de l'homme blanc* ». Il affirme encore dans le texte intitulé *Une université orientale,* cette fois de manière générale : « j*amais les universités ne devraient se transformer en organisations mécaniques pour recueillir et distribuer le savoir* ». Il préconise une université ouverte à toutes les cultures et à l'esprit critique et rappelle une règle absolue « *que nous sommes*, écrit-il, *enclins à oublier, c'est qu'un maître ne peut jamais enseigner s'il ne continue pas lui-même à apprendre* ». En bref, il s'inscrit comme bien

d'autres éducateurs (Condorcet, Proudhon, Freire, Schwartz...) dans l'utopie de l'éducation permanente.

À contre-courant de son époque et de la nôtre, il déplore que, par l'éducation donnée « *l'unique désir que l'on a cultivé dans le cœur des enfants a été l'ambition de réussir dans le monde et pas celui d'atteindre un certain degré intérieur de perfection et de parvenir à la liberté* ». Tout pédagogue libertaire peut se retrouver dans un tel propos?

Étonnantes convergences en matière d'éducation entre l'indien Tagore, le russe Tolstoï, le catalan Ferrer, les Français Robin et Faure ou encore le Néderlando-Suisse Roorda. En fait, rien d'étonnant à cette internationale de l'éducation et aux idées communes qu'elle affirme : simplement un souhait partagé de permettre aux individus de devenir des humains fiers et libres en capacités de choisir leurs voies (voix) et d'agir sur le monde en conscience.

L'ouvrage se clôt par un entretien avec le prix Nobel, Amartaya Sen qui fut élève à l'école de Santiniketan. Il confirme l'esprit de liberté qui régnait dans « l'établissement ». Il déclare : « *je me souviens de ces années comme ayant été de merveilleuses années d'école. J'appréciais beaucoup le fait que j'apprenais des choses et que je le faisais, guidé par ce qui m'intéressait* ».

Hugues
Groupe Commune de Paris

Tagore R., 2021, *Une école sans murs*, Québec, Écosociété
Pour en savoir plus, un film sur Tagore :
http://www.meirieu.com/EDUCATION%20EN%20QUESTION/tagore.mp4

Zemmour : « La colonisation a apporté la lumière »

Le 13 septembre 2021, invité à une rencontre par le Mouvement Conservateur, Zemmour a déclaré : « La colonisation française a été une bénédiction pour les peuples colonisés. Elle leur a apporté la lumière ». Voici l'une des expériences que moi, j'en ai eu, en tant qu'enfant français d'Algérie*, il y a maintenant soixante ans.

MISSIOS DES PÈRES BLANCS - UNE ÉCOLE PRESBYTÉRIALE EN AFRIQUE ÉQUATORIALE
CARTE POSTALE DES ANNÉES 1930 © COLLECTION SIROT / ANGEL / LEEMAGE / WIKIMEDIA COMMONS

Depuis le cessez-le-feu prévu par les accords d'Evian, la plage de Trouville, en Algérie, naguère noire de monde, est très tranquille. Il règne sur la « Riviera » de l'Oranie un silence curieux où l'on n'entend plus que le bruit de la mer, du vent et des oiseaux. La beauté tranquille des fenêtres à croisillons n'abrite plus de rires ni de fêtes sonores. Les postes de radio ne jettent plus leur voix nasillarde à la face du ciel. Il n'y a plus que nous, ou presque, sur le plateau.

De l'autre côté de la piste caillouteuse qui mène de notre cabanon, une maisonnette de deux pièces-cuisine, au bord de la falaise surplombant la plage, se dresse un petit bâtiment carré de quatre mètres sur quatre. Depuis des années il est occupé par une famille algérienne sans histoires. L'homme est berger et un peu maraîcher. Souvent je l'ai vu venir proposer à ma grand-mère des figues, des tomates, des choux, parfois un lapin braconné dans le maquis, qui débute à une cinquantaine de mètres derrière notre jardinet.

Ce sont des gens simples et discrets. Leurs nombreux enfants ne vont jamais à la plage, pas plus que Fatiha, la mère, qui de temps à autre vient aider à faire la cuisine et le ménage contre une petite pièce et des vêtements en double.

Mais on ne se mélange pas. Je ne les ai jamais vus manger ni boire à notre table, et ils ne nous ont jamais invités. Il ne m'est pas arrivé de jouer avec leurs enfants, dont pourtant un ou deux semblent avoir mon âge.

Depuis quelques jours, je ne vois plus personne passer en direction de la maison de Fatiha. Je ne sais pas ce que cette famille est devenue ; elle paraît avoir disparu toute entière d'un coup. Je n'entends plus parler arabe de l'autre côté des maigres cyprès et des myoporums. Je ne sens plus l'odeur des couscous et des tagines, ni celle des brochettes de mouton, qui produisent cette si caractéristique odeur de Vieille Algérie. Il n'y a plus de linge aux fils de fer de l'arrière-cour. Tout cet ensemble bariolé de tissus, si exotiques d'allure pour moi, aux formes totalement illogiques pour un Européen, les voiles immenses, les djellabas qui forment comme des fantômes crucifiés, des tissus pour les turbans, accrochés aux fils comme les vagues de la mer, en guirlande… Tout à disparu.

Mon père dit qu'ils sont allés voir de la famille, dans l'Intérieur, et qu'ils reviendront sûrement bientôt. Je m'enhardis. C'est l'heure de la sieste et les adultes dorment, selon leur habitude, une petite heure ; certains sur une chaise longue dans la véranda, d'autres dans les chambres. Quelques-uns sur de vieux lits de camp, du surplus américain de la seconde guerre mondiale. Increvable coton du Mississippi, éternel hêtre des Montagnes Rocheuses, aussi dur que de la pierre…

J'en profite pour sortir et traverse la piste ensoleillée, en direction du jardin de nos voisins arabes, en espérant ne pas être surpris.

La bâtisse n'a qu'une fenêtre en forme de meurtrière, fermée pas un rideau, sans volet. Je la contourne pour atteindre la porte, passe devant une sorte de trou puant qui a dû faire office de toilettes extérieures, couvert simplement par un morceau de tôle ondulée galvanisée. Un fût rouillé, contre le mur, sous la gouttière, sert peut-être à recueillir l'eau de pluie pour le jardin.

J'ouvre la porte sans difficulté. Personne n'a répondu à mes appels, ni quand j'ai frappé. Il fait noir lorsque je pénètre à l'intérieur. La vive lumière de l'embrasure éclaire alors une chambre unique. Il n'y a pas de lit. Deux banquettes de bois, des tapis de jute grossiers, une vieille cantine militaire ouverte et vide, des ustensiles empilés, quelques coussins par terre.

C'EST AVEC 76 900 HOMMES QUE LA FRANCE ASSURE LA PAIX
ET LES BIENFAITS DE LA CIVILISATION À SES 60 MILLIONS D'INDIGÈNES

Un chat pelé me file entre les pattes. J'observe ce qui a été la maison d'une famille de six personnes à vingt mètres de nous, pendant tout ce temps. Dans l'ignorance et l'incompréhension mutuelles, d'un côté la vie française, de l'autre, si près, à la toucher, l'existence obscure du colonisé. Je n'étais jamais entré dans un douar, surtout pas à Tlemcen, où c'est si impossible et si dangereux.

Cette pauvre pièce carrée où une famille entière a vécu dans la promiscuité, sans électricité ni eau courante, à côté de notre abondance, de nos chants, de nos rires, de notre bonheur si étanche aux choses extérieures, symbolise et résume l'écart inique qui a provoqué la guerre.

Et, confusément, je me dis que si nous quittons l'Algérie, Fatiha, son mari, ses enfants s'installeront dans notre cabanon déserté. Et sans doute auront-ils mille raisons de le faire, après tant d'années de silence et de politesse, pour toucher enfin le salaire de leur infinie patience ».

Si c'est, comme l'affirme Zemmour, de la lumière que nous leur avons apportée, je témoigne ici que c'était une lumière ténébreuse. Les déclarations de ce clown sont une insulte à la vérité historique, au peuple algérien, et à tous ceux qui refusent la colonisation, l'ont combattue, et la combattent encore. Sortons ce clown !

Philippe Paraire

*Extrait de *Avoir dix en en Algérie, chroniques d'un enfant dans la guerre*, par Philippe Paraire, en vente chez Publico.

WANTED
DEAD OR ALIVE

Les éditions libertaires, membres de la commission Sauvé (Sauvez-nous d'eux) ont besoin de vous pour démasquer le Démon qui, non seulement sévit dans ce lieu de turpitude qu'est l'Église, mais tente également de s'infiltrer chez nous.

La preuve, ces deux photos récupérées chez Père Touche-Touche à Rome par Ed Merlieux et Ted Chaucre, les deux célèbres enquêteurs des services secrets de la FA. Sur l'une, on voit un grand escogriffe tentant d'attirer un petit des jeunesses libertaires en lui disant qu'il a l'adresse mail de Bakounine. Sur l'autre, une sainte nitouche a dissimulé sa Bible derrière une couverture aguichante.

Ces photos dateraient de quelques années et auraient été prises dans le nord de la France lors d'une fête anarchiste. Mais nous n'en savons pas plus. Ni sur le lieu, ni sur l'identité de ces deux soldat(e)s du Christ. Aussi aidez-nous à démasquer ces deux zèbres.

Les éditions libertaires offrent un abonnement d'un an au Monde Libertaire au premier ou à la première qui identifiera l'un ou l'autre. Nous écrire à editionslibertaires@wanadoo.fr

BARACOA. DEUX À CUBA

Le premier long métrage du cinéaste argentin Pablo Briones dépeint le quotidien de deux enfants dans la grande banlieue de La Havane. Sean Clark et Jace Freeman partagent la réalisation de ce film qui brouille les frontières entre fiction et documentaire en accentuant les liens doux-amers de l'enfance, pleine de taquineries, d'espièglerie et de tendresse innocente.

C'est un film sur la vie quotidienne de deux enfants cubains quand les vacances d'un été caniculaire viennent de commencer : Antuán, treize ans, à l'allure modeste et au tempérament explosif, et Leonel, neuf ans, mince, réservé et sensible. Les deux amis ont grandi à Pueblo Textil[1], un village cubain. Ils sont les seuls protagonistes de cette fascinante promenade dans des paysages abandonnés où les terres non-cultivées et les friches industrielles témoignent de la débâcle économique qui affecte l'île de Cuba.

L'errance des deux garçons autour de leur village nous permet d'appréhender la triste réalité de la campagne cubaine. Pas de terres cultivées, mais une immense friche où des vaches flânent au hasard comme le font Antuán et Leonel. Ici et là de vastes hangars désaffectés, une carcasse de voiture (sans roues, sans sièges, sans volant), une grande piscine vide, des terrains de jeux misérables rouillés et désertés composent un paysage qui ne peut guère enthousiasmer les garçons. Mais cela serait sans compter sur leur puissance vitale et leur imagination.

Leonel et Antuàn font semblant de conduire la voiture, assis sur le châssis rouillé, le moment est aussi poétique que plein de mélancolie. Bientôt, ils ne trouveront plus ces rêves d'enfant si amusants. « *N'as-tu jamais rêvé les yeux ouverts ?* », demande Leonel à Antuán. « *Il faut fixer son regard sur quelque chose et penser à ce que l'on veut, comme l'endroit du monde où l'on aimerait vivre* ».

En marge des autres enfants du village, leur amitié tourne autour de jeux et de bagarres, de conversations sur la vie quotidienne, de questions existentielles, de plaisirs simples et de beaucoup d'ennui. Mais lorsque Antuán s'installe à La Havane, Leonel va devoir réévaluer sa vie et sa place dans le monde.

Deux gamins et c'est tout

Les réalisateurs se concentrent exclusivement sur la vie intérieure des gamins et la construction de leur identité, laissant volontairement leurs familles et leurs autres relations sociales en dehors de l'histoire. Cette absence nous amène à nous demander (avant d'entendre la voix de la mère de Leonel) si les enfants vivent seuls. L'amitié entre Antuán et Leonel existe sous nos yeux, elle seule compte, elle nous montre comment leurs personnalités se complètent au fil de l'histoire, ainsi que les différences qui menacent de les séparer une fois l'enfance terminée.

Une grotte pour initiation

La première partie de *Baracoa*, caractérisée par la paresse estivale qui imprègne chaque scène, nous oblige à suivre le rythme quotidien imposé par Antuán et Leonel, avec des découvertes, des sons étouffés et une clarté qui laisse bientôt place à l'obscurité de la nuit. Une nuit très spéciale qui se matérialise dans la terrifiante grotte que les enfants ont décidé d'explorer.

Atteindre le centre de la grotte leur permet de révéler des désirs qu'ils n'avaient pas encore exprimés. Les deux amis tentent d'y voir clair à l'aide de torches qu'ils confectionnent eux-mêmes, pour ne pas avancer en aveugle. Entrer dans l'âge adulte, c'est aussi dur et troublant que de trouver un chemin dans une grotte sombre. La métaphore est joliment filmée. Il n'y a de lumière possible qu'au fond de soi.

Leur retour à la lumière semble les avoir complètement changés. À partir de ce moment, les deux amis, qui avaient jusqu'alors été filmés ensemble, commencent à apparaître dans des scènes séparées, jusqu'au départ soudain d'Antuán. La magie de l'enfance sera alors remplacée par la brutalité d'une masculinité stéréotypée apparue sous la forme d'une bataille d'oreillers dans la maison du père d'Antuán à La Havane. Aucune expression d'émotion n'est la bienvenue.

A la recherche de non-acteurs

« *Ils jouent leur propre rôle, les grands-mères que vous voyez dans le film sont leurs grands-mères, le village, Pueblo Textil, est le vrai village et tous les personnages portent leur nom, ce qui se passe dans le film est leur réalité, mais en même temps, c'est une fiction, parce que tout ce qui se passe est fixé dans un scénario* », explique le cinéaste Pablo Briones. Le projet initial est né d'un atelier animé par le cinéaste iranien Abbas Kiarostani, à l'école de cinéma de San Antonio de los Baños, près de La Havane.

« *J'ai eu l'idée de faire un court-métrage avec un enfant et je suis allé dans un petit village très proche de là, à la recherche d'un enfant pour mon histoire* ». En peu de temps, le cinéaste était entouré de nombreux enfants intéressés par le projet, quand Antuán et Leonel sont apparus, le plus âgé avec son bras sur l'épaule du plus jeune, comme on les voit souvent dans le film.

« *Ils sont venus me demander ce que je faisais là* », s'amuse le cinéaste. Lorsqu'il a expliqué qu'il était à la recherche d'un enfant, Leonel, intrigué, a demandé : « *Alors, que se passe-t-il dans votre film ? J'ai expliqué que c'était l'histoire d'un garçon qui cherchait son chat* ». « *C'est mieux si nous sommes deux* », argumenta Leonel, « *comme ça, nous pourrons le trouver plus vite* ». Le cinéaste s'est amusé des propositions de scénario faites par les deux amis. Une connexion avec les enfants est née de leurs échanges et il a décidé de bouleverser son idée originale.

Une caméra pour accompagner

Le film, très intimiste, se joue à hauteur d'enfants, et si la caméra tend à se faire oublier, dans beaucoup de situations, on sent qu'elle est toujours là. Nous ne sommes jamais loin d'une dimension fictionnelle. C'est le cas de la longue séquence où les deux garçons s'enfoncent dans l'étroit boyau de la grotte ou bien lorsque la caméra suit de manière contemplative Antuán et Leonel qui se promènent dans les paysages ruraux de Pueblo Textil, où se trouve la fameuse plage de Baracoa. Le titre du film est trouvé.

« *Le film est très représentatif de l'enfance à Cuba. Les enfants sont très à l'aise, ils ont beaucoup de liberté, ils jouent avec des choses simples, ils ont une vie communautaire très forte et beaucoup de contact avec la nature, ils jouent avec peu de choses mais s'amusent beaucoup* », dit Briones.

Ce qu'ils aiment le plus, c'est se provoquer mutuellement. Leonel reproche à Antuán d'avoir peint une mèche de ses cheveux en blond. Antuán répond que c'est à la mode et dit à Leonel qu'il ne sait pas nager. Leonel accuse Antuán d'être un menteur et de ne parler que pour frimer, quand il lui dit qu'à la Havane dans l'appartement de son père ou il vivra, il y a des ordinateurs et des télévisions. Les deux compères passent leur temps à se lancer des *chuchos*, comme on dit à Cuba, c'est-à-dire des provocations, des choses pour faire réagir l'autre.

Entrainés par la foule

La tension est forte lorsque Leonel part à La Havane pour rendre visite à Antuán. Ici, au milieu de complexes d'appartements densément peuplés, les deux amis ne se promènent pas librement, mais jouent à des jeux vidéo. Un soir, ils sortent seuls pour aller au carnaval. Après de nouvelles provocations, ils se séparent, Leonel marche seul, perdu dans la foule dans un endroit qu'il ne connaît pas. On a soudain peur pour lui.

« *Créer ce moment dramatique où ils se séparent est une situation un peu dangereuse; ils sont au milieu d'une ville bondée, mais même au moment du carnaval à La Havane, il y a beaucoup plus de sécurité que dans la plupart des capitales d'Amérique latine. Le risque de se perdre faisait partie du scénario* » déclare Pablo Briones lors d'un entretien.

Le film est très représentatif de la vie des enfants à Cuba. Les enfants sont très à l'aise, ils ont beaucoup de liberté, ils ont beaucoup de contacts avec la nature, les jouets n'existent pas. Ils jouent avec des choses simples, mais avec beaucoup de plaisir. Le film porte un regard sociologique sur la vie à Cuba, par exemple, à travers certains objets typiquement cubains à l'instar de cette sorte de planche à roulettes munie d'une barre de direction qui sert à transporter des charges comme à se déplacer.

La dernière partie du film, tournée en bord de mer, sur le Malecón de La Havane, est saisissante. Si le cinéaste voulait nous montrer la différence entre les deux Cuba, celle de la campagne dépeuplée ou nos amis erraient en toute liberté et celle de la Havane qu'il choisit de filmer en plein carnaval, c'est réussi parce que le choc est brutal sur Le Malecón, le centre d'attraction des enfants. Pablo Briones nous avaient habitués à suivre la solitude de nos deux amis et les voilà qui plongent et s'amusent dans la mer avec une multitude d'autres enfants qui sautent dans l'eau dans une sorte de compétition à celui qui réussira la meilleure *voltereta*, le meilleur saut. Leonel peut alors être émerveillé par la foule, les lumières, et la baignade devient pour lui un plaisir dès lors qu'elle est partagée.

Le bouleversant monologue de Leonel qui clôture cette plongée dans l'enfance prend enfin son caractère universel. Il est question de la vie, de l'espoir qu'elle soit belle, de son épanouissement, de sa puissance, à Cuba ou ailleurs.

Baracoa est un film sur l'enfance d'une rare authenticité.

Mireille Mercier et Daniel Pinós

1. La communauté d'Ariguanabo ou Pueblo Textil est un village bâti à partir d'une initiative de Fidel Castro. Il pensait alors qu'en raison de « *son élévation et de sa végétation luxuriante, ce serait un lieu idéal pour la santé de ses futurs habitants* ». Des ateliers textiles et des logements sociaux y furent construits au début des années 1970. La désindustrialisation du secteur textile provoqua la fermeture des usines et entraîna la migration d'une grande partie de la population vers La Havane.

UN VOYAGE SUR LES TRACES DE FRIDA KAHLO

Un documentaire-fiction de Giovani Troilo

Restait-il encore quelques choses à dire à propos de cette artiste, de cette icône à la renommée internationale dont tout un chacun connaît le visage androgyne décliné sur des objets de consommation en tout genre ?

Grace aux six chapitres de ce voyage à la recherche de Frida, au cœur de Mexico, les multiples facettes de cette plongée psychanalytique nous entraînent, prisonniers d'une descente aux enfers autant que d'une montée en lumière, à l'image de l'œuvre de Frida Kahlo dont la puissance vitale nous rappelle que tout est bon à prendre dans la vie, la douleur comme le plaisir.

Quelques traces que l'on sait d'elle

Le spectateur découvrira comment l'œuvre du peintre plonge ses racines dans l'art précolombien, dans la peinture traditionnelle du XIXe siècle, dans les retables mexicains, ainsi que dans l'art et l'engagement politique des hommes de son temps. Alternant images d'archives, représentation onirique d'une quête de soi, servi par la comédienne Asia Argento, la narratrice, dont la voix s'approprie avec justesse et respect les propos de Frida, ceux de ses lettres, journaux intimes et confessions privées, Giovani Troilo dès les premières secondes nous tend le fil rouge de sa narration avec cette cruelle confession : « J'ai perdu deux enfants et quelques autres objets, ma peinture est là pour combler ce vide. » Le cadre est jeté.

En 2004, la salle de bains de la maison bleue de Mexico, la Casa Azul, (aujourd'hui le musée Frida Calo), restée fermée pendant plus d'un demi-siècle ouvre ses portes. Les objets retrouvés dans quelques boîtes, seront mis en lumière. « Des merveilles » selon les termes de Hilda Trujillo, directrice du musée. Pour la première fois, le documentaire montre des photographies et des objets appartenant à Frida, que seuls quelques privilégiés avaient pu voir, notamment des clichés de Graciela Iturbide qui a photographié la salle de bain de Frida telle qu'elle se dévoila en 2004.

La vie de Frida Kalho réservait donc encore des secrets - fussent-ils enfouis au fond d'une salle de bain. Diego Rivera avait demandé qu'elle reste fermée durant quinze ans, elle le restera cinquante longues années. Ces images inédites nous sont présentées progressivement comme des lambeaux que l'on retire doucement d'une blessure encore ensanglantée.

Une vie de douleurs

Issue d'une famille qui se réclamait du mouvement zapatiste, petite, Frida Kahlo se rêvait médecin, on l'imaginerait volontiers en psychanalyste si le sort ne l'avait pas frappé. Elle attrape la polio, maladie qui infecte sa colonne vertébrale et déformera définitivement sa jambe droite mais c'est à l'âge de 18 ans, en 1925, que le véritable drame de sa vie se produit, lorsque le bus qui la ramène de son école fait une sortie de route. Les images d'archives d'un accident similaire filmé en noir et blanc nous sont présentées au ralenti, obsédantes images qui nous rappellent que la vie peut basculer en une fraction de seconde et qu'elle est faite avant tout de chair et de sang.

Frida écrira : « J'ai eu deux accidents graves dans ma vie. L'un, c'est quand un tramway m'a écrasée. L'autre, c'est Diego ». Amour et malédiction, les deux intimement mêlés pour le meilleur et pour le pire, ils se marièrent, divorcèrent et se remarièrent. Le film nous rappelle à quel point Frida restera sous l'emprise de cette passion dévorante pour le peintre muraliste et militant communiste qu'était Diego Rivera. Les avis seront partagés sur la question du féminisme. Est-ce que l'on peut vivre à la fois sous l'emprise d'un homme toute sa vie et être une femme libre ? À chacun sa définition de la liberté.

De Léon à André

Ils accueilleront chez eux, dans la Casa azul de Coyoacán, les époux Trotski[1], lorsqu'en 1937, le président Lázaro Cárdenas del Río leur accorde l'asile politique. Frida aura une liaison avec Léon Trotski et sera interrogée douze heures durant, après l'assassinat de celui-ci[2].

Dans le film de Troilo, on retrouve les principales valeurs de l'œuvre de Frida Khalo, à commencer par la couleur, beaucoup de couleur, le rouge sang omniprésent, mais aussi sa relation avec la tradition populaire, l'amour, la mort, le métissage, une personnalité magnétique et ce quelque chose de puissant que le poète André Breton - lors d'un voyage au Mexique pour écrire le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant* avec Trostki et Rivera - définissait comme « un ruban attaché autour d'une bombe ». À côté des prothèses, des corsets rigides de la femme physiquement humiliée, il y a l'énergie de la femme amoureuse de la tequila et des mariachis, capable de transformer la douleur en œuvre d'art.

« Je ne connais rien de mieux que moi-même. » Frida passera sa vie à s'analyser, à travers ses auto-portraits dont les plus célèbres présentés dans le documentaire sont « Les deux Fridas » de 1939, « La colonne brisé » de 1944 et « Le cerf blessé » de 1946.

Lorsqu'André Breton voulut la rapprocher du courant surréaliste elle déclina l'invitation avec ses mots implacables de réalisme : « Ils pensaient que j'étais une surréaliste, mais je ne l'étais pas. Je n'ai jamais peint de rêves, j'ai peint ma réalité »

FRIDA KAHLO, *LA COLONNE BRISÉE.*

Alors ?

Frida femme libre ? En tant que femme capable de se représenter dans une singularité qui la rend universelle, oui, furieusement libre, irrécupérable, et c'est en ça qu'elle sera toujours révolutionnaire. On aimerait être aussi libre qu'elle l'a été. Parce qu'on aimerait tous pouvoir avec autant de génie sonder en soi les recoins les plus énigmatiques, les plus douloureux pour comprendre qui nous sommes, nous, les petits êtres de chair de sang et d'esprit ? Se hisser dans une représentation de soi, au-dessus de soi. L'art qui élève, l'art qui soigne tous les maux même les plus cruels. Frida n'a été que ce qu'elle voulait être au-delà de ses douleurs physiques aussi violentes que ses douleurs morales. Esprit et chair intimement mêlés.

Aucune récupération politique, c'est probablement cela qui rend ce documentaire attachant. Lorsque l'on aperçoit le drapeau mexicain recouvrir son cercueil, on a envie de remplacer le marteau et la faucille, placés là par Diego Rivera, par des singes, des perroquets, des palmiers, des couleurs vives, des motifs aztèques, les robes des femmes de Teotihuacan…

Sortie du film le 24 novembre

Mireille Mercier et Daniel Pinós

1. En 1917, Trotski est le principal acteur, avec Lénine, de la révolution d'Octobre. Durant la guerre civile russe, il fonde l'Armée rouge et se montre partisan de mesures de Terreur : son action contribue à la victoire des bolcheviks. Trotski et l'Armée rouge, qui ont passé des alliances tactiques avec l'anarchiste Nestor Makhno, trahissent et se retournent contre la Makhnovchtchina ukrainienne. Makhno est mis hors la loi. En août 1921, après plusieurs mois de combats acharnés contre les bolchéviques, les derniers partisans de Makhno quittent l'Ukraine. Sa défaite face à l'Armée rouge annonce les dérives à venir du régime soviétique, du léninisme et du stalinisme. En 1921, a lieu la révolte de Kronstadt, soulèvement armé de marins contre le parti bolchevik pour le pouvoir des soviets. Ce mouvement est durement réprimé par l'Armée rouge dirigée par Léon Trotski. Plus tard, Trotski s'oppose à ce qu'il désigne comme la bureaucratisation du régime soviétique et à Staline en prenant la tête de l'Opposition de gauche. Staline le fait finalement chasser du gouvernement et du Parti communiste, avant de le bannir d'URSS. Trotski entreprend alors d'organiser ses partisans au sein de la Quatrième Internationale. Menacé de mort par Staline, il parvient plus tard à se réfugier au Mexique.

2. Au cours de l'été 1939, Léon Trotski, en désaccord avec Diego Rivera, qui a quitté la IVe Internationale crée par l'exilé russe, part de la Caza Azul. Le 20 août 1940, Trotski est mortellement blessé avec un piolet par un communiste espagnol, Ramon Mercader, un agent des services secrets soviétiques agissant sur ordre de Staline. Impliqué dans l'assassinat de Trotski en tant qu'auteur intellectuel, voire responsable, Diego Rivera est soupçonné et quitte le pays.

À LA RECHERCHE DE L'HISTO RIOGRAPHIE ANARCHISTE EN BELGIQUE

En novembre dernier, nous vous proposions de partir à la découverte du Mundaneum de Mons, et en particulier de son fonds documentaire anarchiste, en compagnie de Jacques Gillen. Historien, collaborateur du Centre d'histoire et de sociologie des gauches, il a travaillé sur l'histoire de l'anarchisme belge, en particulier sur la colonie L'Expérience, fondée par Émile Chapelier et Eugène-Gaspard Marin en 1905. Ce dernier avait tenu une sorte de journal de bord que Jacques Gillen a pu consulter pour réaliser son mémoire.
Il a également eu l'opportunité de questionner la seconde compagne d'Eugène-Gaspard Marin, âgée de plus de 90 ans à l'époque.
Nous avons souhaité aborder avec lui la question de l'historiographie anarchiste en Belgique.

Jacques Gillen, en tant qu'historien, vous êtes l'auteur de Les anarchistes en Belgique[1]. Est-ce une impression ou les mouvements anarchistes belges n'ont pas fait l'objet de nombreuses recherches du point de vue de l'histoire et de l'histoire politique ?
Beaucoup de choses ont été dites au sujet du mouvement anarchiste en Belgique, jusqu'en 1914. Je fais bien entendu allusion à l'ouvrage de Jan Moulaert, qui demeure une référence en la matière. Il a réalisé un travail très précieux. Par contre, pour la suite, c'est beaucoup plus fragmenté… à part un ou deux mémoires de fin d'étude (*master*) : celui de Didier Karolinsky[2] axé sur l'entre-deux guerres, et celui de Nicolas Inghels[3] [*accessoirement, un fidèle compagnon du groupe Ici & Maintenant ! NDLA*] qui couvre la période de 1945 à 1970. Ces deux mémoires ne s'intéressent pas à tout le mouvement anarchiste, ils ne sont pas publiés et mériteraient d'être complétés. Bien que de qualité, ces travaux restent parcellaires et, en outre, ils commencent à dater. En-dehors de cela, il existe quelques articles épars, mais c'est tout…

C'est finalement un volet de l'histoire politique et sociale belge assez peu traité, dirait-on…
Il convient d'emblée de faire trois remarques. La première, c'est la question des sources. Jusqu'en 1914, on est relativement bien documenté, parce qu'il y a pas mal de journaux anarchistes en Belgique, il y a les fameux dossiers de la police, à Bruxelles et à Liège en particulier, les dossiers des étrangers… Bref, il y a quand-même matière à étudier le mouvement anarchiste belge, notamment aussi grâce aux quelques fonds documentaires dont nous disposons (comme ici, au Mundaneum). Par contre, à partir de l'entre-deux guerres et encore plus à partir de 1945, en termes de sources archivistiques, ça se réduit à peau de chagrin !… D'abord parce qu'il y a beaucoup moins de publications. En forçant le trait, disons qu'en-dehors de *Pensée et action* et d'*Alternative libertaire*, il y a tout au plus quelques rares publications sporadiques. Bien-sûr, nous disposons des archives de Hem Day, mais ce n'est pas suffisant pour dresser un tableau complet de l'anarchisme en Belgique. En Flandre, à ma connaissance, ce n'est pas très différent.

La deuxième remarque est liée à une tendance qui voit le jour à l'issue de la Première Guerre mondiale : lorsque le conflit éclate, le mouvement anarchiste se divise. Il y a celles et ceux qui vont refuser la guerre, quel que soit le prétexte, et d'autre part, il y a celles et ceux qui vont prendre parti pour la guerre, afin de lutter contre un impérialisme qui représente un danger bien pire que la pseudo-démocratie parlementaire. Au sortir de la guerre, le mouvement anarchiste est éclaté et il a bien du mal à renaître de ses cendres. Il y a bien quelques tentatives de regroupements qui ont lieu mais ces tentatives ne sont jamais durables. Bref, il n'y a plus de mouvement anarchiste organisé, fort, actif, comme il avait pu l'être à certains moments avant 1914. Par ailleurs, peu avant la fin de la Première Guerre, la Révolution russe éclate et dans son sillage va naître le Parti Communiste. Le Parti Communiste va

désormais rallier beaucoup d'anarchistes. L'effectif même des anarchistes diminue donc considérablement durant l'entre-deux guerres. Resterait la difficulté d'identifier les anarchistes infiltrés, actifs au sein du mouvement syndical : leur nombre est probablement impossible à chiffrer… Difficile également de faire la part de ceux qui avaient un penchant révolutionnaire et ceux qui étaient anarchistes conscients.

Après 1945, dans les années 60 et 70, il y a une résurgence des idées libertaires, notamment avec mai 68 et ses conséquences, l'influence du mouvement Provo (venu des Pays-Bas)… Quelle est la part d'anarchisme dans l'un et l'autre cas, on pourrait en discuter… En tout cas, ces phénomènes sont plutôt limités dans le temps et seul le journal *Alternative Libertaire* aura une activité vraiment pérenne, durant 30 ans, de 1975 à 2005.

Il y a d'ailleurs eu un groupe de la FA qui a porté ce nom, en marge du journal, de 2000 à 2007 environs. On pourrait presque dire qu'il y a une « génération Alternative Libertaire » en Belgique, qui a eu connaissance de l'anarchisme par les publications et les affiches de ce journal.
Sans doute, oui ! En tout cas, c'est une des seules sources un peu durables dont nous disposons après la Seconde Guerre mondiale.

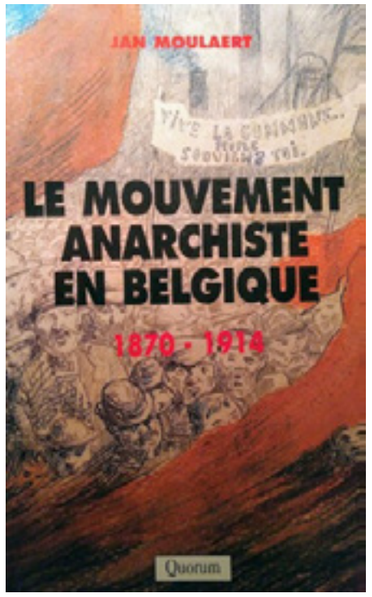
On pourrait presque dire, en forçant le trait, qu'en Belgique, il y a des anarchistes mais pas de mouvement anarchiste…
Oui, et c'est assez vrai même avant la Première Guerre, période durant laquelle le mouvement anarchiste belge est le plus fort (toute proportion gardée), et même si le mouvement anarchiste était bien présent jusqu'en 1914 et conservait une certaine influence dans le milieu ouvrier. Cet ancrage ouvrier, on continue de le trouver dans l'entre-deux guerres au sein du syndicalisme révolutionnaire. On peut supposer qu'au sein des différentes tendances du Parti Communiste, les anarchistes ont dans certains cas réussi à infléchir la tendance plus révolutionnaire !… Mais après la Première Guerre mondiale, on ne retrouvera plus cette capacité à rassembler des centaines de personnes au cours de meetings anarchistes. Il y en a eu beaucoup avant 1914, à Bruxelles, à Liège, à Verviers. Les anarchistes avaient une certaine popularité, à n'en pas douter !

Les anarchistes belges semblent avoir eu du mal à s'organiser à grande échelle après la Première Guerre…
Il y a bien eu quelques tentatives entre les deux guerres mais rien n'a abouti. Au demeurant, ce fut aussi le cas durant cet « âge d'or » d'avant 1914 !… Les tentatives pour s'organiser selon une structure fédérale n'ont tenu que quelques années, au mieux. Très vite, des conflits d'intérêt ou des divergences de point de vue ont ruiné les efforts des groupes anarchistes de se rassembler en fédération. Dans le cas de Georges Thonar, par exemple, il y a aussi une dimension de conflits interpersonnels qui vient s'ajouter. Sa volonté tenace de fonder une organisation anarchiste a éveillé la méfiance, pour ne pas dire davantage, de nombre de compagnons anarchistes. Beaucoup de ces figures demeurent assez méconnues, même si Thonar, Émile Chapelier (l'un des fondateurs de la colonie L'Expérience) et surtout Hem Day, sont assez emblématiques.

Jacques Gillen, vous évoquiez au début de l'interview trois remarques à faire expliquant le faible traitement du mouvement anarchiste en Belgique… Nous en avons évoqué deux. Quelle est la troisième ?
Eh bien c'est tout simplement le manque d'intérêt des historiens ou des facultés pour ce type de sujet. Il y a eu une période où l'histoire des gauches était en vogue mais cela tend à disparaître. Encore que ce ne soit pas aussi global : les universités de Liège et de Gand restent très actives sur ce sujet. L'ULB, en revanche, est beaucoup moins active qu'auparavant sur ce terrain de recherche. Et toujours est-il que ce sont les facultés d'Histoire qui suscitent les sujets sur lesquels on travaille.

On pourrait également se questionner sur un éventuel intérêt du public pour ce sujet. Ce n'est pas évident à cerner même si, en réalité, je pense qu'une histoire de l'anarchisme en Belgique pourrait rencontrer un certain succès. On peut observer un retour de certaines idées « anarchistes » (avec de gros guillemets !…) : des initiatives à caractère collectif, égalitaire, coopératif… Sans être proprement anarchistes, elles manifestent tout de même une proximité avec les idées libertaires, la plupart du temps sans le savoir. En tout cas, il y aurait un gros travail à faire pour démonter les stéréotypes, qui ont la peau dure, de l'anarchiste violent et opposé à toute forme d'organisation. Pour ce qui est de favoriser l'accès du public à ce type d'information, le Maitron en ligne est accessible intégralement et gratuitement. Je collabore d'ailleurs à la partie traitant plus spécifiquement de l'anarchisme en Belgique, le DBMOB (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique).

L'EXPÉRIENCE, COLONIE LIBERTAIRE (PROVISOIREMENT À STOCKEL-BOIS). LE DÉBUT.



Propos Recueillis par Christophe
groupe Ici & Maintenant

1. Jacques Gillen, « Les anarchistes en Belgique », in Anne Morelli, José Gotovitch, *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Peter Lang, Collection Études Canadiennes, Canadian Studies, volume 6, 2007, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2007
2. Didier Karolinski, *Le mouvement anarchiste en Wallonie et à Bruxelles*, mémoire de licence, Université de Liège, 1983
3. Nicolas Inghels, *Le mouvement anarchiste en Belgique francophone de 1945 à 1970*, Mémoire de licence en Histoire contemporaine, sous la direction de José Gotovitch, Université libre de Bruxelles, 2002

HISTOIRE D'UNE IDÉE MODERNE
L'ANARCHISME

Il existe nombre de livres sur l'anarchisme mais l'ouvrage *Une brève histoire de l'Anarchisme* **publié par René Berthier aux Éditions du Monde libertaire constitue une petite et dense synthèse d'un courant du monde ouvrier. Très utile, riche de références, constituée de chapitres courts, cette synthèse ouvre la porte de l'histoire de ce mouvement pour une personne qui, de passage dans une de nos librairies, souhaite disposer d'une introduction générale.**
Mais au-delà de cet aspect d'ouverture, ce livre donne matière à débat sur l'actualité de l'anarchisme et sa modernité.

Ainsi René Berthier conserve dans le disque dur de son ordinateur des textes de réflexion qu'il surnomme momies et il nous en propose une, via ce livre. De vous à moi, je la trouve bien vivante sa momie. « *Bref, j'ai décidé d'exhumer une de mes « momies », juste pour lui faire prendre l'air et voir ce que ça donne* ». Bref, ça donne !

Le choix de petits chapitres de deux à cinq pages permet d'aborder une quinzaine de thèmes par une approche chronologique. Pas de pensum noyant le lecteur, mais un outil pour donner à penser et guider ce même lecteur vers d'autres ouvrages. « *Les idées et les faits exposés ici l'ont été sans beaucoup de complaisance : il me semble nécessaire de montrer que les choses ne sont pas toujours simples et que le mouvement anarchiste est parcouru de contradictions* ».

Contradictions et débats

Bien sûr, nous retrouvons les dates et les étapes-clés du mouvement ouvrier, 1864 et l'AIT, les manipulations de Marx pour disposer du pouvoir, 1872, Saint-Imier, le retour à l'AIT originelle selon René Berthier, évidemment 1886 à Chicago. La question de l'organisation est un point sensible dans le mouvement, tout comme le lien avec les organisations syndicales, la CGT. Est-ce que la Charte d'Amiens de 1906 constitue un texte d'émancipation ou de compromis avec la sensibilité socialiste ? Était-ce une bonne chose de regrouper la CGT et les Bourses du travail de Pelloutier ?

Qu'en est-il de l'individualisme ? « *Chez Proudhon et Bakounine il y a une réflexion extrêmement élaborée sur l'individu, sur la liberté individuelle, mais c'est une réflexion liée à leur doctrine globale : la théorie de l'individu est chez eux un élément qui s'intègre dans une réflexion globale. Pour les grands penseurs de l'anarchisme, l'être humain est un être social, qui ne peut se développer et s'épanouir qu'au sein de la société.* [...] *Transformer la société ne peut être que le résultat d'une volonté commune. Cette idée apparaît particulièrement claire chez Michel Bakounine* ». Le débat est ouvert mais René Berthier refuse le qualificatif d'anarchiste à Max Stirner. L'argumentation développée dans le livre est intéressante.

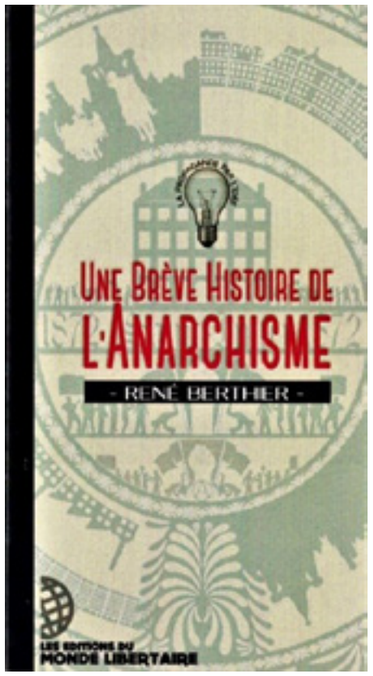
Le débat est ouvert aussi en ce concerne l'insurrection. Pour Bakounine, c'est un des outils mais il en est d'autres en fonction de la situation. La propagande par le fait a été détournée de sa définition initiale, il s'agissait à l'origine de « *montrer l'exemple* » par une attitude constructive et non de multiplier les attentats. Seule une infime minorité se reconnaîtra dans ces actes violents et l'action des anarchistes se situera plus souvent dans la construction du mouvement ouvrier, notamment les Bourses du travail et de la CGT mentionnées ci-dessus.

Le lecteur disposera aussi d'une base de réflexion sur la complexité du syndicalisme révolutionnaire après 1917. Comment soutenir l'URSS avec Kronstadt et Makhno ? Sans oublier plus tard, l'Espagne.

Comment agir ?

Mais forts de cette histoire, comment pouvons-nous intervenir ? « *Le défi pour le mouvement anarchiste aujourd'hui est de ne pas rater le coche [...] et de montrer la validité de ses orientations* ». René Berthier ouvre le débat sur l'avenir du mouvement libertaire. Se présenter aux élections mêmes locales n'a que peu d'intérêt. « *Nous ne savons pas comment sera la révolution de demain* ». Reprenant Malatesta et Pierre Besnard, il insiste sur la globalité du mouvement au sein de la société et le rapport à l'exploitation du travail qui touche 75 à 80 % de la population.

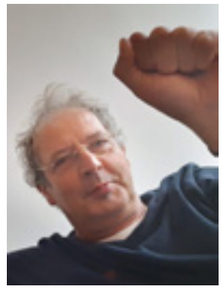
« *La préparation d'une telle révolution prendra des dizaines d'années et le mouvement révolutionnaire doit se mettre au travail rapidement en investissant dès à présent tous les espaces où les travailleurs et les citoyens sont en mesure de décider par eux-mêmes des orientations concernant leur existence, en élargissant ces espaces systématiquement* ».



Francis Pian

RENÉ BERTHIER
Une brève histoire de l'Anarchisme
Éditions du Monde libertaire, 2021

COMUNA DA LUZ
UNE UTOPIE LIBERTAIRE



Jean Lemaître est né en 1954. Le gars est un bourlingueur : reporter de terrain, responsable associatif, journaliste européen, ancien enseignant en journalisme et communication politique à l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales (Bruxelles). Mais dans ses fouillouses on trouve aussi des romans, des récits et des essais. Et ce ne sont pas des clopinettes ! Du sérieux ! Là, il nous file la carouble d'une communauté portugaise. Il est l'auteur de *La Commune des lumières, une utopie libertaire* (Portugal, 1918), aux Éditions Otium (Ivry-Sur-Seine). L'occasion de tailler une bavette !

Portugal, en ce début de vingtième siècle, *La conquête du pain* de Kropotkine semble très populaire ?
Oui, je l'explique dans le livre. Le titre du livre de Kropotkine est concret, accrocheur. On crève alors de famine, notamment dans l'Alentejo. Là, les travailleurs (engagés à la journée au service de latifundistes) coupent le blé sous un soleil de plomb, la journée, et n'ont pas de quoi s'acheter la farine nécessaire au pain pour nourrir leurs familles. Les œuvres de Marx (plus difficiles) se diffusent à cette époque peu au Portugal, alors, excepté dans des cercles universitaires restreints.

L'épopée de la *Comuna da Luz* est indissociable d'un personnage hors du commun : Antonio Gonçalves Correia…
En effet, il naquit en 1886. Il fut républicain fervent dès le renversement de la monarchie (1910) mais il déchanta vite, car les nouveaux maîtres du pays, républicains, étaient des bourgeois, certes progressistes sur le plan de l'enseignement, de la laïcité, mais profondément conservateurs concernant le social. Antonio Gonçalves était *caxeiro viagente*, commerçant ambulant, ce qui le mettait au contact direct des populations dans les villages les plus éloignés ; il acquit alors une conscience aiguë des conditions épouvantables de vie de ces gens. Ce qui contribua à le faire adhérer à l'anarchie ; à noter qu'alors « anarchie » et « communisme » se confondaient le plus souvent dans la tête des révolutionnaires portugais.

En 1916, la Commune des lumières, c'est un peu l'utopie devenue réalité ? Mettre fin à la propriété privée, à l'abrutissement et à l'exploitation ?
Oui, montrer que c'est possible : par l'exemple positif, contribuer à mettre debout des gens jusque-là assis, pousser à agir collectivement. Ingrédient brûlant d'actualité aujourd'hui, les militants de la Commune des lumières (des cordonniers) avaient aussi installé, sur le territoire de la Commune, une école à pédagogie active (sur le modèle de l'anarchiste Ferrer en Espagne), gratuite, ouverte aux enfants des paysans. À épingler enfin, la place donnée par Gonçalves et ses camarades à la poésie, à la chanson, comme outils de mobilisation populaire. La Commune des lumières avait aussi des liens étroits avec les habitants des villages voisins, c'était tout sauf une expérience repliée sur elle-même

La *Comuna da Luz* ne doit sa disparition qu'à la répression menée par les autorités portugaises…
C'est exact ! Nombre de communes à cette époque, du nord au sud de l'Europe, ont pris fin par divisions internes ou par manque de ressources financières. Ce ne fut pas le cas de la Commune des lumières. La Commune, durant ses deux années d'existence (1917 et 1918), a embauché de nouveaux coopérateurs, a agrandi ses terres. La Commune a dû fermer les portes en novembre 1917, quand elle fut envahie et réprimée par la GNR (gendarmerie) et des militaires. La Commune avait contribué quelques jours plus tôt à une insurrection au village du Vale de Santiago, village sur le territoire duquel la Commune s'était implantée. Alors que la grève générale avait été déclenchée par l'U.O.N. (Union ouvrière syndicale, alors au Portugal, unitaire), les paysans et des membres de la Commune ont occupé les latifundiaires locaux, avec comme but de les exproprier et de confisquer leurs terres pour les cultiver eux-mêmes. Hélas, la grève générale a échoué, la troupe a débarqué au Vale de Santiago, armes au poing. Des dizaines de travailleurs ont été arrêtés, et puis condamnés à la déportation, sans aucun jugement préalable. Des familles ont été gravement molestées. La Commune a été incendiée. Antonio lui-même a été arrêté et jeté en prison.

Ton dernier ouvrage vient de paraître aux Éditions Jourdan : *Le vrai Christophe Colomb*. Une contre-enquête ?
Il s'agit d'une contre-enquête (enquête sortant des sentiers battus) menée à partir du Portugal sur la piste du vrai Christophe Colomb, un mercenaire sans foi ni loi, originaire de Madère, et qui apprit son métier de navigateur en pratiquant le trafic odieux d'esclaves de la côté africaine de Guinée vers le Portugal. Dans ce livre, je croise l'enquête de terrain et les recherches plus classiques à partir d'archives. Mon but était, ainsi, d'insister sur la nécessité, toujours, de procéder avec esprit critique quand il s'agit de reconstituer et de raconter l'histoire.

Propos recueillis par Sandro
groupe Ici & Maintenant

Pour en savoir plus sur les publications et travaux de Jean Lemaître :
https ://jeanlemaitre.com

QUESTIONS À FRÉDERIC BORIES : GEORGES BRASSENS

Frédéric Bories est enseignant et un des archivistes du *Centre International de Recherches sur l'Anarchisme* de Marseille. Il publie prochainement (début janvier) une biographie du Georges Brassens anarchiste revenant sur la période de militantisme actif et sur ses amitiés libertaires.

Tu présentes les années de formation du Brassens libertaire. Il semble qu'il y ait eu une intense activité de lecture des textes fondateurs de l'anarchisme.
Durant la Seconde Guerre mondiale à Paris, Brassens reclus chez sa tante puis chez Jeanne et Marcel Planche, parcourt la littérature. Il y fait ses humanités et découvre largement les auteurs. Certains d'entre eux le marquent particulièrement. Il lit des auteurs très connus comme Victor Hugo, André Gide… d'autres moins connus comme Claude Tillier et son roman *Mon Oncle Benjamin*, Charles-Louis Philippe… Il étudie les poètes, surtout les symbolistes et les poètes maudits : Baudelaire, Mallarmé et François Villon qu'il considérera comme le premier des anarchistes.

Brassens lit aussi les philosophes : J.J. Rousseau et surtout Voltaire puis il est amené à fréquenter certains théoriciens anarchistes : Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Kropotkine et Mikhaïl Bakounine. Il n'a peut-être pas eu une intense lecture anarchiste mais il y découvre des valeurs qu'il porte en lui. Une sorte d'attachement viscéral à la liberté, ainsi qu'une rage profonde quand les hommes veulent imposer quelque chose à d'autres hommes. Ils sont anti-étatistes, ils ne sont pas partisans de l'armée, ils revendiquent l'égalité sociale et non l'exploitation de l'homme, ils sont partisans d'une certaine indépendance de l'individu en face de la société, et ça lui convient tout à fait.

Ses fréquentations l'ont naturellement conduit vers le mouvement libertaire, peux-tu expliquer comment ?
C'est vers le début de l'année 1946, chez Jeanne et Marcel. Brassens apprécie les visites de l'anarchiste individualiste Marcel Renot à Marcel Planche. Avec cet homme très cultivé Brassens peut enfin avoir de profondes discussions. Il l'accompagne alors à des rencontres anarchistes dans le groupe du XVe arrondissement de Paris. Les valeurs auxquelles Brassens adhère par ses lectures, il les retrouve chez ces compagnons.

Toute l'année 1946 et une partie de l'année 1947, Brassens publie sous son nom, sous pseudonyme ou anonymement plusieurs dizaines d'articles dans le Libertaire. Comment les as-tu retrouvés ?
Brasens œuvre de juin à décembre 1946 dans les colonnes du *Libertaire* – l'hebdomadaire anarchiste le plus vendu en France – qui bouscule la vie politique et sociale du pays. Il en est un rédacteur puis devient correcteur du journal. À partir du mois de septembre, il devient même secrétaire de rédaction, un poste pour lequel il est rémunéré. Qu'en moins de trois mois lui soit confié ce poste est assez exceptionnel, tout comme l'est son investissement dans le journal durant l'été 1946 par ses nombreux articles anonymes.

Dans le journal, les articles des contributeurs - qui se comptent sur les doigts d'une main - sont reconnaissables que ce soit par les thèmes abordés, par leur positionnement ou bien par quelques détails de police. Ceux de Brassens sont aussi identifiables par sa plume et ont souvent des références poétiques. Il emploie des mots ou expressions que l'on retrouvera dans ses chansons. Très souvent il conduit ses articles comme il construit ses chansons en racontant une histoire et en concluant par une morale comme le faisait jadis La Fontaine, l'un de ses poètes préférés.

À les lire quelles sont ses bêtes noires ?
Les thèmes abordés par Brassens dans ses articles sont nombreux. Considérant toutes les religions et tous les dogmes comme tout à fait nocifs, il a des positions nettement anticléricales. Il écrit dans *Le Libertaire* du 19 juillet 1946 : « *La Très Sainte Église Catholique ne nous inspire pas grande confiance quant à ses bonnes intentions envers les déshérités de ce bas monde – ce bas monde qu'elle « méprise » tant mais dans lequel elle sait s'installer avec tant de confort…* »

> **“La seule révolution possible, c'est d'essayer de s'améliorer soi-même, en espérant que les autres fasse la même démarche. Le monde ira mieux alors.”**

Ses autres bêtes noires sont le militarisme, le patriotisme, l'État et ses différents corps, la justice et la police notamment. Il s'attaque aussi aux partis politiques ainsi qu'à leur presse. Brassens les renvoie tous dos à dos. Pour lui capitalisme, fascisme, communisme, démocratie… tous sont mauvais et il exprime de façon récurrente son refus du système électoral qui exclut les minorités et auquel il refuse de participer.

Quels sont aussi les sujets qu'il cherche à valoriser ?
Brassens exprime sa foi dans le peuple et son espoir dans la réalisation de l'anarchie. Dans un de ces article, il écrit : « *Le terrassier, le métallo, le cheminot, toute la misère, tous les pauvres bougres, enfin, s'ils n'ont pu user longtemps leurs misérables pantalons sur le banc poli et repoli de l'école primaire, ont par contre conservé* […] *une élévation morale qui abasourdirait plus d'un de ces « éducateurs » que prétendent être ceux qui parlent de choses qu'ils ignorent. Il existe dans les classes les plus déshéritées un potentiel, en puissance, en gestation, de hauteur morale inaccessible au commun de ceux qui bavent sur l'anarchie.* […] *Demandez donc à l'ouvrier ce qu'est l'anarchie… Le manuel aux mains calleuses vous en apprendra cent fois plus que durant tout le temps que vous avez pu passer à l'école…* »

Une bonne partie de ses articles est aussi axée vers l'art et la poésie en particulier.

Quelles sont les raisons qui poussent Brassens à s'éloigner du militantisme actif ?
Brassens le dit lui-même, le militantisme, « *j'en suis parti uniquement parce que j'avais autre chose à faire. J'ai eu tout à fait tort d'arrêter de militer* ».

En 1948, Brassens s'oriente vers un nouveau centre d'intérêt. S'il aime la musique, écrire des textes - il a déjà édité quelques recueils de poèmes - Brassens faiseur de chansons naît au moment où il fait se rencontrer ses musiques et ses poèmes. Il décide alors de gagner son pain par son art, la chanson. Ce fut alors *La Mauvaise réputation*, *Le Fossoyeur*, *Le Parapluie*, *La Chasse aux papillons*…

Mais ce n'est qu'au début de l'année 1952 que son talent sera reconnu par le public.

Brassens s'éloigne à petit pas des structures fédérales mais reste quelques mois au groupe individualiste du XVe arrondissement membres de la FA. Peux-tu nous expliquer comment as-tu retrouvé ces éléments et surtout quelles étaient leurs activités ?
Dans le *Centre International de Recherches sur l'Anarchisme* de Marseille, j'ai pu consulter des documents internes de la Fédération ainsi que les collections complètes des périodiques de cette époque. Ceux-ci, ainsi que les riches correspondances épistolaires qu'il entretient avec ses amis anarchistes, m'ont permis de découvrir de précieux renseignements sur l'implication de Brassens dans le mouvement.

Brassens est adhérent du groupe individualiste du XVe arrondissement depuis le mois de mai 1946. Après sa démission du poste de secrétaire de rédaction du *Libertaire* et du comité national de la Fédération anarchiste, dans lequel il avait plusieurs fonctions, en janvier 1947, il s'implique davantage dans le groupe du XVe et en devient rapidement le secrétaire.

Les activités de ce groupe individualiste, affilié à la Fédération anarchiste mais qui en demeure très indépendant, sont essentiellement l'échange d'idées - on y traite de problèmes sociaux, de livres, de peinture… - à travers des réunions hebdomadaires et de nombreuses causeries présentées entre autres par André Breton ou Lanza Del Vasto.

Tu décris une amitié forte entre Brassens et un poète et traducteur libertaire, Armand Robin, peux-tu nous expliquer comme est née cette amitié ?
À son arrivée dans le groupe du XVe avec Marcel Renot au mois de mai 1946, Brassens se lie rapidement d'amitié avec un personnage singulier et burlesque d'origine Bretonne, Armand Robin. Brassens, qui s'est abreuvé à la source des poètes, voit dans Armand Robin, le poète des humbles, tous les poètes qu'il avait jusque-là rencontrés dans les livres. Le côté marginal de Robin plaît à Brassens et tous les deux se rendent visite régulièrement. Robin devient pour Brassens une sorte de guide et l'on retrouve quelques-uns de ses traits dans le comportement de Brassens. L'un comme l'autre refusent d'entrer dans le système. Mais lorsque Brassens connaîtra le succès, Robin renoncera à écouter ses chansons.

Au décès de ce dernier, Brassens, en hommage, fera découvrir à son public la chanson *Bécassine*.

D'une manière plus générale Brassens est resté proche de plusieurs militants. Peux-tu nous dire lesquels et pourquoi ?
Les valeurs anarchistes, Brassens les avait en lui dès son plus jeune âge sans savoir les nommer. Avec la rencontre des anarchistes, Brassens est convaincu qu'il n'en trouvera pas de meilleures et les gardera jusqu'à la fin de sa vie. Aussi les amis qu'il a connus dans le mouvement resteront proches malgré son succès. Par ses correspondances Brassens entretiendra son amitié avec Armand Robin, Roger Toussenot, Marcel Renot et Marcel Lepoil, son associé à la confection du *Libertaire*.

Par sa contribution à de nombreux galas de soutien au mouvement anarchiste, Brassens maintiendra également des relations avec d'autres compagnons connus durant ses années de militantisme.

Entretien réalisé par Sylvain Boulouque

PROCHAIN NUMÉRO : DOSSIER « ÉNERGIE »

le monde libertaire hebdomadaire

N° 417 JEUDI 5 NOVEMBRE 1981 5.00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

SALUT À L'AMI GEORGES !

Georges Brassens, le minnesinger des temps modernes

À PROPOS DE…
GEORGES BRASSENS

Le quarantenaire de sa mort le 29 octobre, et le centenaire de sa naissance, le 22 octobre, ne sont pas passés inaperçus. Sa participation directe au mouvement libertaire puis son soutien fréquent qui forment l'un des aspects centraux de la vie et de l'œuvre de Brassens sont enfin reconnus et traités à leur juste proportion. Les différents ouvrages abordent l'œuvre du poète et chanteur libertaire sous différents angles.

UNE CUVÉE SPÉCIALE « LES COPAINS D'ABORD » EN PICPOUL POUR FÊTER LES 100 ANS DE GEORGES BRASSENS ©AD'OCC

AGATHE FALLET
Brassens des souvenirs trop beaux pour moi
Équateurs, 2021, 112 pages, 18 €

L'approche par l'amitié est une donnée importante. Agathe, la compagne de René Fallet, se fait l'écho de cette amitié relativement tardive, débutant en 1953. Fallet, chroniqueur au *Canard enchaîné* publie un premier papier sur Brassens. *Le Monde libertaire* en porte aussi la trace avec un autre article de 1956 sobrement intitulé *L'ami Georges*. Entre temps, Agathe a rencontré Fallet et immanquablement Brassens. Sans faire référence à l'engagement, elle souligne la constance de cette amitié, le rôle de grand frère que Brassens a eu auprès d'elle, tous ces petits riens comme ce disque qu'il lui a offert à « *écouter en cachette de ton mari* » en forme de dédicace ou sa fidélité posthume avec l'accueil des chats de Brassens après sa mort.

IVAN PEREY
Le Paris de Brassens
Éditions Alexandrine, 2021, 158 pages, 10 €

La ville de Paris a joué un rôle central. C'est le centre du livre de Ivan Perey. Brassens vivait surtout rive gauche dans son XIVe arrondissement chez Jeanne et Marcel, la Jeanne des chansons *Jeanne* et *La cane de Jeanne* et l'hôtesse de la *Chanson pour l'Auvergnat*. Il traverse la Seine pour se rendre au siège du *Libertaire* mais aime surtout les contreforts de Montparnasse et descendre au café du boulevard Pasteur pour participer aux réunions du groupe individualiste du XVe arrondissement et retrouver par exemple Armand Robin. C'est rive droite qu'il rencontre le succès. Après le Lapin agile, rue des Saules c'est le cabaret de Patachou, rue du Mont Cenis, qui occupe une place centrale et parfois le Moulin de la galette où il chantait pour le groupe Louise Michel. Viennent ensuite les grands lieux comme l'Olympia mais c'est à Bobino, rue de la Gaîté dans son XIVe arrondissement qu'il aime à revenir chanter quelques chansons où Paris est au centre de ses préoccupations.

CLÉMENTINE DEROUDILLE
Brassens le libertaire de la chanson
Gallimard – 2021, 128 pages, 15,8 €

Clémentine Déroudille réédite le livre de l'exposition qui s'est tenue il y a dix ans à la cité de la Musique. Elle suit le fils chronologique de sa vie, rappelant couverture à l'appui que Brassens a été l'auteur de romans. Les documents soulignent qu'il a été un travailleur acharné debout le matin à quatre heures pour écrire et composer livrant l'état de plusieurs brouillons de textes comme de partitions. L'ouvrage est important pour son aspect documentaire outre la photo de Brassens en train de lire *le Libertaire*, elle reprend en annexe l'entretien paru dans Rock and Folk en 1969 entre les trois grands de la chanson libertaire : Brassens, Brel et Ferré.

BERNARD LONJON
Brassens l'enchanteur
L'Archipel, 2021, 524 pages, 23 €

Bernard Lonjon propose une biochronologie de Brassens. C'est un Brassens au jour le jour qui permet de déambuler entre ses aléas de la vie quotidienne et ses prises de positions politiques. Il ne rate aucune des dates importantes de la participation de Brassens au mouvement libertaire du premier article non signé le 28 juin 1946 jusqu'à son dernier article dans l'hebdomadaire, le 12 juin 1947 en passant par celui donné au *Combat syndicaliste* le 5 avril 1948. Il note également sa participation par exemple le 2 novembre 1956 au gala du *Monde libertaire*.

THOMAS CHAILINE
Brassens une vie en chansons
Hugo-Doc, 2021, 208 pages, 16,95 €

La chronologie est aussi l'approche privilégiée par Thomas Chaline. L'entrée se fait par les chansons, ce qui oblige l'auteur à des va-et-vient. Parfois l'explication de certaines chansons comme *Mourir pour des idées* est incomplète. Il ne s'agit pas seulement de la suite des *Deux oncles* mais d'une adresse face aux discours sacrificiels que l'on peut retrouver y compris dans le mouvement libertaire. Il pointe son amitié avec Armand Robin le poète anarchiste et souligne, citation à l'appui, le rôle de l'individualisme dans la construction du personnage.

SALVADOR JUAN
Brassens sociologie d'un génie de la poésie chantée
Bord de l'eau – 2021, 252 pages, 20 €

Originale est enfin la réédition de l'ouvrage de Salvador Juan. Il rompt avec le temporel pour choisir l'approche thématique. Le Moyen Âge, à travers François Villon, et le féérique occupent une place centrale. La critique du capitalisme et de la société de consommation sont présents, de manière moins évidente que sa critique de la chose militaire, policière ou patriotique. Il discute également longuement la misogynie prétendue de Brassens. Et surtout souligne suite à une série d'entretien l'héritage important chez les libertaires les plus jeunes.

Peut-être davantage que sa participation directe au mouvement libertaire, il y a chez Brassens un rôle de passeur et d'incubateur d'anarchisme, ce que suggère les ouvrages parus pour ce double anniversaire.

Sylvain Boulouque

LOIN DU PRÊT À CHANTER :
PIERRE PERRET

Il serait temps d'écouter pour de bon Pierre Perret. *Mes adieux provisoires* ne seront que provisoires, espère-t-on : ainsi s'intitule le dernier disque de l'artiste, un double CD reprenant chansons connues et trois titres inédits (dont *Les confinis*).

À la différence de Brassens, son il lustre aîné, l'étiquette « anarchiste » ou « libertaire » est rarement accolée à sa personne ou à ses chansons.

Il suffit pourtant de voyager au hasard dans son œuvre pour se persuader que sa verve est sans dieu ni maître, et ce depuis ses tout débuts. Les titres qui ont fait le succès de Pierre Perret se retrouvent là, d'anciens comme de récents, de *Tonton Cristobal* à *Lily*, de *Mon p'tit loup* à *Vaisselle cassée*, de *Pédophile* à *La femme grillagée*.

Nous en aurions ajouté d'autres (*Le Vent,* par exemple, une chanson sur la liberté, trop méconnue, ou *La Vivouza*, ou…).

Mais un choix est un choix, forcément restrictif : trente-deux chansons retenues sur plus de quatre cents. Ici, la gaudriole le dispute à la révolte et réciproquement.

« Aux diktats et aux modes / Loin du prêt à chanter / C'est grâce aux rétrécis / Qui ont craché sur ma prose / Que toujours je compose / Je les en remercie… »

Pierre Perret a mené sa carrière avec fidélité. Hier comme aujourd'hui, ses chevaux de bataille sont les cons, toute la gamme des cons, et ses coups de cœur vont aux opprimés, parmi lesquels, d'abord, femmes, enfants ou animaux. Pour un artiste dit de variétés, c'est vraiment pas mal !

Thierry Maricourt

Pierre Perret, *Mes adieux provisoires* (32 chansons), Adèle, 2021

SI TU CROISES LE FER

En novembre dernier, deux arsouilles du groupe Ici & Maintenant ont eu l'idée de réaliser ensemble une bricole sur cette abomination qu'on appelle la guerre. La conjonction de leurs modes d'expression respectifs a débouché sur cet assemblage de collages et sonnet punks.

Si tu croises le fer sur des terres minées,
Salue-le de la part des cadavres joyeux,
Glacés, jonchant épars les sols industrieux,
Morte saison, moisson d'aubes enluminées.

Bats-le tant qu'il est chaud. À présent débinées,
La charrue, la faucille, au vent : dis-leur adieu.
Ton flingot fait office (et en tient même lieu),
Du bout de son goulot, d'ombreuse cheminée.

Ravage, guerre, et porte au sein de l'or le fer…
Crevez, charognes ! Ciels, voilez-vous d'enfer !
Missiles, percez l'os ! Bombes, crevez les torses !

Parmi ruines et feux, les chars niais, les canons
Et de laids zeppelins ricanent, sourde amorce,
Au soleil détouré des piliers d'escadrons.

Texte : Christophe De Mos
Collages : Sandro Baguet
Groupe Ici & Maintenant

Du côté des exclus

Classique oublié de la littérature chilienne, le roman de Manuel Rojas est un véritable plaisir de lecture accompagné d'une force dans la critique sociale hors du commun.

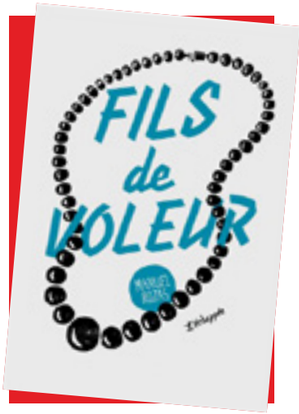
Largement autobiographiques, les livres de Manuel Rojas sont comparés à ceux d'Albert Camus pour leur capacité à décrire la misère.

Fils du voleur est le premier volume d'une tétralogie qu'il a consacrée à Aniceto Hevia, son double romanesque. L'écrivain, figure marquante du mouvement libertaire chilien, écrivant dans *la Battalla*, est né à Buenos Aires en 1896. Il fait un aller-retour entre l'Argentine et le Chili, jusqu'à la disparition de son père, voleur de profession, qui disparaît, sa mère retourne alors en Argentine. Ils vivent dans une misère noire que décrit Rojas dans ses romans. Obligé de faire trente-six métiers pour survivre, avant de pouvoir devenir écrivain.

Fils du voleur s'inspire de cette misère des origines pour décrire la réalité du Chili et de l'Argentine des années 1910. Composé de quatre grandes parties, l'ouvrage commence par la description des conditions de survie dans une prison, où s'il ne cache rien de la dureté des relations entre les prisonniers, évoque aussi les solidarités de ce monde à l'écart du monde. Libéré, il croise les grévistes, participe à une émeute de la faim, décrit la fraternité des révoltés face à la répression avec un souffle et une verve digne de figurer dans les anthologies de l'émeute. Recherché, Hevia réussit à fuir. Le récit reprend alors dans une troisième partie, une trame autobiographie, le héros raconte son histoire parmi les sans grades et les exclus de la société avec là encore une humanité rarement égalée. Avant de s'achever en forme de conte philosophique sur les causes de l'oppression sociale.

Un véritable régal autant qu'un magnifique brûlot d'une haute qualité romanesque…

Sylvain Boulouque



MANUEL ROJAS
Fils de voleur
L'échappée. 298 p. 21 €

Mensonge

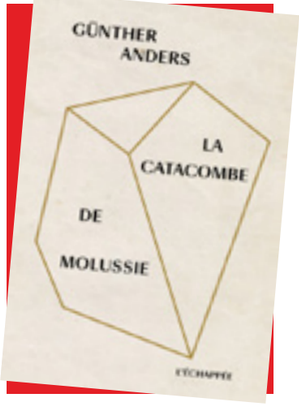
Fable sur le totalitarisme nazi, la Catacombe de Molussie, texte inédit en français, est le récit romancé d'une société totalitaire qui ressemble au national-socialisme et des complicités actives et passives d'une partie de la population.

L'auteur, philosophe hors norme, né Stern en 1902, enfant des psychologues Louis et Clara, par ailleurs cousin de l'écrivain Walter Benjamin, il devient Anders – autrement, en langue allemande – à la demande de son éditeur. Il suit les cours à Francfort où il rencontre Hannah Arendt avec qui il partage la vie pendant près d'une dizaine d'années. L'arrivée d'Hitler au pouvoir le contraint à l'exil en France puis aux États-Unis avant de rentrer en Europe après la guerre. Philosophe critique de la modernité, il est l'un des premiers à dénoncer la course industrielle et technologique et l'usage du nucléaire qu'il voit comme des signes avant-coureurs d'aliénation voire de destruction des sociétés.

Son œuvre foisonnante porte sur les mécanismes de domination.

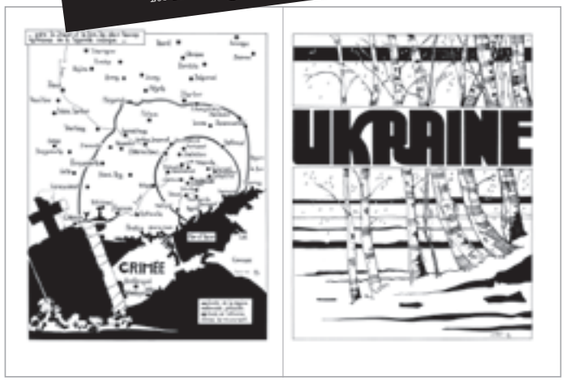
La Catacombe de Molussie est publiée avant la guerre mais décrit les mêmes mécanismes à l'œuvre sous le nazisme. Il s'inscrit dans les grandes dystopies *Nous autres* de Zamiatine, *1984* d'Orwell, *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury. Le livre est remarquable par son approche des phénomènes totalitaires montrant notamment que la machine répressive ne suffit pas à elle seule à imposer le diktat de la volonté, il faut d'autres choses. En premier lieu le mensonge et son intégration par une partie importante de la population. Viennent ensuite les formes de la domination, la création des hiérarchies entre les hommes permet qu'ils oublient leur propre condition. Enfin, ces mécanismes reposent sur la force de l'État et ses structures. L'auteur propose aussi une réflexion sur les oppositions au pouvoir. Comment faire pour le combattre quand la seule énonciation de la vérité ne suffit pas et que pour combattre le mensonge d'État, il faut aussi utiliser le mensonge. Il interroge ainsi les oppositions au nazisme et en particulier le communisme sans le nommer, le révolutionnaire du roman étant prêt à transformer les faits pour atteindre son but. Roman désespéré, qui anticipe l'analyse de la soumission au système politique par l'aliénation par le travail et par la croyance dans la délégation du pouvoir. Même si au fond de ce magnifique roman reste une lueur : les combats pour la liberté qui permettra de se délivrer au moins partiellement du mensonge.

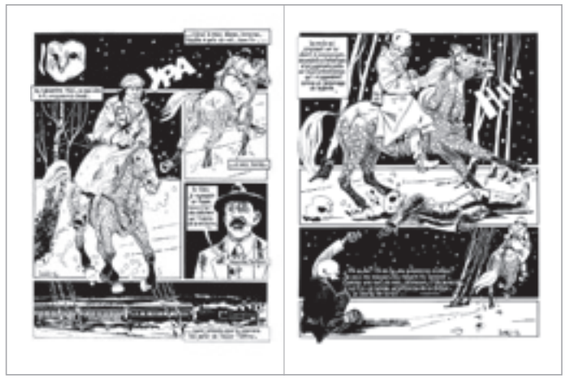
Sylvain Boulouque



GÜNTHER ANDERS
La Catacombe de Molussie
L'échappée, 2021, 568 pages, 24 €

APPEL À SOUSCRIPTION





L'HISTOIRE DE NESTOR MAKHNO

Il aura fallu des décennies pour que s'entrouvrent quelques portes de vérité sur l'histoire officielle, léniniste et stalinienne, celle des vainqueurs, de la révolution russe de 1917. Et sur le rôle, important, qu'y ont joué les anarchistes en octobre et ensuite, lors de Kronstadt et de la maknovtchina en Ukraine de 1917 à 1924.

De nombreux livres sont actuellement disponibles à ce sujet. Cette BD sur la révolution russe en Ukraine et l'histoire de Nestor Makhno et de son armée de partisans relate le voyage qu'Alexandre Berckman et Emma Goldman ont effectué en Russie en 1920. Tout y est dit.

L'essentiel politique et social de la mise en actes de « Tout le pouvoir aux soviets ». Et l'essentiel militaire, l'anéantissement de l'armée blanche de Dénikine qui était sur le point de prendre Moscou. Le combat, commun au début, avec les bolcheviks pour faire surgir la révolution, et, ensuite, le combat contre les blancs et les bolcheviks pour continuer à faire vivre la révolution.

Cette BD, de Jean-Pierre Ducret, sur cette révolution inconnue, raconte tout cela d'une manière magnifique, fantastique et somptueuse comme jamais encore. C'est beau comme du Rimbaud. Le meilleur Ducret. Mieux encore, « Le meilleur de Ducret ».

BON DE SOUSCRIPTION

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL ..... VILLE : .....

TÉLÉPHONE : .....

E-MAIL : .....

commande …. exemplaire(s) de *La Révolution russe en Ukraine*
200 pages en noir et blanc au format 24 x 32 cm,
au prix préférentiel de 20 € (au lieu de 25 €) jusqu'au 15 décembre 2021
Une participation au port de 3 € minimum est souhaitée
pour ceux et celles qui le désirent et le peuvent

Prix de la commande : … x 20 € = ... €
frais de port optionnel : = ... €
TOTAL = ... €

Date ..... Signature :

Joindre impérativement à votre envoi un chèque
du montant de votre commande à l'ordre des Éditions Libertaires.

à envoyer :
Les Éditions Libertaires
35, allée de l'Angle, Chaucre
17190 St-Georges-d'Oléron

Tél : 05 46 76 73 10
Fax : 05 46 76 82 60
editionslibertaires@wanadoo.fr

Il est aussi possible de le commander sur le site des éditions
www. éditions-libertaires.org et de payer par PayPal

Les Éditions Libertaires

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** ont été abrégés en **@fede...**

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@riseup.net
• Athénée Libertaire
& Bibliothèque Sociale
« Le Loup Noir »
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
permanence : 1er, 3e et 5e jeudis du mois de 18 h à 21 h
• Athénée Libertaire
& Bibliothèque Sociale
« L'Étoile Noire »
5, rue Saint-Jean – 02000 Laon
permanence : du lundi au samedi de 10 h à 17 h.
(fermeture avancée provisoirement en raison du contexte sanitaire)

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...
Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victo r Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Groupe Déjacque
dejacque@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

46 LOT
Liaison Figeac
figeac@fede...

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
béarn@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...
Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https ://grainedanar.org

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé·e·s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

98 NOUVELLE CALÉDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE

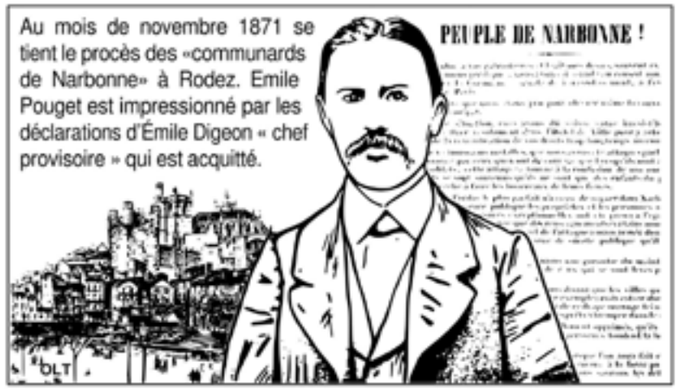
Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/ ? g=FA_Groupes

ÉMILE POUGET

Texte : MLT & Dessins : OLT

Emile Pouget naît le 12 octobre 1860 dans l'Aveyron. Pamphlétaire, il fut propagandiste anarcho-syndicaliste, militant antimilitariste et anticlérical.

Au mois de novembre 1871 se tient le procès des «communards de Narbonne» à Rodez. Emile Pouget est impressionné par les déclarations d'Émile Digeon « chef provisoire » qui est acquitté.



En 1879, il fonde le premier syndicat des employés du textile. Il représente les anarchistes français au congrès international de Londres de 1881.

Emile Pouget participe avec Louise Michel au meeting des « sans travail » du 9 mars 1883. Trois boulangeries sont pillées sur le parcours de la manifestation. Les forces de l'ordre interviennent.

Arrêté, il est jugé le 21 juin et condamné à 8 ans de réclusion pour « pillage à main armée ».

OLT

LE PÈRE PEINARD

Amnistié en 1886, Pouget fait paraître *Le Père Peinard* le 24 février 1889. Un journal qui s'attache à éveiller les consciences ouvrières en dénonçant l'illusion de la lutte politique. Il prône l'action directe, la grève générale comme instruments de lutte préalables à la révolution. L'application des « lois scélérates » de 1894 met fin au journal avec le n°253. Après l'assassinat du président Sadi Carnot, le 24 juin 1894, la répression s'abat sur les milieux anarchistes.

Pouget émigrera en Angleterre avec sa compagne Stéphanie Boiteux jusqu'en 1895.

OLT

A la faveur d'une amnistie, il rentre en France. *Le Père Peinard* reparaîtra en 1896.

En 1900, Il prend en charge l'organe de presse de la CGT, *La Voix du Peuple*.

OLT

Émile Pouget sera élu secrétaire adjoint de la CGT en novembre 1901. Le Secrétaire général, Victor Griffuelhes, et lui organisent des campagnes de revendications sur la journée de huit heures, et le repos hebdomadaire.

Stéphanie Boiteux « La mère Peinard » décède le 29 juillet 1904. La charte d'Amiens qui affirme l'autonomie syndicale vis-à-vis des partis politiques est adoptée par la CGT en octobre 1906. Pouget a contribué à sa rédaction.

OLT

Le 30 juillet 1908, Emile Pouget est arrêté avec les secrétaires des syndicats la CGT. Ils sont accusés d'avoir organisé les grèves de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges.

Il tente de lancer un quotidien syndicaliste révolutionnaire en 1909 : *La Révolution*. Le titre cessera faute de moyens financiers. Émile Pouget publiera des articles et des brochures militantes jusqu'en 1913. Ensuite, il se retirera du mouvement syndicaliste. Émile Pouget meurt le 21 juillet 1931 à Lozère (Seine-et-Oise)

DESSIN DE CAROLINE CAROTIDAE